

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. JENKINS

Le ministre français des affaires étrangères appelle la Commission à la fermeté

M. Jenkins, nouveau président de la Commission européenne, a terminé ce mardi 1^{er} mars sa visite à Paris pour des entretiens avec MM. Lecanuet, ministre du Plan, et de l'aménagement du territoire, et Bonnet, ministre de l'Agriculture. Lundi, M. Jenkins a été reçu par le président de la République et par M. Barre, qui a offert un déjeuner au son honneur, avant de s'entretenir avec MM. de Guiringaud (affaires étrangères), Durafour (délégué auprès du premier ministre) et d'Ornano (industrie).

M. Jenkins s'est dit « très satisfait » de cette visite traditionnelle destinée à établir le premier contact entre le nouveau président et les gouvernements de la Communauté. Avec MM. Giscard d'Estaing et Barre, M. Jenkins s'est notamment entretenu d'une éventuelle relance de l'Union économique et monétaire et s'est informé des intentions franco-allemandes à cet égard. Au cours du déjeuner, M. Barre a réaffirmé que la France n'avait pas l'intention de demander un assouplissement des règles du « serpent » monétaire européen. Avec M. de Guiringaud, la conversation a porté sur les questions politiques, entre autres l'élargissement de la Communauté. Le gouvernement français et la Commission semblent tout à fait d'accord pour imposer aux candidats un strict respect des règles communautaires.

Recevant M. Jenkins à dîner, le ministre des affaires étrangères a déclaré : « Mal remise du choc de la crise énergétique, et des conséquences d'une crise économique mondiale anormalement longue, l'Europe voit s'accroître les menaces. Celles qui pèsent sur l'acquis communautaire d'abord (...) mais aussi les menaces, plus graves peut-être, qui pèsent sur son développement. Or, nous savons que la Communauté ne pourra préserver son acquis qu'en se renforçant. Elle doit reprendre le chemin de l'approfondissement (...) et s'engager, surtout, la voie qui conduit à la convergence progressive des politiques économiques et doit permettre la reprise de la marche vers l'union économique et monétaire. Dans toutes ces tâches, la Commission (...) doit être (...) l'imagination et la conscience de la Communauté ».

La Commission, a poursuivi M. de Guiringaud, a la « redoutable responsabilité » d'être « gardienne des traités ». Il lui appartient de rappeler « chaque fois que c'est nécessaire, sans faiblesse et sans parti pris, la valeur des disciplines que nous avons librement acceptées ». Elle a aussi la « responsabilité redoutable » de faire preuve d'imagination « sans timidité ». Observant que « ces cours des années passées », l'Europe a « peut-être souffert de l'incapacité des institutions à exprimer sa voix », le ministre a assuré la Commission de l'appui de la France pour agir « avec résolution ».

Une déclaration de principe sur le « serpent »

Le premier point à retenir des déclarations de M. Barre au sujet de la politique monétaire de la France est que l'objectif de faire participer à nouveau le franc au « serpent » européen n'a pas été abandonné. Le second est que, comme on pouvait s'en douter, aucun engagement n'a été pris quant à la date du retour. Le premier ministre s'est contenté de dire que la France rejoindrait l'accord monétaire européen dès qu'elle le pourrait mais sans avoir que son plan de redressement n'ait porté ses fruits. Déterminer le point à partir duquel un plan atteint les résultats qu'on en attend laisse une grande marge d'appréciation.

On peut du reste concevoir que, pendant une période de temps indéfinie, la France se comporte pratiquement comme une devise faisant partie du « serpent », sans y être officiellement rattachée. Tel avait été le cas il y a maintenant un peu moins de deux ans. Le franc, on s'en souvient, avait une première fois quitté le « serpent » le 21 janvier 1974. Après une première phase de flottement en bulles et de fluctuations « erratiques », on avait vu la tenue du franc s'aggraver progressivement. Son retour « de facto » dans le bloc monétaire européen était consacré le 16 mai 1975 sur la base des anciennes parités. Cela signifiait qu'à partir de cette date les variations de cours constatées à Paris sur les devises associées (deutsche mark, franc belge-luxembourgeois, florin néerlandais, couronne scandinave) allaient être contenues à l'intérieur d'une certaine bande relativement étroite (écart mini-

mum de 2,25 %). Le 10 juillet de la même année intervint la décision officielle. Huit mois plus tard, le dimanche 14 mars au soir, M. Jean-Pierre Fourcade, alors ministre de l'économie et des finances devait annoncer que la France — pour la seconde fois — « suspendait » sa participation à l'accord monétaire européen.

M. Barre a encore affirmé, à l'occasion de son déjeuner avec M. Jenkins, que la France n'avait nullement l'intention de demander un assouplissement des règles régissant cet accord. Au mois de mai 1975, M. Fourcade avait déclaré que la France « ne posait pas de conditions » à la remise du franc dans le « serpent » mais il n'en avait pas moins essayé — en vain — d'obtenir un certain nombre d'engagements sur des problèmes qu'il jugeait de « techniques » mais parfois importants (par exemple la fixation d'un « niveau communautaire » pour le dollar, et des dispositions plus favorables aux pays débiteurs). M. Fourcade avait, à cet effet, remis un mémorandum à ses partenaires.

La nouvelle ligne suivie à Paris n'est qu'un épisode plus rigide. En 1975 avaient été restaurées les parités en vigueur en 1974, comportant notamment un taux officiel (« taux central ») de 1,7602 franc pour 1 DM. Nul doute qu'un éventuel retour du franc dans le « serpent » s'effectuerait à un niveau de change nettement plus bas pour le franc, proche des parités qui seront constatées effectivement sur le marché à ce moment-là (rappelons que la courbe actuelle de la devise allemande oscille entre 2,08 et 2,10 francs). — P. F.

PROCHE-ORIENT

M. de Guiringaud : les pays arabes admettent maintenant l'existence d'un État israélien

« Il y a des chances non négligeables pour des progrès vers la paix en 1977 au Proche-Orient », a déclaré M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, lundi 28 février, devant la presse anglo-américaine de Paris. « Dans les quatre pays que j'ai visités (Liban, Syrie, Jordanie, Égypte), a déclaré le ministre, j'ai trouvé un réel désir de paix chez tous les dirigeants que j'ai rencontrés. Chez tous, j'ai trouvé un progrès incontestable vers le réalisme. (...) Ce conflit a vingt-cinq ans d'ancienneté. Il est né d'une décision des Nations unies divisant la Palestine et créant un État d'Israël. Cette décision a été refusée par les Arabes. (...) Dans les quatre pays on admet maintenant l'existence d'un État israélien. C'est un progrès considérable et c'est du réalisme. (...) En ce qui concerne les Palestiniens, tous les dirigeants arabes que j'ai rencontrés ont dit qu'ils participent à la négociation puisque son issue aura une influence décisive sur leur sort et sur leur avenir. (...) Ce que les Palestiniens veulent maintenant, c'est la reconnaissance de leurs droits. (...) En général, ils veulent qu'une entité palestinienne, et tout d'abord sur les territoires évacués par Israël, soit créée. Cette entité, presque tous mes interlocuteurs admettent qu'elle devra avoir des liens étroits avec la Jordanie. Sur le détail, personne ne s'est prononcé de façon formelle. (...) Voici les autres sujets traités par M. de Guiringaud :

● **DRÔTES DE L'HOMME**. — « Il est prévu que les résultats obtenus sur chacun des chapitres des accords d'Oslo seront présentés au cours de la conférence de Bagdad. C'est dans ce cadre que nous avons l'intention de procéder à cet examen, et en particulier (...) de parler des droits de l'homme. Nous le ferons avec objectivité, sans esprit de polémique, mais avec la volonté de faire très sérieusement le bilan (...). Un cadre est donc tout préparé (...). L'intervention sur ces points, en particulier, par des voies qui ne sont pas des voies gouvernementales, peut apparaître comme de l'ingérence (...). Quand il s'agit de respecter les droits de

l'homme et d'assurer une plus grande liberté, il n'est pas certain que des démonstrations ostentatoires soient le meilleur moyen. Il est possible qu'elles conduisent à un renouveau qui, au contraire, restreindrait les droits de l'homme. C'est une question difficile, sur laquelle les gouvernements sont obligés de faire preuve de jugement et de tenir compte des circonstances ».

● **L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE**. — Cette agence, créée par M. Kissinger en 1974, « n'a rien fait », a déclaré le ministre, et nous n'avons jamais regretté de ne pas y participer. (...) L'Agence internationale de l'énergie, créée par M. Kissinger en 1974, « n'a rien fait », a déclaré le ministre, et nous n'avons jamais regretté de ne pas y participer.

● **DJIBOUTI**. — Le ministre rappelle que le gouvernement est décidé à réaliser le processus d'indépendance pour Djibouti « grosso modo avant l'été ». Il ajoute : « Le gouvernement est prêt à entrer dans des accords de coopération, y compris des accords d'assistance technique militaire avec le gouvernement de Djibouti après son accession à l'indépendance. Le gouvernement français ne désire pas imposer sa présence. Il répondra aux demandes qui lui seront adressées ».

La préparation de la conférence de Genève

Les divergences sur la participation de l'O.L.P. ne peuvent être surmontées par des artifices de procédure

ESTIME M. WALDHEIM

De notre correspondant

New-York. — De retour de Washington, où il a été reçu par le président Carter et M. Vance, M. Waldheim a remis, lundi 28 février, au Conseil de sécurité, son rapport concernant la conférence de la paix sur le Proche-Orient.

Le secrétaire général des Nations unies constate que pour l'instant la situation de la paix dans le Proche-Orient est trop fondamentalement mauvaise pour qu'elle puisse être surmontée par des artifices de procédure, mais il s'empresse d'ajouter : « Toutes les parties intéressées ont reconnu qu'il était d'une importance capitale de ne pas briser l'élan amorcé vers la reprise des négociations, et de ne pas briser l'élan amorcé vers la reprise des négociations, et de faire en sorte que les efforts se poursuivent à cette fin sans aucune hiatus ».

De ses entretiens avec M. Vance, M. Waldheim a constaté que « les États-Unis ont constaté un consensus selon lequel toutes les parties intéressées devraient s'efforcer de réunir à nouveau la conférence de Genève durant le second semestre de 1977 ». Il conclut en disant : « De toute évidence, l'attitude de l'O.L.P. envers Israël telle qu'elle se reflète dans la Charte nationale palestinienne, l'attitude d'Israël à l'égard de l'O.L.P., ainsi que la nature et le contenu de l'entente palestinienne dans le cadre d'un règlement futur, sont au nombre des éléments-clés à propos desquels des changements d'attitude seraient nécessaires pour que les chances de succès de la conférence. Sans de tels changements d'attitude fondamentaux, il sera difficile de faire progresser la solution du problème du Proche-Orient. » — L. W.

Libye

Les délégués du congrès de Sebha sont invités à proclamer le « pouvoir du peuple »

De notre envoyé spécial

Sebha. — « Le peuple de Libye s'est retiré dans le désert pour se faire remettre les clés du pouvoir », c'est dans l'esprit du colonel Kadhafi, le sens qu'il convient de donner à l'« événement historique » que vit aujourd'hui son pays.

« Si l'on a continué de voir les peuples buter pour arracher le pouvoir, en Libye c'est le pouvoir qui insiste avec détermination pour céder son autorité aux masses populaires ». C'est par ce raisonnement que le commandant Jalloud, premier ministre, a inauguré, le lundi 28 février, les travaux du congrès général du peuple libyen en session extraordinaire à Sebha, à 600 kilomètres au sud de Tripoli, au cœur du désert du Fessan.

Di haut de la vieille forteresse turque, les troupes du général Leclerc ont campé durant la seconde guerre mondiale, un nouveau mirage apparaît : une ville moderne au train de vie moderne, surgit des sables. L'ancien village de bédouins abrite maintenant près de vingt mille habitants dans l'alignement soigné des immeubles de béton, ce n'est qu'une étape, dans le sud de la capitale. — (A.F.P.)

L'un des symboles des progrès rapides de la Libye. C'est aussi en ce lieu qu'un jeune bédouin nommé Mouammar Kadhafi, grand et que, en 1956, au sortir de l'école, il descendait dans la rue pour manifester son soutien à Nasser.

Le congrès réuni à Sebha a pour but de proclamer officiellement « l'instauration du pouvoir du peuple ».

Alors que, depuis 1969, le pouvoir était confié, provisoirement, au conseil militaire présidé par le colonel Kadhafi, ce dernier avait, dans un discours prononcé en avril 1973, invité le peuple libyen à le conquérir. Il déclenchait ainsi une révolution culturelle qui devait se traduire dans tout le pays par la création de comités populaires de base au sein des municipalités, des entreprises et des universités.

Il devait consacrer les principes fondamentaux de sa doctrine dans un petit livre vert, dans lequel il qualifie, non sans naïveté, son projet de « troisième théorie universelle » destinée à supplanter le

capitalisme et le communisme « déformés ».

Les neuf cents délégués au congrès ou comités populaires des syndicats (formés par corporations) ont présenté à Sebha des observations faites depuis des mois par leurs mandataires sur le projet de « instauration du pouvoir du peuple ». Le nouveau texte constitutionnel prévoit la suppression du conseil de commandement de la révolution et du conseil des ministres. Pour le moment, le changement ne devrait pas être aussi radical qu'on pourrait le penser, car le congrès général du peuple désignera un président qui, selon le vote des congressistes, ne devrait être autre que le « frère colonel ». Le congrès sera, d'autre part, assisté d'un secrétaire général dont les attributions seront pratiquement celles d'un gouvernement.

Pour donner plus de relief à ses assises, le colonel Kadhafi a invité à Sebha un illustre ami : M. Fidel Castro. Cette visite annoncée seulement à la fin de la première séance du congrès, était attendue immanquablement par les dirigeants libyens dans la journée du 1^{er} mars.

FRANCIS CORNU.

AFRIQUE

Dans un camp : aux confins mauritaniens

Le Polisario a célébré le premier anniversaire de la proclamation de la République sahraouie

De notre envoyé spécial

Tindouf. — Le premier anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été célébré dimanche 27 février dans un camp installé pour la circonstance à plus de deux heures de route de Tindouf, aux confins mauritaniens. Une cinquantaine de délégations « amies » étaient présentes à la tribune officielle peinte aux couleurs de la jeune République, parmi lesquelles celles de l'Algérie, du Bénin, de Madagascar, de la Corée du Nord, du Vietnam, de la Libye et de la Guinée-Bissau. Le P.C.P. et le P.S.U. étaient représentés respectivement par MM. Jacques de Bonis, correspondant de l'Humanité à Budapest, et Victor Leduc, secrétaire national. La Fédération internationale des droits de l'homme par son secrétaire M. Daniel Payot. Plusieurs délégations espagnoles avaient également fait le voyage pour apporter leur soutien au Polisario.

Une dizaine de milliers de réfugiés sahraouis, transportés la veille sur les lieux, ont ouvert les festivités par une marche haute en couleurs : « you-you » d'allégresse des femmes et chants patriotiques des hommes entre-coups par le mot d'ordre du 3^e congrès du Polisario : « Ni paix ni trêve sans l'indépendance totale ». La cérémonie a débuté par la levée des couleurs face à la tribune où avaient pris place les membres du gouvernement et du commandement de la révolution, autour de M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Polisario.

Celui-ci présida ensuite au défilé d'un détachement de l'armée populaire de libération sahraouie. Une cinquantaine de landrovers et une vingtaine de

camions (G.M.C., Berliet, Mercedes) récupérés sur l'ennemi évoluèrent devant la tribune, au milieu des applaudissements. Deux camions étaient chargés de prisonniers de guerre portant un dossier marqué « P.G. ». Dans un autre avait été hissé un canon à longue portée. Un détachement d'une centaine de soldats en tenue vert olive, armés essentiellement de fusils-mitrailleurs Kalachnikov et de fusils MAS-36, suivait dans un ordre impeccable.

Dans un long discours, le secrétaire général du Polisario, élu en août à la tête du mouvement, a rejeté de nouveau toute médiation ou négociation avec le Maroc ou la Mauritanie qui ne serait pas fondée sur la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple sahraoui. — R. Z.

A LOMÉ

La conférence des ministres de l'O.U.A. décide d'accroître l'aide aux mouvements de libération

De notre envoyé spécial

Lomé (A.F.P., Reuter). — La vingt-huitième session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) s'est terminée lundi 28 février à Lomé après une semaine de travaux. M. Kodjo, ministre togolais des affaires étrangères et président en exercice du conseil, a estimé dans son discours de clôture que « l'Afrique unie » avait prouvé qu'elle voulait « rester maîtresse de son destin ».

M. Kodjo a souligné que cette session, qui devait examiner les questions budgétaires et administratives, avait été en fait dominée par les problèmes politiques du premier rang desquels il a placé « l'agression contre le Bénin ».

En conclusion, il a affirmé que la session de Lomé avait été

« une démonstration de fraternité en dépit de quelques péripéties ». Ces « péripéties » se sont notamment traduites par la décision du Maroc de suspendre sa participation aux travaux de l'O.U.A. en raison, d'une part, de la présence d'une délégation du Front Polisario — invitée par le gouvernement togolais — à la cérémonie d'ouverture ; d'autre part, d'un rapport du secrétaire général adjoint de l'O.U.A., M. Peter Oni, impliquant Rabat dans « l'agression armée » contre le Bénin.

« Faciliter l'accès de Djibouti à l'indépendance »

Au chapitre de la décolonisation, l'O.U.A. a décidé de « faciliter l'accès de Djibouti à l'indépendance » et, à cette fin, organise à la fin du mois de mars, à Accra (Ghana), une réunion de tous les mouvements de libération pour harmoniser leurs positions en vue de l'indépendance.

À propos du Zimbabwe (Rhodésie) les ministres ont cherché vainement à déterminer quel mouvement de libération recevra les subides de l'O.U.A.

Ils ont entendu des orateurs de toutes les tentatives nationalistes rhodésiennes et décidé de renvoyer la question à la conférence des chefs d'État.

Lors de l'examen du budget pour l'exercice 1977-1978, qui s'élèvera à un peu plus de 9 millions de dollars, les ministres ont estimé que la priorité en matière d'aide revient aux mouvements de libération. Au détriment même de la coopération économique et technique inter-africaine qualifiée de « négative » dans le rapport d'activité du secrétaire général.

Ouganda

LES RÉSIDENTS AMÉRICAINS SONT AUTORISÉS À QUITTER LE PAYS

Le maréchal Idi Amin a levé, le lundi 28 février, l'interdiction faite aux résidents américains de quitter le pays avant d'avoir obtenu la convocation. Il avait auparavant décidé, d'ailleurs, de ne pas recevoir de nouveaux résidents américains. Les Américains pouvaient désormais quitter le pays ou exercer leur activité à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Ouganda. Toutefois, ils restent invités à rédiger des rapports sur leur façon de concevoir leur vie dans le pays et les problèmes qu'ils y rencontrent.

Lundi, le président Amin, s'adres-

sant à l'aéroport à des employés américains de la compagnie aérienne nationale, leur a déclaré : « Les Ougandais ont vos frères, refaites bien de votre séjour parmi nous ».

Le président Carter avait adressé samedi au chef de l'État ougandais un message personnel de remerciements. Ce texte avait été transmis par l'ambassade de R.F.A. à Kampala, qui y représente les intérêts américains.

● A MOSCOU, l'agence Tass a accusé lundi l'État-Unis de « menacer l'Ouganda » et de « tenter d'instaurer les régimes progressistes africains ». — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

Offrez-vous le Tour du Monde

La Flotta Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se fera à bord du merveilleux Achille Lauro, un navire prestigieux de 24.000 tonnes, équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animations, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions : Gênes, Naples, Port-Saïd, Suez, Bombay, Colombo, Penang, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kéelung, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Balboa, Caracas, S. Juan de Puerto Rico, St. Thomas, Guadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, Cannes, Gênes. Embarquement à Gênes le 10 janvier 1978, retour à Gênes le 8 avril 1978. Prix : de 32.445 F à 62.215 F.

Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou écrivez à : « Le Tour du Monde », 5, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 073.40.85.

البحر

شخص النحل

AMÉRIQUES

EUROPE

la conférence de Genève

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

la participation de l'ONU
être surmontées
offices de procédure
M. WALDHEIM

correspondant

El Salvador

L'état de siège est proclamé pour un mois

San Salvador (A.F.P., Reuter). — La troupe a ouvert le feu, le 28 février, dans la capitale du Salvador, sur les partisans du colonel Ernesto Chamarum, qui retranchés depuis plusieurs jours dans un jardin public du centre de la ville, contestaient les résultats de l'élection présidentielle du 20 juin. Il y a eu au moins cinq morts et une cinquantaine de blessés. Les autorités ont proclamé l'état de siège pour un mois. Cette mesure suspendra les garanties constitutionnelles, restreignant, en particulier, les entrées et sorties des citoyens du pays. Elle permet au gouvernement de procéder à des expulsions, de restreindre la liberté d'expression et d'interdire les réunions de plus de cinq personnes. Les autorités manifestent avec la situation complètement en main. Le radio national a accusé les « communistes » d'être à l'origine des troubles. Les partisans du colonel Chamarum — un libéral qui jouit de la faveur des jeunes officiers — déclarent que le scrutin du 20 juin a été entaché de fraude. Il a, une fois de plus, donné la victoire au Parti de la réconciliation nationale, dont le candidat était le général ultra-conservateur Carlos Romero. L'Union nationale d'opposition avait annoncé que ses partisans occuperaient le centre de San-Salvador jusqu'à ce que la commission électorale leur rende justice. Les autorités affirment que, en dépit de la violence des affrontements, aucune arrestation n'a été opérée. Deux mille manifestants qui s'étaient réfugiés dans une église ont été laissés libres de s'enfuir, après que la Croix-Rouge et les autorités catholiques furent intervenues en leur faveur. L'ambassade du Costa-Rica a demandé des sauf-conduits pour José Morales Ehrlich, qui avait fait campagne pour la vice-présidence avec le colonel Chamarum, et pour d'autres dirigeants de l'opposition. Le colonel Chamarum lui-même a déjà gagné le Costa-Rica. Le général Romero doit succéder à M. Molina le 1^{er} juillet.

États-Unis

La sécheresse va poser de graves problèmes économiques aux États de l'Ouest

De notre correspondant

New-York. — Tandis que l'est des États-Unis affronte l'hiver le plus rigoureux enregistré depuis un siècle, l'Ouest subit une grave sécheresse. La manque de pluie entraîne une pénurie hydro-électrique, très prochaine en Californie. Les pertes subies dans le domaine agricole, dans les États du sud-ouest, sont estimées à 200 millions de dollars (4 milliards de francs). Dans le Nebraska et dans le Dakota, les fermiers ont été obligés de vendre 50 % de leur cheptel. Dans le Colorado, les réservoirs d'eau sont vides, les rivières réduites à de minces filets d'eau, la plupart des stations d'hydro-électricité, surtout des centrales de pompage, de construction récente, ont été inactivées. Plus de la moitié des cinquante-huit comtés californiens ont été déclarés « zone sinistrée » par le gouvernement fédéral. M. Andrus, secrétaire à l'intérieur, au cours d'une réunion à Denver avec les gouverneurs des États concernés, a déclaré : « Les effets de cette sécheresse pourraient être catastrophiques. » Elle coûtera vraisemblablement à la Californie 3 milliards de dollars. Dans la mesure où elle a produit 5 % de baisse agricole du pays, 40 % de ses produits maraichers, 30 % de ses fruits, la sécheresse ne manquera pas de se répercuter sur l'ensemble de l'économie des États-Unis par le biais d'une hausse des prix.

La Californie elle-même, cet aidé-aidé américain, qui « décolla » en 1849 grâce à la ruée vers l'or et dont la prospérité fut relancée successivement par le boom agricole,

cinématographique, touristique, aéronautique, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Favorisée par le climat, par une économie puissante (la huitième du monde après le Royaume-Uni et avant l'Italie), bénéficiant d'un excellent système d'éducation et d'une administration honnête, la population (21,5 millions) de l'État doit choisir entre la préservation de son environnement, et la poursuite de l'expansion économique, au prix de dommages irréversibles à son cadre de vie.

Le taux de chômage est aujourd'hui de 9,4 % en Californie alors que la moyenne nationale est de 7,8 %. Cet État a d'autre part institué un impôt sur les stocks. Ce lui qui vaut d'être bord d'entreprises situées tout au long de ses frontières. Les impôts locaux y ont été plus élevés des États-Unis, après ceux de New-York, toutefois, ce qui n'est pas sans avoir des conséquences.

Les Californiens devront trancher prochainement dans une affaire-clé. Est en jeu le sort d'un grand terrain de plus de 1000 hectares d'herbe verte, situé à 50 kilomètres au nord de San-Francisco, le long du Sacramento, où paissent aujourd'hui les bœufs et qui fait la bonheur des habitants pendant le week-end. La société Dow Chemical souhaite y construire une usine pétrochimique (coût : 50 millions de dollars) qui fournirait environ deux mille emplois. Elle se heurte pour l'instant aux normes fédérales anti-pollution et à la vigoureuse opposition des écologistes. La bataille fait rage entre ceux qui vantent les avantages économiques qui découleraient de cette usine — ils sont les « industriels » — et ceux qui mettent l'accent sur les incidences négatives — également évidentes — qu'elle ne manquerait pas d'avoir sur un environnement qui se dégrade chaque jour.

LOUIS WIZNITZER.

M. VLADIMIR BUKOVSKI, invité aux États-Unis par le président américain A. J. F. O., doit être reçu ce mardi 1^{er} mars par M. Carter. — (U.P.J.)

Argentine

La famille Santucho a envoyé un télégramme au président Carter, après son départ de Paris, pour lui demander d'intervenir en faveur de Manuel Santucho, avocat, détenu au camp de la Alamo, près de la capitale argentine. Elle avait été enlevée deux semaines avant l'arrestation qui devait coûter la vie à son frère, Mario Roberto, ancien leader de l'armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.), tué en juillet près de Buenos-Aires.

Angola

QUARANTE-TROIS FEMMES ONT ÉTÉ MASSACRÉES

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

(Suite de la première page.)

Je voudrais, à ce propos, me référer aux vœux exprimés jadis par le président Kennedy, mais je crois aussi que le développement de l'Europe dépend avant tout de la volonté des Européens eux-mêmes.

Et en ce qui concerne plus particulièrement les rapports Est-Ouest ?

Je crois profondément à la valeur des accords d'Évian. Ceux-ci ne peuvent pas donner lieu à des révisions à court terme. Nous devons travailler avec patience à utiliser toutes les occasions possibles, sans commettre l'erreur de confondre les objectifs immédiats avec les réalités concrètes du moment.

Comment voyez-vous l'évolution actuelle des pays de l'Est sur le triple plan économique, idéologique et militaire ?

Il existe un début de dialogue entre l'OTAN et le pacte de Varsovie ; c'est ainsi que nous avons commencé à échanger des informations sur les manœuvres des troupes des deux camps. Bien sûr, dans d'autres secteurs, les choses sont plus difficiles. Mais

Le mal le plus aigu, c'est l'inflation

De tous les maux économiques auxquels fait face actuellement le monde occidental, quel vous paraît être le plus grave ?

C'est vrai. Mais tout est une question de mesure. Quand M. Cunhal a répondu « oui » à la question sur les questions sur la répression à l'Est, que l'Est avait le droit de se défendre contre ceux qui violent ses lois, il approuvait un socialisme qui refuse la liberté.

Le mal le plus aigu est l'inflation. Vous êtes d'accord avec M. Berge ?

Oui, certes. Comme l'inflation ne connaît pas de frontières, il faut y faire face avec un grand plan international. Il me semble que la conférence Nord-Sud constitue la plate-forme la plus valable, sur le plan mondial, pour discuter d'un programme entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Nous sommes tous liés. Bien entendu, chaque pays cherche sa propre solution, mais il est essentiel d'utiliser les rapports privilégiés que nous pouvons avoir avec tel ou tel. C'est ainsi que nous avons conclu avec l'Iran un accord sur les hélicoptères en échange de pétrole. Mais ce ne sont que des palliatifs, compte tenu de l'extension du mal inflationniste mondial. Vous pensez bien que si des pays comme le Mexique ou le Brésil ont des taux d'inflation très élevés, nous ne pouvons pas arriver à l'équilibre. Nous ne pouvons pas ramener le taux italien, en 1977, à 15 % soit 4 % de moins qu'en 1976.

Un peu partout dans le monde, on entend réclamer le socialisme et la liberté. Que pensez-vous du socialisme et de la liberté ?

En répondant à une telle question, il faut faire attention à ne pas tomber dans le piège de la source de Babel, dans la confusion du vocabulaire. Le mot socialisme est susceptible de beaucoup d'acceptions. Je dirai que si nous songeons au socialisme comme à une démocratie parlementaire avancée dans laquelle est garanti le pluralisme politique et syndical, alors il n'y a pas de doute qu'il peut faire bon ménage avec la liberté. Mais dans toutes les hypothèses où la liberté est « partielle » ou « contrôlée », alors, en réalité, il n'y a pas de socialisme.

Mais ne croyez-vous pas qu'en tout état de cause la

enfin la détente est un fait, qui a ses répercussions sur le plan militaire. Nous ne sommes pas à l'époque de la guerre froide. Je crois que les répercussions actuelles sont mieux disposées que celles qui ont souffert de trop fréquentes périodes de guerre. Nous savons trop ce qu'il se passerait en cas de guerre nucléaire pour n'être pas vaccinés contre toute tentation de recours à la force. Je dirais volontiers que la détente est une obligation.

Voyez-vous la détente s'étendant à plus d'égards ?

C'est difficile à dire. Chaque pays de l'Est a des caractéristiques historiques, culturelles, économiques très différentes. Quand je parle de la détente, je crois qu'un mouvement a été lancé et qu'il n'est pas juste de soutenir que les accords ne posent de peu de problèmes.

Il y a une possibilité de rapports un peu plus fréquents, un peu moins difficiles. On le voit avec le développement des échanges de jeunes, de sportifs, etc. Nous assistons à une petite, mais réelle évolution dans les pays de l'Est. Il est trop tôt pour dire qu'il existe vraiment un mouvement pour créer des régimes politiques différents.

liberté est limitée d'une manière ou d'une autre ? Il n'y a pas de liberté absolue.

C'est vrai. Mais tout est une question de mesure. Quand M. Cunhal a répondu « oui » à la question sur les questions sur la répression à l'Est, que l'Est avait le droit de se défendre contre ceux qui violent ses lois, il approuvait un socialisme qui refuse la liberté.

Comment voyez-vous les relations franco-italiennes ?

Nous n'avons pas de problème véritable. Les intérêts de nos deux pays sont presque tous communs. Des questions mineures comme celle du vin n'affectent pas des rapports qui sont excellents dans ce moment.

Les rapports entre le gouvernement et la parti communiste en Italie, ne sont pas toujours faciles. Comment voyez-vous l'évolution de la politique italienne, mais il faut, pour bien l'apprécier, un peu de prudence et de méfiance.

Dans la situation présente, la survie de votre gouvernement dépend de la

l'attitude des communistes

Mais ne croyez-vous pas que les communistes ont de plus en plus d'influence sur le bien-être de leur attitude ?

Il le font sans doute. Il ne doit pas être toujours facile de répondre aux questions posées par la base du parti. Il est compréhensible que, après trente ans passés voter contre le gouvernement, la direction ait quelque peine à justifier une attitude de soutien. Mais le fait est qu'elle s'est tenu tout jours aux décisions qu'elle a prises en juillet dernier.

Il n'est pas très fréquent de voir un parti communiste appuyer un pouvoir auquel il ne participe pas.

Les communistes italiens ont fait la preuve qu'ils avaient conscience de leurs responsabilités. Je crois qu'un grand parti ne peut ignorer qu'une aggravation de la crise économique et financière affecterait toute la nation, et les partis d'opposition comme les autres.

Aimez-vous le pouvoir ?

Mieux vaut dire la politique que le pouvoir. J'aime beaucoup la politique. Pour moi, c'est une drogue dont on ne peut se libérer, avec son double aspect de représentation des citoyens et de service de l'État.

Les Italiens n'ont pas changé

Quel avenir envisagez-vous pour l'Italie ?

Je voudrais dire que, quand je pense à la situation dont nous nous sommes sortis après la guerre, j'ai grande confiance que nous pouvons nous diriger vers un avenir heureux. Voir les Italiens travailler, en 1945-1949, m'a permis de découvrir la volonté de reconstruction de ce peuple et sa capacité d'atteindre des niveaux de production et de vie qui seraient parus impossibles. Nous n'avons pas changé.

Mais cet effort d'insertion dans un cadre européen et international plus large, et il lui faut être accompagné sans le plan Marshall.

C'est vrai, mais il est aussi vrai que, sans l'esprit de sacrifice du peuple italien, le plan Marshall n'aurait servi à rien. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas reprendre ce chemin.

Mais sentez-vous vraiment

Mexique

M. HERIBERTO KESOR VICENT, directeur du Syndicat des travailleurs du pétrole, a été assassiné, lundi 28 février, à Pasa-Rica, dans l'État de Vera-Cruz. Le meurtrier, M. Antonio Madrigal Mendez, a été tué par les gardes du corps de M. Kesor Vicent. — (A.F.P.)

Zambie

TROIS MERCENAIRES BLANCS de l'armée rhodésienne, qui avaient déserté il y a plus d'une semaine l'armée rhodésienne, se trouvent en Zambie, dans la région minière du Copperbelt, où ils sont interrogés par la police indienne. On a à Lusaka, de sources bien informées. Les trois hommes avaient atterri à bord d'un avion volé en Rhodésie, l'hélicoptère de l'armée rhodésienne. — (A.F.P.)

neutralité bienveillante des communistes qui pourraient le renverser à tout moment.

Seuls non. Mais le parti socialiste a déclaré, en juillet, qu'il cessait de nous soutenir si le P.C.I. votait contre nous. Tant qu'il n'aura pas changé de position, il n'existe aucune alternative à la formule actuelle de gouvernement. Personne ne parle, d'ailleurs, de faire un gouvernement différent.

Mais n'existe-t-il tout de même pas une possibilité de renforcement du gouvernement pour y inclure soit des socialistes, soit des « techniciens » de gauche ?

En ce qui concerne le P.S.I., cela dépend de lui : il a clairement indiqué qu'il ne voulait pas retourner au gouvernement. En revanche, l'entrée de techniciens est une possibilité. Nous en avons déjà eu un en la personne de M. Osella, le ministre du commerce extérieur, qui était auparavant directeur général de la Banque d'Italie. Dans l'avenir, la participation de nouveaux techniciens pourrait constituer une sorte de garantie pour les partis qui donnent leur appui au gouvernement sans y être représentés.

Croyez-vous que la formule actuelle de gouvernement, avec toute sa complexité et sa fragilité, puisse durer bien longtemps ?

Oui. Jusqu'à présent, nous avons pu faire beaucoup de choses grâce à l'appui des quatre partis de l'abstention.

Et qu'avez-vous appris du pouvoir ?

J'ai appris qu'il faut être très prudent quand on dit du mal de ceux qui gouvernent. Dans plusieurs cas, j'ai dû admettre que ce qu'il aurait été utile de faire n'était pas possible. Mais ce n'est pas le seul enseignement que j'ai retiré : à travers la politique, je connais l'homme beaucoup mieux qu'auparavant.

est-il si facile de savoir ce que pensent les gens ? L'un des grands problèmes des dirigeants n'est-il pas précisément de s'informer ?

Je ne crois pas que cela soit si difficile. J'apprends beaucoup de choses chez moi, de ma femme, de mes fils. Grâce à eux, j'ai le genre de contacts d'une famille moyenne. Il y a aussi les lettres que je reçois : de deux cent cinquante à trois cents citoyens m'écrivent tous les jours.

Mais nous n'avons pas le temps de les lire.

Le soir, je regarde les plus intéressantes, et je m'efforce d'y répondre, tout en sachant très bien que lorsqu'on a répondu à quelqu'un il vous écrira de nouveau. Je consacre une heure par jour à ce courrier privé.

La situation est plus difficile parce que les Italiens étaient alors habitués à vivre pauvrement. Il y avait une voiture pour cent quatre habitants ; maintenant, il y en a une pour quatre, cela explique la gravité de la crise de l'énergie. Mais, si les difficultés sont nouvelles, l'esprit doit être le même.

Etes-vous optimiste, ou pessimiste ?

Je n'aime pas répondre à une telle question. Nous ne devons être ni optimistes ni pessimistes : nous devons être réalistes. C'est le seul moyen de faire une politique constructive. Nous ne voulons pas être le pays qui fait les expériences pour les autres. Cela explique notre prudence.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et ROBERT SOLÉ.

Mexique

M. HERIBERTO KESOR VICENT, directeur du Syndicat des travailleurs du pétrole, a été assassiné, lundi 28 février, à Pasa-Rica, dans l'État de Vera-Cruz. Le meurtrier, M. Antonio Madrigal Mendez, a été tué par les gardes du corps de M. Kesor Vicent. — (A.F.P.)

Zambie

TROIS MERCENAIRES BLANCS de l'armée rhodésienne, qui avaient déserté il y a plus d'une semaine l'armée rhodésienne, se trouvent en Zambie, dans la région minière du Copperbelt, où ils sont interrogés par la police indienne. On a à Lusaka, de sources bien informées. Les trois hommes avaient atterri à bord d'un avion volé en Rhodésie, l'hélicoptère de l'armée rhodésienne. — (A.F.P.)

neutralité bienveillante des communistes qui pourraient le renverser à tout moment.

Seuls non. Mais le parti socialiste a déclaré, en juillet, qu'il cessait de nous soutenir si le P.C.I. votait contre nous. Tant qu'il n'aura pas changé de position, il n'existe aucune alternative à la formule actuelle de gouvernement. Personne ne parle, d'ailleurs, de faire un gouvernement différent.

Mais n'existe-t-il tout de même pas une possibilité de renforcement du gouvernement pour y inclure soit des socialistes, soit des « techniciens » de gauche ?

En ce qui concerne le P.S.I., cela dépend de lui : il a clairement indiqué qu'il ne voulait pas retourner au gouvernement. En revanche, l'entrée de techniciens est une possibilité. Nous en avons déjà eu un en la personne de M. Osella, le ministre du commerce extérieur, qui était auparavant directeur général de la Banque d'Italie. Dans l'avenir, la participation de nouveaux techniciens pourrait constituer une sorte de garantie pour les partis qui donnent leur appui au gouvernement sans y être représentés.

Croyez-vous que la formule actuelle de gouvernement, avec toute sa complexité et sa fragilité, puisse durer bien longtemps ?

Oui. Jusqu'à présent, nous avons pu faire beaucoup de choses grâce à l'appui des quatre partis de l'abstention.

Et qu'avez-vous appris du pouvoir ?

J'ai appris qu'il faut être très prudent quand on dit du mal de ceux qui gouvernent. Dans plusieurs cas, j'ai dû admettre que ce qu'il aurait été utile de faire n'était pas possible. Mais ce n'est pas le seul enseignement que j'ai retiré : à travers la politique, je connais l'homme beaucoup mieux qu'auparavant.

est-il si facile de savoir ce que pensent les gens ? L'un des grands problèmes des dirigeants n'est-il pas précisément de s'informer ?

Je ne crois pas que cela soit si difficile. J'apprends beaucoup de choses chez moi, de ma femme, de mes fils. Grâce à eux, j'ai le genre de contacts d'une famille moyenne. Il y a aussi les lettres que je reçois : de deux cent cinquante à trois cents citoyens m'écrivent tous les jours.

Mais nous n'avons pas le temps de les lire.

Le soir, je regarde les plus intéressantes, et je m'efforce d'y répondre, tout en sachant très bien que lorsqu'on a répondu à quelqu'un il vous écrira de nouveau. Je consacre une heure par jour à ce courrier privé.

La situation est plus difficile parce que les Italiens étaient alors habitués à vivre pauvrement. Il y avait une voiture pour cent quatre habitants ; maintenant, il y en a une pour quatre, cela explique la gravité de la crise de l'énergie. Mais, si les difficultés sont nouvelles, l'esprit doit être le même.

Etes-vous optimiste, ou pessimiste ?

Je n'aime pas répondre à une telle question. Nous ne devons être ni optimistes ni pessimistes : nous devons être réalistes. C'est le seul moyen de faire une politique constructive. Nous ne voulons pas être le pays qui fait les expériences pour les autres. Cela explique notre prudence.

Propos recueillis par ANDRÉ FONTAINE et ROBERT SOLÉ.

Mexique

M. HERIBERTO KESOR VICENT, directeur du Syndicat des travailleurs du pétrole, a été assassiné, lundi 28 février, à Pasa-Rica, dans l'État de Vera-Cruz. Le meurtrier, M. Antonio Madrigal Mendez, a été tué par les gardes du corps de M. Kesor Vicent. — (A.F.P.)

Zambie

TROIS MERCENAIRES BLANCS de l'armée rhodésienne, qui avaient déserté il y a plus d'une semaine l'armée rhodésienne, se trouvent en Zambie, dans la région minière du Copperbelt, où ils sont interrogés par la police indienne. On a à Lusaka, de sources bien informées. Les trois hommes avaient atterri à bord d'un avion volé en Rhodésie, l'hélicoptère de l'armée rhodésienne. — (A.F.P.)

A travers le monde

Afrique du Sud

UN PORTE-PAROLE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE, annonçant une « enquête » sur la « sécurité », a été tué lundi 28 février par un groupe de deux cents hommes armés à Zaire, a annoncé, lundi 21 février, le ministère angolais de la défense. Le communiqué précise que le groupe était composé de « Angola et de Zaire » et qu'il était dirigé par trois mercenaires d'origine européenne.

Le texte ne donne pas de détails sur le massacre, mais note qu'il coïncide avec les révolutions faites par le président Agostinho Neto (le Monde du 1^{er} février) sur l'existence d'un plan « Ombra 77 », visant à l'invasion du territoire angolais par des bandes armées venues du Zaire. — (A.F.P.)

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

ORES le 28 février dans le village de Pangala, dans le Nord-Angola, à 20 kilomètres de la frontière sud-ouest, par un groupe de deux cents hommes armés à Zaire, a annoncé, lundi 21 février, le ministère angolais de la défense. Le communiqué précise que le groupe était composé de « Angola et de Zaire » et qu'il était dirigé par trois mercenaires d'origine européenne.

Le texte ne donne pas de détails sur le massacre, mais note qu'il coïncide avec les révolutions faites par le président Agostinho Neto (le Monde du 1^{er} février) sur l'existence d'un plan « Ombra 77 », visant à l'invasion du territoire angolais par des bandes armées venues du Zaire. — (A.F.P.)

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

Angola

et en présence de deux mille représentants du comité national et des comités régionaux et locaux, de membres du Front de libération du Mayotte (FROLIMA), et de membres du Comité national islamique. — (A.F.P.)

Ethiopie

LA YOUNGSLAVIE attache « une importance exceptionnelle au maintien de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie », indique un communiqué publié lundi 28 février à Belgrade, à l'issue de la visite de quatre jours qu'a effectuée en Yougoslavie M. Anisur Rahman, vice-président du DERO (comité militaire) éthiopien. Le document précise que la Yougoslavie considère comme « indispensable l'unité et l'indivisibilité du territoire éthiopien et s'engage à appuyer les efforts tendant à régler ses problèmes intérieurs sur la base d'un ordre social nouveau et progressif.

UNE DÉLEGATION YUGOSLAVE, conduite par le général Arna-

Comores

LE CONGRÈS NATIONAL POPULAIRE DES COMORES s'est ouvert lundi 28 février à Moroni, sous la présidence du chef de l'État, M. Ali Solih,

de Ochoa, membre du comité central du P.C., a quitté Addis Abeba lundi 28 février, à l'issue d'une visite de huit jours. Elle a réuni aux dirigeants éthiopiens un message de soutien de M. Castro. — (A.F.P.)

Mexique

M. HERIBERTO KESOR VICENT, directeur du Syndicat des travailleurs du pétrole, a été assassiné, lundi 28 février, à Pasa-Rica, dans l'État de Vera-Cruz. Le meurtrier, M. Antonio Madrigal Mendez, a été tué par les gardes du corps de M. Kesor Vicent. — (A.F.P.)

Zambie

TROIS MERCENAIRES BLANCS de l'armée rhodésienne, qui avaient déserté il y a plus d'une semaine l'armée rhodésienne, se trouvent en Zambie, dans la région minière du Copperbelt, où ils sont interrogés par la police indienne. On a à Lusaka, de sources bien informées. Les trois hommes avaient atterri à bord d'un avion volé en Rhodésie, l'hélicoptère de l'armée rhodésienne. — (A.F.P.)

Samoëns des 4 saisons.

(Haute-Savoie)



Samoëns: un petit village traditionnel à 700 mètres d'altitude, vivant toute l'année et relié l'hiver aux innombrables pistes de Flaine. L'été: centre équestre, tennis, piscine, randonnées.

Les « Espaces » des petits immeubles chalets recouverts de bois, construits par des montagnards... pour les vrais amoureux de la montagne toute saison.

Samoëns: un petit village, une grande station. A une heure de Genève.

Plus pour vous dire que le chalet est un véritable paradis pour les amoureux de la montagne.

Adresse: Samoëns, 74100. Téléphone: 04 77 77 77 77.

BOULEVARD DES SAOÛS, 100 - 74100 SAMOËNS - 04 77 77

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

Le développement des comités de citoyens pèse sur les structures politiques classiques

Bonn. — Parce qu'un terrain vague entouré de fils de fer barbelés qui recevra — peut-être — dans quelques années une centrale atomique n'a pas été occupé par des manifestants, « l'Etat constitutionnel et démocratique » a remporté une victoire.

Cette affirmation répétée à l'envi par les hommes politiques de la R.F.A. depuis les manifestations pacifiques de Brokdorf et d'Illzach peut paraître exagérée. Si les adversaires de l'énergie atomique avaient réussi à franchir les fossés, les barbelés et les murs entourant le terrain,

la démocratie ouest-allemande ne se serait pas effondrée pour autant. Mais Brokdorf est devenu plus que le symbole, la matérialisation de l'autorité de l'Etat, de l'ordre constitutionnel de la démocratie parlementaire.

De notre correspondant

Les députés, les partis politiques, les gouvernements régionaux comme le gouvernement fédéral, ont brusquement senti leur pouvoir et même leur légitimité menacés en cause par les manifestations anti-nucléaires. Non seulement, parce que quelques groupes « extrémistes » préparaient, semble-t-il, des actions violentes contre les forces de l'ordre, ou parce que la propriété privée risquait de se trouver violée par une occupation du terrain de Brokdorf, mais surtout parce que des *Bürgerinitiativen*, ces comités de citoyens dépourvus de la légitimité démocratique que confère l'élection, prétendaient imposer leurs vues, s'opposer aux décisions des Parlements, voire des tribunaux, empêcher la réalisation d'un programme énergétique légalement adopté par le pouvoir législatif.

Le mouvement des *Bürgerinitiativen* n'est pas nouveau en République fédérale. Depuis plusieurs années déjà des comités se sont formés dans les villages ou les quartiers pour la construction d'une nouvelle route, pour la création d'un jardin

d'enfants ou la défense d'un site. C'était le signe d'une démocratie vivante où « les citoyens prennent en charge leurs propres problèmes ». L'importance et l'ampleur de la protestation contre les centrales atomiques dépassent ces revendications ponctuelles. C'est d'abord l'approvisionnement de l'Allemagne fédérale en courant électrique pour la fin des années 80 qui est en jeu, même si les prévisions des experts sont contestables. Mais le débat sur l'énergie atomique n'est peut-être qu'un prétexte ou qu'un révélateur. Il cristallise des angoisses plus profondes nées de la crise économique, des interrogations sur le sens de la croissance et l'organisation de la société. Le mouvement s'apparente aux grandes protestations qui ont jalonné l'histoire de la République fédérale : campagne contre le réarmement, contre l'arme atomique, contre les lois d'exception, révoltes étudiantes de 1967-1968.

Comme elles, il se développe en dehors des institutions politiques

traditionnelles, des partis et des assemblées élues. Les comités de défense de l'environnement, même ceux qui passent pour être « modérés », refusent le recours à la violence, ne négligent pas les moyens d'action à la limite de la légalité.

Par exemple, l'appel à la désobéissance civile, au refus de payer les impôts, que se propose de lancer leur organisation fédérale en se réclamant du « droit à la résistance » reconnu par l'article 20 de la loi fondamentale (Constitution) de la R.F.A., est tout aussi contraire aux lois que l'occupation des sites des futures centrales.

Contre la grande coalition

Assiste-t-on à la naissance d'une nouvelle « opposition extraparlamentaire » ? Tout le monde se pose aujourd'hui la question en République fédérale. La première n'était pas apparue par hasard avec la rébellion étudiante, au moment où la « grande coalition » de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie régnait à Bonn et où l'opposition parlementaire, réduite au petit parti libéral, n'existait pratiquement plus. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* reconnaît récemment qu'en matière énergétique au moins existait maintenant à Bonn une « grande coalition de la raison ». Ce n'est pas une simple analogie.

Les *Bürgerinitiativen* sont l'expression d'une méfiance, voire d'une désaffection, à l'égard des partis traditionnels, qui semblent loin des véritables préoccupations des citoyens. Elles ont occupé un terrain laissé vacant par les trois grandes parties représentées au Bundestag — politiquement les autres ne comptent pas (1).

Leur succès (2) est lié au sentiment très répandu que les députés n'ont adopté le « programme nucléaire » sous la pression des « experts » ou des milieux industriels sans se soucier de l'avis des gens directement concernés. Les discussions publiques sur ce problème ont été soigneusement évitées aussi longtemps que possible. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire libéral *Die Zeit* remarque que « les députés ont consacré moins de temps à la politique énergétique qu'à l'augmentation de leurs indemnités parlementaires ».

Le thème de l'énergie atomique a été totalement absent de la campagne électorale à l'automne dernier, alors qu'il était prévu, quelques semaines plus tard, une flambée de manifestations comme la R.F.A. n'en a pas connu depuis plusieurs années, « une protestation critique des citoyens contre les bureaucraties et les technocrates du gouvernement », déclare un dirigeant du SPD.

L'attitude des hommes politiques est ambiguë. Certains met-

tent l'accent sur les risques courus par les *Bürgerinitiativen* qui peuvent devenir soit des repaires pour extrémistes, soit les fers de lance d'un nouveau « *populisme* » (l'expression a été adoptée en allemand). M. Malhofer, ministre de l'Intérieur, craint un transfert — dangereux pour la démocratie représentative — des centres de décision du Parlement vers des comités sans légitimité.

Le parti social-démocrate et le parti libéral ne sauraient cependant ignorer un mouvement qui peut être une composante durable de la vie politique allemande et qui, pour l'instant, a des conséquences directes sur leurs débats internes. Les ministres des deux organisations s'opposent en effet sur ces comités extérieurs pour tenter d'élargir leur influence en relançant notamment le débat sur la « qualité de la vie », bien oublié aujourd'hui. Ce débat ne reconquerra cependant pas la division droite-gauche. Une partie de l'aile gauche du SPD est soucieuse de ne pas perdre le contact avec les syndicats, qui sont les défenseurs les plus virulents du développement de l'énergie atomique conçu comme garant de la croissance économique, donc du plein emploi.

Parlant des *Bürgerinitiativen*, l'ancien président Gustav Heinemann évoquait jadis avec sympathie « un point de printemps traversant toutes les institutions et les organisations et ne laissant rien en paix ». Le vent de printemps a parfois la force d'une tempête et les hommes politiques ne sont pas à l'abri.

DANIEL VERNET.

L'affaire Traube

AUCUNE POURSUITE N'EST ENVISAGÉE CONTRE LE SAVANT ATOMISTE

Bonn (A.F.P. Reuter). — Les autorités fédérales ont annoncé qu'aucune poursuite n'était envisagée contre l'ancien directeur d'interatom, M. Klaus Traube, qui avait été licencié l'année dernière en raison de ses contacts avec les milieux terroristes internationaux (*Le Monde* du 1^{er} mars). M. Malhofer, ministre de l'Intérieur, a confirmé les révélations du magazine *Der Spiegel* selon lesquelles c'est sur les instructions du ministre que les services de contre-espionnage avaient placé un microphone dans la maison du savant atomiste à la fin de 1976. Les autorités fédérales ont ouvert une enquête pour déterminer comment le *Spiegel* est entré en possession des documents qu'il a publiés.

M. Bolling, chef de l'Office fédéral de presse, a d'autre part, déclaré que le chancelier Schmidt n'avait pas été mis au courant des soupçons qui pesaient sur M. Traube.

● Rudolf Hesse a bien tenté de se suicider le mardi 23 février, ont confirmé officiellement le lundi 28 février les autorités fédérales qui avaient la charge de la prison de Spandau. Rudolf Hesse s'était coupé avec un canif les veines du poignet, du coude et du pied. N'ayant pu être transporté dans un hôpital, il a été soigné.

Espagne

L'agitation paysanne prend de l'ampleur dans dix provinces

Madrid (A.F.P.). — Pour la première fois depuis la guerre civile, une grande partie de la paysannerie s'est lancée dans un mouvement d'insurrection et, pour appuyer ses revendications, a bloqué de nombreuses routes du nord et du centre du pays avec plus de vingt mille tracteurs.

Les routes nationales qui traversent les provinces de Valladolid, Alava, Santander, Logrono et Tercel sont pratiquement coupées et jusqu'à présent les paysans ont refusé d'obtempérer aux ordres leur enjoignant de les débloquer. Les occupations de routes semblent au contraire s'étendre. Le mouvement avait commencé la semaine dernière dans la province de Léon, où plusieurs milliers d'agriculteurs avaient manifesté pour protester contre la mévente de la pomme de terre. Un agriculteur avait été blessé par balles au cours d'un affrontement avec la garde civile. Lundi soir, on estimait que le mouvement touchait une dizaine de provinces.

Dans chaque région, les paysans réclament une solution à leurs problèmes locaux, mais ils ont également des revendications communes : ils réclament notamment une politique des prix, la sécurité sociale et la création de leurs propres syndicats. Ils accusent le franquisme d'avoir « sacrifié la campagne » et reprochant au gouvernement actuel de ne pas avoir de politique agricole.

Face à cette situation, le gouvernement a décidé de convoquer lundi des représentants paysans et les ministres de l'agriculture et de l'Intérieur. D'autre part, le gouvernement semble ne

pas vouloir transiger sur la question du maintien de l'ordre. Lundi également, il a donné l'ordre à la garde civile et à la police de « garantir le libre passage des routes de communication et d'interdire contre les piquets qui utilisent la contrainte, ainsi que contre les agriculteurs et les personnes qui seraient responsables de graves atteintes à l'ordre public ».

Pour l'instant, la tendance est au maintien et à l'élargissement du mouvement : dans certaines régions, après avoir pris connaissance des dispositions du ministre de l'Intérieur pour rétablir la liberté de circulation, les agriculteurs ont voté la poursuite de l'occupation des routes avec les tracteurs, tant que le gouvernement n'aurait pas apporté une solution à leurs problèmes. D'autre part, on attend que de nouvelles provinces entrent dans le mouvement : dès lundi soir, près de trois mille tracteurs ont commencé à bloquer les routes dans la région de Valence.

● Un officier d'artillerie, le commandant Guillermo Reinlein, a été condamné samedi à six mois d'arrêts de rigueur par le capitaine-général de Catalogne. Cet officier est le frère de l'ex-capitaine Fernando Reinlein, condamné en mars 1976 à quatre ans et un jour de prison par le tribunal militaire de Burgos pour son appartenance à l'Union militaire démocratique. Le commandant Reinlein avait, en 1970, adressé à ses supérieurs une lettre protestant contre l'emprisonnement de militants basques. — (A.F.P.)

Portugal

La dévaluation était indispensable pour « sauver le pays », déclare M. Soares

Lisbonne (A.F.P. Reuter). — Le premier ministre portugais, M. Soares, a justifié, le lundi 28 février, dans une allocution radio-télévisée, le caractère inéluctable de la récente dévaluation de 15 % de l'escudo et des mesures d'austérité qui l'accompagnent. Il se défend de rien moins, a-t-il indiqué, que de « sauver le Portugal ».

M. Soares a souligné que ce n'était pas un hasard si cette mesure intervient après sa visite dans quatre capitales du Marché commun, et avant sa prochaine tournée européenne qui commence le 6 mars à Paris et qui doit s'achever sur une tournée d'adhésion de Lisbonne à la C.E.E.

Le premier ministre a annoncé qu'il se rendrait aux Etats-Unis et s'entreferait avec M. Carter fin mars ou début avril. Ces entretiens porteront notamment sur le « grand prêt » d'un milliard et demi de dollars qui doit être accordé au Portugal par un consortium international, comprenant les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés. Il a affirmé que l'octroi de ce prêt était une condition « indispensable pour sortir dans un délai raisonnable de trois ou quatre ans de la situation difficile où se trouve le Portugal ».

Le premier ministre a cité à plusieurs reprises l'exemple du Chili pour affirmer que si l'économie n'était pas redressée, ce serait le retour à la dictature.

M. Soares a affirmé que le Portugal vivait « au-dessus de ses moyens », avec une dette extérieure de 2,15 milliards de dollars. Il a appelé la population à produire davantage et à faire des sacrifices. Aucune autre solution n'a été opposée à notre politique, « qui a l'appui implicite des partis et de la majorité de la population », a-t-il déclaré.

Tout en rappelant que les augmentations de salaires étaient bloquées à 15 %, pour éviter au pays d'entrer dans une spirale inflationniste, M. Soares a déclaré la concertation pour appliquer une « politique de salut national ». Le plan d'austérité qui avait été annoncé en même temps que la dévaluation entre en vigueur ce mardi 1^{er} mars. Il comporte en particulier un relèvement du loyer de l'argent et de certains tarifs publics (postes et téléphone), et une surveillance plus étroite des importations de produits de luxe.

Les banques commerciales reprennent également, ce mardi, leurs opérations de change, suspendues pendant vingt-quatre heures.

Enfin, la panique qu'avait provoquée dans le public, et notamment auprès des ménages, l'annonce de la dévaluation de l'escudo s'est quelque peu calmée le 28 février. Les habitants de la capitale, craignant une flambée des prix, s'étaient précipités chez les commerçants.

Suisse

● LE PARTI SUISSE DU TRAVAIL (communiste), dont le comité central s'est réuni samedi 26 et dimanche 27 à Lausanne, vient de réaffirmer son indépendance vis-à-vis de Moscou, dont il condamne l'attitude à l'égard des dissidents. Le P.S.T., qui représente 3 % de l'électorat, estime qu'« une lutte d'idées doit pouvoir être conduite avant tout sur le terrain des idées et non pas sur le terrain des mesures administratives et répressives ». — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

5,5 % du revenu national brut seront consacrés à la défense

Londres (A.F.P.). — « La Grande-Bretagne continuera à faire un effort important dans le domaine de la défense, en raison de la persistance du risque de conflit militaire en Europe », indique le Livre blanc annuel publié lundi 28 février par le gouvernement britannique.

« La défense, indique le document, a réduit les tensions politiques entre l'Est et l'Ouest, mais n'a pas diminué la confrontation militaire. Tout est contraire, la guidance militaire du pacte de Varsovie continue à s'accroître en quantité et en qualité ».

Le Livre blanc insiste sur le renforcement de la flotte du Nord de la marine soviétique, principale menace pour les communications de l'OTAN dans l'Atlantique, et sur la progression des forces soviétiques en Europe centrale.

« En conséquence, indique le Livre blanc, la Grande-Bretagne concentre son effort militaire sur la zone est de l'Atlantique et sur la Manche, sur la zone britannique en Allemagne, sur la

Royaume-Uni, et, plus généralement, sur la dissuasion nucléaire. Cent escadrons de guerre et vingt-six escadrons d'avions et d'hélicoptères sont affectés à la défense de l'Atlantique-Est et de la Manche, et les effectifs de l'armée de Rhin sont de 250 000 hommes, contre 200 000 en 1976 ».

« Le gouvernement a chiffré les dépenses militaires, pour l'année 1977-78, à 6 329 millions de livres. Ce qui représente environ 5 1/2 % du produit national brut de la Grande-Bretagne ; 2 550 millions de livres (37 %) sont affectés aux dépenses d'équipement, et 3 milliards 979 millions aux dépenses de fonctionnement (63 %) ».

Le Livre blanc indique enfin que « la Royal Navy et la Royal Air Force sont en train de renforcer leurs moyens de protection et de défense des installations pétrolières en mer du Nord ».

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU

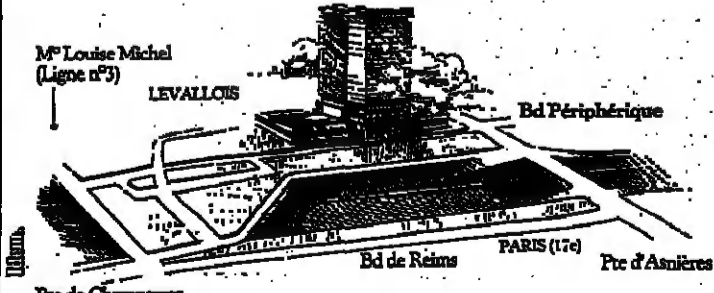
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

(Publicité)
en 8 jours
plus un
bruit
chez vous

Depuis 15 ans, SAIRES, spécialiste de l'isolation phonique et thermique, apporte les meilleures solutions aux problèmes du bruit et du froid. Etudes gratuites. Installation rapide Paris ou 100 km alentour. Crédit Cetelem.

SAIRES : 206-50-13
46 rue de Flandre - 75019 PARIS.

Bureaux: Soignez vos revers!



Sur le court de tennis du Courcellor 2, bien entendu, et vous serez gagnant. Votre entreprise aussi, car le Courcellor 2 est avant tout un immeuble de bureaux de la dernière génération, parfaitement adapté à tous vos besoins. Vous y trouverez en effet un téléphone performant, une climatisation efficace, des bureaux phoniquement bien isolés, un restaurant panoramique, des salons privés pour vos repas d'affaires et des salles de conférence.

Courcellor 2, une nouvelle façon de vivre votre quotidien.

COURCELLOR 2
21000 m² de bureaux à louer.

Renseignements:
522.12.00

UFI
TRANSACTIONS
37, RUE DE ROY
75008 PARIS
261.80.27

الاسم

élections municipales POLITIQUE

LA « BATAILLE DE PARIS »

Les candidats devant l'électorat juif

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a reçu lundi 26 février une délégation du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) conduite par son président, M. Alain de Rothschild, et par le président de son comité exécutif, M. Claude Keimann. Au cours de l'entretien, souligne un communiqué du P.S., « la délégation du CRIF a exprimé ses préoccupations concernant la position française à l'égard d'Israël et de certains pays du Proche-Orient et de la défense générale des libertés et des droits de l'homme. »

« Des questions propres à la vie de la communauté juive française ont été également abordées, en particulier la question du boycottage économique et celle relative aux écoles juives. Une concordance de vues a été constatée sur la plupart des points évoqués, en particulier sur les problèmes relatifs à Israël. »

Cette rencontre, comme celles qui l'ont précédée avec les dirigeants des formations de la majorité (R), témoigne de l'intérêt qui est porté à l'électorat juif par l'ensemble des candidats, spécialement à Paris. Deux événements ont contribué à accentuer cet intérêt : l'affaire Abou Dahou, qui a scandalisé les milieux juifs et agité leur irritation contre l'actuel pouvoir, et la récente sondage SOFRES (le Monde daté 13-14 février) qui a révélé une population juive de sept cent mille personnes, dont trois cent quatre-vingt mille dans la seule région parisienne. Un autre fait intervient, dans le même sens : l'attention que les dirigeants de la communauté juive portent aux élections à la prochaine consultation électorale. En témoignent deux textes : la note d'orientation du CRIF, parue dans nos éditions du 28 janvier, et le numéro de la revue mensuelle l'Arche (contrôlée par le CRIF), qui publie en tête de ses pages spéciales sur les municipales à Paris : le texte dont nous extrayons des lignes « Les élections municipales, plus que jamais, sont fermement décidées à faire passer, le 15 mars prochain, leurs motivations propres dans leurs bulletins de vote. Et en particulier, l'aspiration à une politique plus équilibrée du Proche-Orient. Cela, quelles que soient leur appartenance dans la gamme des partis. »

Une enquête de Victor Malka souligne également le poids de l'électorat juif dans certains quartiers de la capitale : 15 à 17 % des électeurs inscrits sont juifs dans le huitième secteur (deuxième arrondissement), dans le deuxième secteur (deuxième et troisième arrondissement) et, à peine moins en pourcentage, dans le premier secteur (premier arrondissement) et quatrième arrondissement. Or, dans le huitième secteur qui représente aussi bien l'Assemblée nationale qu'un conseil de Paris, M. Claude Gérard-Marcus (R.P.R.) et dans le deuxième secteur, représenté par M. Jacques Dominiati (secrétaire général des républicains indépendants), les résultats sont « en balance », estime Victor Malka.

« Ils ont tous », écrit-il en parlant des différentes formations, « désigné un responsable pour la « communauté juive à Paris ». Chaque parti fait ses comptes, fourbit ses arguments, établit ses listes. Il s'agit de ne rien laisser au hasard, d'être prêt à répondre à toutes les questions, y compris les plus gênantes. Il s'agit surtout de montrer en quoi la position de l'adversaire est négative. »

M. Chirac, d'Orléans et Sarre ont été interrogés par la revue l'Arche sur la politique pro-orientale du gouvernement français et sur leurs relations avec la communauté juive. M. Chirac estime, notamment, qu'il est « nécessaire que les Etats arabes, en premier lieu, acceptent de reconnaître qu'Israël a le droit de vivre ». M. d'Orléans réclame, pour Israël, un « système de garantie » dans lequel l'Europe et la France accepteraient de s'engager.

M. Sarre dénonce la « volonté » de la politique gouvernementale, « plus ou moins dictée par les lobbies du pétrole et de l'armement », et souligne les liens de son parti avec l'Arche, principal parti de la coalition du gouvernement israélien.

L'Arche ne commente pas ces déclarations, mais des commentaires « autorisés » nous viennent de l'éditorialiste du bulletin quotidien de l'Agence télégraphique juive, qui écrit notamment : « Il faut avouer que le propos (de M. Chirac) est, nouveau, clair et sans équivoque, tout à fait satisfaisant pour Israël et pour ses amis dans le monde. Nous ne pouvons donc qu'accepter cette déclaration, tout en remarquant que, si elle avait été faite lorsque M. Chirac était premier ministre, elle aurait entraîné un vote au Quai d'Orsay, peut-être même une rectification de l'Élysée. (...) M. d'Orléans fait référence à des idées qui semblent être actuellement au centre des préoccupations du gouvernement. S'agissant du rôle

Sema - Sélection

spécialiste formation haut niveau

France Outre-Mer

L'Unité Entreprise et Développement de SEMA (Metra-International), spécialisée dans les interventions pluridisciplinaires au sein des sociétés indépendantes des grands groupes français et étrangers, recherche un ingénieur de haut niveau spécialiste de la formation en milieu industriel pour lui confier des responsabilités importantes dans ce secteur. La mission consistera à évaluer les besoins, concevoir les programmes, choisir les méthodes et contrôler les actions menées par l'équipe d'ingénieurs qu'il aura à animer. Il sera par ailleurs capable de faire valoir les références du groupe auprès des sociétés d'engineering construisant des usines à l'étranger et ayant des problèmes de formation professionnelle. Le candidat, 35 ans minimum, devra être ingénieur diplômé d'une grande école et avoir une expérience confirmée des problèmes de production et de formation technique. L'anglais courant est indispensable. Le salaire dépendra essentiellement des compétences du candidat. (Réf. 10118M)

ingénieur d'affaires

Afrique Francophone

Une société de vente de biens d'équipement et matériaux en très forte croissance, recherche un ingénieur d'affaires. Attaché à la Direction Générale, il sera chargé d'assurer la liaison avec les sociétés d'engineering ou les promoteurs responsables des grands projets industriels ou agro-industriels et de promouvoir la vente des biens d'équipement dont la société possède la représentation. Agé de 35 ans minimum, de formation Arts et Métiers de préférence, l'homme recherché aura une très bonne culture industrielle qui lui permettra un accès aisé aux différents processus mis en œuvre. Ce poste nécessite une expérience de plusieurs années dans une société d'engineering tant au niveau de la conception que commerciale ou dans une société de vente de matériel industriel. Le poste est à pourvoir dans une ville en bord de mer. A la rémunération, fonction de l'expérience acquise, s'ajoutent les avantages de l'expatriation (logement meublé, voiture, 2 mois de congés). (Réf. 9503M)

ingénieur études génie civil

150.000 F

La holding d'un Groupe International couvrant en particulier des activités d'entreprise générale, recherche un ingénieur de haut niveau pour son bureau d'études Génie Civil lié au secteur industriel à qui elle confiera la responsabilité complète de ses activités. Il interviendra en fonctionnel au bénéfice des différentes filiales pour toutes les opérations de construction d'usines en France ou par le canal des filiales étrangères. Son action débordera largement du strict cadre des études et il aura à jouer un rôle de conseil vis à vis des opérationnels responsables de la réalisation des projets. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé (Ponts, ECP, ETP, A.M.,...) ayant une expérience d'une dizaine d'années dans la conception et les études de génie civil d'ensembles industriels. Le lieu du travail est à Paris. (Réf. 3529M)

chef du personnel

Sud-Est

Un très important groupe multinational implanté mondialement, recherche un Chef du Personnel pour un de ses établissements situés dans le Sud-Est de la France. Conseiller du Directeur de l'établissement en matière sociale, le titulaire sera chargé de tous les aspects d'une gestion moderne des hommes. D'autre part, il sera le correspondant pour la France de la Direction du Personnel Europe basée à Bruxelles au siège des opérations européennes. A ce titre, il assurera une fonction de coordination de la politique sociale du groupe en France. Le poste conviendrait à un homme d'au moins 35 ans, ayant acquis une sérieuse expérience de la fonction dans une société internationale. Il devra posséder la maîtrise de la langue anglaise et le sens de l'organisation et de la diplomatie. (Réf. 2032M)

directeur de travaux

120.000 F

La filiale d'un Groupe important de la région parisienne, spécialisée dans la construction et le bâtiment (C.A. 400 MF), recherche pour faire face au développement de ses activités dans les secteurs rénovation, reconstruction et constructions neuves, un jeune Directeur de Travaux. Il sera responsable de la gestion technique, administrative et financière de plusieurs chantiers et assurera, outre les contacts permanents avec les clients privés et publics, la coordination des différents sous-traitants pour les travaux de second œuvre. Il devra également contrôler la conformité des éléments préfabriqués (produits par une unité du Groupe) utilisés dans les constructions. Ce poste conviendrait à un ingénieur de chantier de forte personnalité, A.M., T.P. de préférence, 30 ans minimum, ayant déjà une bonne expérience de la conduite de travaux similaires. (Réf. 10083M)

direction usine reliure industrielle

120.000 F

Une société de reliure industrielle, dorure, maroquinerie (300 personnes) recherche le directeur de son usine située en banlieue parisienne. Sous l'autorité du Président Directeur Général, il assurera l'ensemble des problèmes techniques : production (qualité, prix de revient, délais), études et méthodes, animation et direction du personnel. En outre, il participera à la définition de la politique technique et préparera l'évolution technologique de l'entreprise. Le candidat, âgé de 35 ans minimum, aura acquis une expérience de plusieurs années, de préférence dans une entreprise analogue ou appartenant au secteur transformation de papier, de cartons, d'imprimerie. Une formation d'ingénieur constitue un atout supplémentaire. (Réf. 5000M)

chef de produits lille

110.000 F

Une Société française de grande notoriété (250 personnes), occupant une des premières places dans le marché des produits d'hygiène, recherche pour faire face à son expansion un Chef de produits. Sous l'autorité du Président, il sera chargé de l'élaboration du planning marketing, des opérations de promotion et de lancement de nouveaux produits, du contrôle des budgets. En outre, il aura de fréquentes relations avec la force de vente. Agé de 30 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC, ESCAE...) parlant bien anglais, le titulaire bénéficiera d'une expérience de quelques années acquise dans une société de biens de grande consommation, si possible internationale. Les perspectives d'évolution de carrière peuvent être rapides si le candidat réussit dans ce premier poste. (Réf. 9003M)

chef de région export équipement automobile

80.000 F

Un groupe international dont les produits occupent une place prépondérante dans le marché d'équipements destinés au secteur automobile en particulier, renforce son activité exportation. Plusieurs postes se trouvent créés : en Afrique, au Proche et Moyen-Orient, en Europe. Les candidats seront chargés de promouvoir les ventes sur ces marchés de produits réputés pour leurs qualités techniques. Ils disposeront de toute l'infrastructure et des moyens nécessaires à leur mission. Ils travailleront sur des objectifs à l'élaboration desquels ils participeront. Agés de 25 ans minimum, de formation supérieure (commerciale ou technique), parlant parfaitement anglais, ils bénéficieront d'une expérience de la vente de produits à caractère technique (une expérience acquise dans le secteur automobile constitue un avantage). Ces postes sont basés à Paris et impliquent de fréquents déplacements. Prime substantielle prévue. Perspectives d'avenir. (Réf. 5005M)

ingénieur informaticien

Haute-Normandie

Un important groupe pétro-chimique, de dimension internationale, recherche pour son usine située en Normandie (1000 personnes) un jeune ingénieur-informaticien. Dans le cadre du développement du service informatique, il sera chargé de l'analyse des problèmes de gestion de l'usine et de la mise en œuvre de certaines applications. Il devra posséder une formation ingénieur Grande Ecole ou équivalente et une expérience d'au moins deux années en informatique de gestion. Une bonne connaissance de l'anglais serait appréciée. Les structures de la société facilitent une évolution de carrière motivante. (Réf. 7006M)

sema selection
Centre Metra
16, rue Barbès — 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

Le Monde de l'éducation

Numéro de mars

LES COMMUNES ET L'ÉCOLE

Parmi les tâches qui attendent les élus des prochaines municipales, l'école tient une grande place. L'enseignement est la première dépense ordinaire d'une commune (près de 20 % du budget pour les petites, plus de 30 % pour les grandes).

C'est l'effort supporté par les communes qui a permis, depuis quinze ans, d'assurer la prolongation de la scolarité et la démocratisation. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par Guy HERZLICH dans des communes de tailles et de régions différentes et de toutes les orientations politiques.

Malgré l'importance des dépenses obligatoires, une commune peut, si elle le veut, avoir une politique originale en la matière. Mais beaucoup de maires — et pas seulement ceux de l'opposition — se plaignent à la fois des transferts de charges « qu'elles ont à supporter de la part de l'Etat, et de contrôle tutélaire exercé par l'administration.

Huit maires de grandes villes — MM. Mowrey (Lille), Durouin (Le Havre), Pflimlin (Strasbourg), Fréville (Rennes), Royer (Tours), Duboulet (Grenoble), Chapon-Delmas (Bordeaux) et Defferre (Marseille) — exposent également, dans des interviews, leur conception de l'action municipale en matière éducative.

Egalement au sommaire :

L'échec des C.E.S. : les lecteurs répondent. Des conseils de lecture pour les parents sur l'éducation des enfants. Soudé : que vaut faire les parents « bourgeois » ? Des collégiens à l'usine. L'amertume de l'université de Paul. L'université populaire d'Alsace. Le sens caché des cartes, par Marc Soriano. Les métiers du droit. Que faire avec une année de psychologie ? Scolariser les enfants malades.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an), 50 F.
« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »,
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09.

Le week-end en Europe de 295 F à 800 F c'est République Tours

15 destinations dont : Londres, Jersey, Amsterdam, Dubrovnik, Rome, Venise, Vienne, etc.

Renseignements : République Tours
61 rue de Malte
75541 Paris
Cedex 11
Tél. : 355.39.30
ou votre agent de voyages



Je désire recevoir gratuitement votre documentation

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.O.P. 907-5

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - R.P.R. - E.C.M.
50 F 100 F 150 F 200 F

TOUT PAYS NORMAUX
100 F 200 F 300 F 400 F

ÉTRANGER (par mandat postal)
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE
125 F 250 F 375 F 500 F

II - TUNISIE
125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne
Tél. sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) recevront bien sûr ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à demander leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'obligation de chèque postal aux bons adresses en capitale d'abonnement.

POLITIQUE

Tribune du 13 mars Une « mauvaise » idée de Paris ?

par MAURICE DOUBLET (*)

DANS cette « saison des urnes », l'automobile et le béton ont mauvaise presse, mais l'idée de Paris, elle, est en vogue. « Tous azimuts ». Autrement dit, tout ce qui a été fait au cours de ces dernières années est condamnable et c'est de l'administration, « ce péché, ce galeux, dont vient tout le mal ».

Je dis mes vœux les plus fervents pour le maire de demain, — quelle que soit sa nuance politique, — et je souhaite ardemment que son bilan soit positif et qu'on puisse lui tresser des couronnes en faisant le point dans six ans.

Mais sa tâche sera rude, car le 23 mars au matin, il aura à prendre le commandement de plus de trente mille fonctionnaires, agents et ouvriers. Il aura toute la responsabilité du fonctionnement, sans interruption, des services municipaux et de la continuité d'une saine gestion financière, l'honneur de représenter la Ville à l'étranger, dans notre pays vis-à-vis de l'Etat, dans le cadre de la région et en contact constant avec la province. Il lui faudra beaucoup de temps, beaucoup de compétence, de courage et de volonté de simplifier une administration compliquée par la superposition, à mes yeux excessive, de fonctionnaires de trois collectivités : Etat, Département et Ville.

Je n'ai jamais été amoureux du béton et regrette, avec d'autres, que la pierre ne puisse être utilisée, mais ceux qui critiquent son emploi veulent-ils arrêter toute construction de logements sociaux, d'hôtels-foyers pour personnes âgées, de crèches ? Veulent-ils arrêter les travaux en cours qui nécessitent des mètres cubes et des mètres cubes de béton ? Je fais allusion au métro régional entre l'Opéra et la Nation, au prolongement de la ligne de Sceaux vers le Châtelet, du tronçon Invalides-Saint-Lazare, au prolongement du métro en banlieue ?

Les tours sont également l'objet de critiques quasi unanimes, or, il y a tours et tours. Il y a les tours de Notre-Dame, la tour Saint-Jacques, la tour Eiffel qui a donné lieu, à la fin du siècle dernier, à autant de critiques que celles suscitées par la construction de la tour Maine-Montparnasse. Au demeurant, il ne faut point attendre que se profilent, souvent malencontreusement, dans de respectables horizons, ces flèches du vingtième siècle, pour les maudire. Ne serait-il pas préférable, surtout lorsqu'on en a la possibilité, d'empêcher que ne se nouent des engagements irréversibles sur le plan commercial, financier, juridique entraînant inévitablement des constructions en hauteur ? N'ont-elles pas été prévues pour dégrader à leur base des terrains pour des espaces verts, des aménagements sportifs, des écoles, des crèches, des équipements collectifs ? Certes, elles doivent être limitées, inscrites dans l'environnement, symboliques, et dans la mesure du possible, non affectées à l'habitation.

A mon arrivée à Paris, à la préfecture de la Seine, il y a dix ans, je n'ai cessé de demander que l'on prête plus particulièrement attention à préserver les perspectives (les barres rendues indispensables par la suppression des tours me semblaient encore plus critiques que ces dernières), à conserver les façades, à protéger les monuments et à respecter les sites. Mais il fallait faire face à un problème urgent et massif dû à l'inaction pendant soixante ans, au phénomène mondial de concentration urbaine, à la progression démographique. Sans tomber dans l'auto-satisfaction, je crois que la comparaison peut être faite avantageusement avec ce qui a été fait pour maîtriser les mêmes problèmes dans les capitales, les grandes villes étrangères et, peut-être, pourquoi pas ? près de nous, en France.

On l'a dit, on pourra faire mieux demain, car on fera moins — le problème quantitatif étant, très imparfaitement et cependant assez généralement réglé ; mais, je crains que l'on ne tombe dans la politique du moindre effort, la politique de la « chaine longue ». Je me souviens de ces exhortations, que j'aurais sans doute eu l'avantage à suivre, d'un éminent Parisien lorsque je suis arrivé à l'Hôtel de Ville : « M. le préfet, si vous voulez réussir à Paris, surtout ne faites rien ».

Au cours des dix dernières années, sans bruit, mais avec une efficacité incontestable, la politique des espaces verts a été largement pratiquée. Ce sont près de 10 000 hectares de bois et de forêts qui ont été acquis par l'Etat et le district, souvent pour éviter des urbanisations menaçantes. N'ai-je pas exigé que dans les villes nouvelles 25 mètres carrés d'espace vert par habitant soient réalisés ? N'ai-je pas utilisé, chaque fois que j'en avais la possibilité, le moindre espace vacant dans Paris pour y planter quelques arbres et y semer quelques graines ? La collaboration, la confiance et la fécondité, entre les élus et l'administration sur le plan régional n'eût-elle pas conduit à solliciter du président Pompidou, il y a cinq ans, un emprunt de 1 milliard, qui a permis de compléter ce qui était entrepris dans les transports en commun et pour l'humanisation des hôpitaux par la suppression de salles communes. Il a été aussi possible d'innover, sur le plan social, dans le domaine des centres de plein air et de loisirs et, plus particulièrement encore, par la création d'un fonds d'intervention foncier, en vue d'éviter la densification des zones qui devenaient vacantes par suite du départ d'usines ?

Quant aux transports et à la circulation, j'ai fait adopter par les autorités régionales, il y a plus de cinq ans, un plan global des transports, que mes services et moi-même avons préparé pendant plus de trois ans, en vue de proposer tout à la fois des mesures réglementaires, techniques et financières. C'est cet ensemble Pompidou que l'on doit également retenir la politique de priorité aux transports en commun en zone dense : couloirs réservés, renouvellement du matériel S.N.C.F. et R.A.T.P., construction de nouvelles gares de banlieue (les liaisons souterraines entre les gares me semblent être d'une importance primordiale), de nouveaux ponts sur la Seine et le canal, pour mémoire, l'action heureuse du syndicat des transports parisiens, que j'ai en l'honneur de présider pendant soixante-cinq mois, qui est le père de la Carte orange et de l'interconnexion des réseaux S.N.C.F.-R.A.T.P., véritable révolution dans les transports parisiens, dont les bienfaits se feront sentir au cours des quinze ans qui viennent.

Innovation politique, évolution dans la conception et dans l'aménagement de la ville entrepris il y a cinq ans à poursuivre, continuité de l'administration indispensable à assurer, tels sont les maîtres-mots de l'action à prévoir, demain, pour le maire de Paris.

Si je lance ces quelques idées — qu'il me serait très facile de développer — dans l'imbroglio actuel, ce n'est point pour justifier ce qui a été conçu et réalisé, mais c'est plutôt pour que des enseignements puissent être tirés de l'expérience de ces dernières années et surtout pour que, sous le prétexte valable du changement — car la vie est changement et la ville est la vie — on évite de bouleverser systématiquement ce qui, à mes yeux, a été heureusement entrepris pour le mieux-être des Parisiens et des Parisiennes.

Je ne pose qu'une seule question : les charges du contribuable, la fiscalité de la Ville ne seraient-elles pas tout autres que ce qu'elles sont si on avait exclusivement recouru à la rénovation publique ?

Ne cache-t-on pas aux Parisiens la dure réalité des choses ? Sans autorité, la démocratie risque de sombrer dans la dictature. Pour reprendre la forte expression du premier ministre, ne doit-on pas faire cesser toutes ces « calembredaines » ? En réalité, je pense, on ne présente au suffrage des Parisiens, non seulement mettre à leur disposition une expérience, mais surtout ma foi, de continuer à servir la communauté parisienne.

J'avais, sans doute, la naïveté d'espérer qu'un échange de vues pouvait raisonnablement s'instaurer sur le problème de la Ville, remarquablement posé par le président Pompidou :

« Il faut rendre la ville aux hommes, c'est-à-dire les hommes à eux-mêmes, en s'efforçant de concilier les créations de l'esprit humain et les immuables et secrètes exigences de l'instinct ».

(*) Ancien préfet de la région parisienne, candidat (républicain de gauche) sur la liste Protection et Renouveau de Paris, dans le 13^e arrondissement.

M. Jacques Chirac : les poursuites pénales pour fraude fiscale doivent être exceptionnelles

Lundi 28 février, vers minuit, dans un préau d'école de la rue Boissière (septième arrondissement) devant plusieurs centaines de personnes, M. Jacques Chirac a assuré : « Les sondages par arrondissement dans les secteurs qui ne sont pas acquis à la gauche, nous donnent largement raison. La campagne d'intoxication qui se développe actuellement est tout à fait dérisoire ».

Le président du R.P.R. a ajouté : « Dans le système, notre liste, portée avec un handicap sérieux par rapport à celle du professeur Lépine, s'est très sensiblement redressée. Et aujourd'hui, elle se situe à un niveau qui paraît à égalité ou presque avec celle de M. Lépine ».

Amplement, M. Chirac s'était adressé, dans un hôtel du quartier Montparnasse, à un millier de représentants des professions libérales, des commerçants, des artisans et des industriels de la capitale. Après avoir analysé les rôles sociaux, social, humain et politique des entreprises indépendantes dans la cité, M. Chirac a dit l'importance de ces entreprises, d'initiative et de responsabilité récemment formées par les chambres des métiers des moyennes entreprises, les syndicats d'exploitants agricoles, la Confédération générale des cadres et les syndicats de médecins (le Monde du 13-14 février).

Insistant sur la nécessité de sauvegarder ce secteur d'activité, M. Chirac a affirmé : « Le programme commun propose directement ou indirectement la disparition de cette forme de production de distribution. En effet, par la nationalisation des banques, l'Etat se donne dans le programme commun les moyens de nationaliser le crédit. Par ce biais, l'Etat tendra à mener l'ensemble des leçons de l'activité économique. Cela est en réalité plus important dans le programme commun que telle ou telle nationalisation de secteurs d'activité ». L'orateur a préconisé l'allègement des contraintes administratives et fiscales et a ajouté : « La liberté n'est pas assurée lorsque l'impôt pèse trop lourdement sur une entreprise. Une loi de finances oppressive peut se voir transformée du jour au lendemain, en présence de corrections pour certains fonctionnaires des textes et

M. Pomiatowski : M. Chirac n'oublie-t-il pas qu'il était ministre de l'Intérieur en juin 1974 ?

M. Michel Pomiatowski a déclaré, lundi 28 février, lors de ses déclarations faites le matin même au micro de TF 1 par M. Jacques Chirac : « Une nouvelle fois, M. Chirac a invoqué le principe de neutralité du gouvernement dans les élections municipales de Paris. (...) Il fait état d'une tradition républicaine et démocratique faisant obligation de réserve particulière au ministre de l'Intérieur. Mais le ministre de l'Intérieur est un homme politique, et non un fonctionnaire. Son obligation est de s'assurer de la régularité factuelle des opérations de vote, de garantir la sécurité et le droit de le devoir de faire connaître son avis politique sur les problèmes politiques. Ainsi, en juin 1974, à ce poste, Georges Pomiatowski, Georges Mendel et André Brizard, en dédicant ces nouveaux principes, n'ont-ils pas, comme ministre de l'Intérieur, lui-même au printemps 1974, et à ce moment-là, le ministre de l'Intérieur, la plus énergique et la plus digne d'éloges auprès de sa propre formation politique ? »

M. Marchais propose de créer une commission de contrôle de l'indice des prix

M. Georges Marchais a participé, lundi 28 février, au Palais des sports de Paris, à un meeting. A cette occasion, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré : « J'ai déjà dit et je le répète ici devant vous : l'indice officiel des prix est un indice très manipulé par le gouvernement et son premier ministre ».

Barre conteste cette affirmation. Eh bien ! Pour que les choses soient tout à fait claires, au nom du parti communiste français, je demande ce soir la constitution immédiate d'une commission de contrôle de l'indice des prix. Cette commission devrait comprendre des parlementaires, des syndicalistes, des consommateurs, et d'une façon générale des représentants de toutes les organisations qui siègent au Conseil économique et social. Si le gouvernement devait refuser cette proposition, ce serait une nouvelle preuve qu'il a quelque chose à cacher au pays. Nous attendons sa réponse ».

M. Marchais a, d'autre part, évoqué l'augmentation du nombre des chômeurs. Il a indiqué : « Cette situation est dramatique pour notre peuple et alarmante pour le pays. Des mesures urgentes s'imposent pour y faire face. C'est pourquoi je vous indique que le groupe communiste à l'Assemblée nationale va demander dès demain que le Parlement soit convoqué immédiatement en session extraordinaire afin que des mesures réellement efficaces soient prises pour améliorer la situation de l'emploi. J'ajoute qu'en ce qui concerne les communistes ont des propositions précises et chiffrées qui permettront de réduire en un très court délai le chômage ».

« Que M. Barre s'enferme et perde son sang-froid. N'y changera rien : les communistes, eux, ne sont pas de ceux qui souhaitent la réussite de ce plan. Nous, nous voulons qu'il soit exécuté, nous le ferons tout pour cela. C'est l'intérêt des travailleurs, de notre peuple, et c'est l'intérêt de la France ».

M. Sarre : pour le président du R.P.R. la mairie est un tremplin ou un refuge

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du parti socialiste, chef de file des candidats du P.S. à la mairie de Paris, a déclaré, lundi 28 février, au cours d'une conférence de presse :

« Pour M. Chirac, la mairie de Paris est, au choix, un tremplin pour atteindre l'Elysée, un refuge ou une place forte pour le cas où la gauche gagnerait les élections législatives. Quant à M. Ornano, il ne se rendra probablement jamais à l'Hôtel de Ville qu'en tournée, puisqu'il sera battu dans le dix-huitième arrondissement ».

M. Sarre a, d'autre part, signalé que 30 % de l'eau captée par la ville de Paris disparaît dans le sol du fait de la vétusté des canalisations. Il a également estimé que les interventions de M. Chirac dans la campagne électorale sont en contradiction avec l'action menée depuis vingt ans par les élus socialistes de la capitale, action qui, selon lui, explique la poussée des écologistes.

M. Sarre a enfin présenté un document élaboré par les candidats socialistes et radicaux de gauche intitulé « La démocratie locale comme un moyen d'expression d'une vraie vie de quartier ». Dans ce texte, on peut lire notamment :

LES JEUNES DANS LA CAMPAGNE Les benjamins de la majorité

« Tenez-vous, vous n'êtes qu'un petit con ! » M. Hugues Dewavrin, vingt-deux ans, conseiller technique de M. Jean-Pierre Solson, au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, a encaissé le coup décoché dans une réunion électorale. Lorsqu'il aura essuyé ainsi plusieurs insultes de la part de militants ou de responsables du R.P.R., il ira voir M. Jacques Chirac et lui dira : « Voilà comment vous traitez la jeunesse ».

Candidat en second sur la liste de M. Michel d'Ornano du cinquième arrondissement de Paris, M. Hugues Dewavrin peut se permettre cette démarche : directement choisi par M. d'Ornano, il symbolise la première mise en orbite politique sur le plan national des jeunes giscardiens de Génération sociale et libérale (G.S.L.). Et s'il n'est pas tête de liste, c'est simplement, dit-il, parce que « les habitants du cinquième arrondissement n'aiment pas tellement les jeunes » et que « mai 1968 est passé par là ». On lui a malgré tout confié la responsabilité de l'animation politique de la campagne dans ce secteur.

Aussi exulte-t-il, jouant alternativement de ce qu'il appelle sa « naïveté politique » (« Je ne sais pas ce que les jeunes peuvent être endormies par de grandes meetings aux accents musculliens ») et de sa déjà vieille formation militante : « Nous regrettons que M. Jean Tiberi, le député du cinquième arrondissement se soit laissé entraîner dans cette aventure, car c'est quelqu'un qui fait plus bien son travail ». Tout cela est dit sans l'effacement du néophyte et la routine du vieux roulier. Un juste milieu entre la modestie et la confiance en soi, le sérieux et la décontraction. Des jeunes il s'en trouve aussi sur les listes de M. Chirac, au point de servir d'argument publicitaire, M. Jean Allaud (R.P.R.), trente-sept ans, conduit la « plus

M. Séguy : Raymond Barre se couvre de ridicule

« Il y a, d'une part, les discours du premier ministre, et, d'autre part, la réalité de la vie », déclare M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., répondant dans l'Humanité du 1^{er} mars aux questions qui lui sont posées ainsi qu'à M. Edmond Maire (C.F.D.T.) et André Henry (F.N.).

Selon la réalité de la vie, poursuit M. Séguy, l'inflation persiste, les prix continuent leur ascension (+ 0,9 % en janvier et + 0,3 % en février), le chômage atteint un niveau record avec un million quatre cent soixante-sept mille sans emploi dont la moitié a moins de vingt-cinq ans, le déficit du commerce extérieur empire de façon catastrophique, et le franc s'effondre toujours plus.

« On se demande si, à force de se frotter à des manipulations de statistiques, les services gouvernementaux ont pu confondre l'évolution de la cote du premier ministre avec la courbe de la hausse des prix ».

M. Maire déclare de son côté que « Les mouvements de mention du premier ministre et ses astuces électoralistes pour ralentir la hausse officielle de l'indice des prix ne peuvent masquer la réalité : l'inflation repartira de plus

belle au lendemain des élections municipales, le chômage s'accroît sans cesse, le déficit de la balance extérieure va rapidement faire franchir la France en état de cessation de paiement de ses importations ».

M. Henry estime que : « La plan Barre, dont on exploite aujourd'hui des résultats partiels sur l'indice des prix, sacrifie en fait à la fois le pouvoir d'achat des travailleurs salariés et l'emploi ».

« Le Mouvement des radicaux de gauche estime que le succès de son candidat au premier tour de l'élection cantonale partielle de Rueil, consécutive à l'assassinat de Jean de Broglie (le Monde du 1^{er} mars) a confirmé l'influence du M.R.G. dans certains départements du nord de la Loire, où sa présence sera indispensable pour assurer la victoire de la gauche aux prochaines municipales et aux législatives ».

Le M.R.G. considère qu'il était important, pour des raisons de moralité, que ce soit le représentant du radicalisme de gauche qui succède à celui qui avait battu en 1962, aux élections législatives, le président Pierre Mendès France ».

élections municipales
DE PARIS
L'ÉLITE VEIL EST MA

150

élections municipales

POLITIQUE

DE PARIS

< SIMONE VEIL EST MA FEMME >

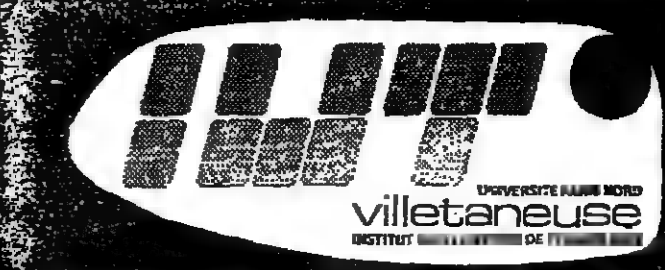
Tandis que la campagne électorale bat son plein, leur salon du septième arrondissement, un samedi après-midi, est un lieu de détente, de détente, de détente. Les deux femmes, Simone Veil et son épouse, sont assises sur un canapé, dans un cadre de verdure, à l'arrière d'un immeuble de la rue de la Harpe. Elles sont toutes deux habillées de façon simple, mais élégante. Simone Veil, avec ses cheveux blancs, son nez droit, son regard clair, est une femme d'une grande autorité. Son épouse, plus jeune, a des cheveux bruns, un nez fin, un regard doux. Elles sont toutes deux souriantes, à l'aise. Elles discutent de la campagne électorale, de la vie politique, de la vie personnelle. Elles sont toutes deux des femmes d'action, des femmes de conviction. Elles sont toutes deux des femmes de bien.

— Lui : « Il est l'air, hein... On croit que les Parisiens détestent leur vie et leur ville à force de la lire à longueur de journaux, mais en fait ils sont contents. En plus, ils sont très aimables. »
— Elle : « C'est vrai, je dois dire que tous les gens que je rencontre en allant faire mon marché sont très gentils. »
— Lui : « Vous allez voter pour le R.P.R. ? »
— Elle : « Oui, bien sûr. C'est la seule façon de faire passer nos idées. »
— Lui : « Vous êtes très sûre de vous ? »
— Elle : « Oui, bien sûr. C'est la seule façon de faire passer nos idées. »
— Lui : « Vous êtes très sûre de vous ? »
— Elle : « Oui, bien sûr. C'est la seule façon de faire passer nos idées. »

FRANÇOISE BERGER.

Les listes « jobertistes » comprennent 30 % de femmes

M. René Galy-Dejean, conseiller sortant, présentera, mercredi 2 mars, le programme des « listes jobertistes » du Mouvement des démocrates dans les dix-huit secteurs électoraux de Paris. Il a indiqué : « Contrairement aux autres listes en présence, nous n'avons pas besoin d'accompagner nos noms d'attestations de moralité, nous ne cherchons pas à créer l'illusion de l'union ou de l'unité. La force de notre liste, c'est la diversité, la diversité des idées, la diversité des personnes. »
La moyenne d'âge des cent neuf candidats titulaires est de 30 ans. Trente-trois femmes figurent sur ces listes, soit un pourcentage de 30 %.



FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

LA VALEUR D'UN DIPLOME

En quelques années, le Diplôme Universitaire de Technologie (D.U.T.) a acquis une place incontestable sur le marché du travail. Les I.U.T. ont fait la preuve qu'il était possible d'associer une formation générale sérieuse et une formation professionnelle solide et concrète. Pour répondre aux besoins des entreprises et de leurs salariés, les formateurs, qu'ils soient universitaires ou professionnels, ont fait leurs efforts pour pratiquer une pédagogie vivante et adaptée (groupes réduits, travaux pratiques concrets, jeux de simulation...). C'est en favorisant le dialogue entre formateurs et formés qu'on peut éviter de reconstruire un monde scolaire incapable d'intégrer l'expérience professionnelle de chacun.

FACILITER L'ACCÈS À LA FORMATION

Les stages I.U.T., tous sanctionnés par des unités de valeur du D.U.T. ou par le D.U.T. lui-même (diplôme national), permettent l'autodidacte de faire ses propres concrets, jeux de simulation... C'est en favorisant le dialogue entre formateurs et formés qu'on peut éviter de reconstruire un monde scolaire incapable d'intégrer l'expérience professionnelle de chacun.

LES METIERS DE LA GESTION DU PERSONNEL

Ces formations s'adressent à des personnes engagées dans la vie professionnelle depuis plusieurs années, exerçant des fonctions de responsabilité dans la gestion du personnel ou possédant au moins un niveau d'études secondaires équivalent.

LES METIERS DE L'INFORMATIQUE

Ces formations s'adressent à des personnes engagées dans la vie professionnelle depuis plusieurs années et possédant au moins le niveau d'études secondaires ou équivalent. Elles demandent, de plus, de manier facilement les langages mathématiques et logiques.

COMMENT SUIVRE LES FORMATIONS I.U.T. ?

Le cursus D.U.T. (Informatique ou Gestion / personnel) peut être effectué, à temps plein ou à temps partiel, sur 2, 3 ou 4 ans. L'I.U.T. établit avec le stagiaire et l'entreprise un plan de formation individualisé permettant de suivre l'ensemble des modules du D.U.T.

RENSEIGNEMENTS CENTRE DE FORMATION CONTINUE

I.U.T. de Villeneuve
avenue J.-B.-Clément
93430 Villeneuve - Tél. : 822.80.60

L'extrême gauche présente des listes dans vingt-six villes de plus de trente mille habitants

Les deux mouvements trotskistes, Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, ont présenté des listes dans vingt-six villes de plus de trente mille habitants. Ces listes, qui comprennent 30 % de femmes, ont été présentées dans les villes de : Boulogne, Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

LES LISTES D'EXTRÊME GAUCHE

Les listes d'extrême gauche existent en outre à : Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Corbeil, Dijon, Lille, Lyon (dans deux secteurs), Marseille (dans six secteurs), Montreuil, Nanterre, Nancy, Nîmes, Orléans, Perpignan, Rouen, Saint-Omer, Toulouse, Tours, Valenciennes, Villetaneuse et Villeneuve.

Pierre BRUNEAU
FONCTIONS MUNICIPALES
des communes
En 1977, 2000 communes
JELMAS & C^o
19 rue de la Harpe, 75005 Paris

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE
YEMEN
Des vols à 11 F
Nos expéditions à partir de 2.700 F

LES SEYCHELLES
Vols avec Veronika
15 F
Pêche au gros sur des bancs spécialement équipés.
Les plages blanches et la mer verte.
Des vacances, vol à 11 F ou plongée à partir de 3.250 F.

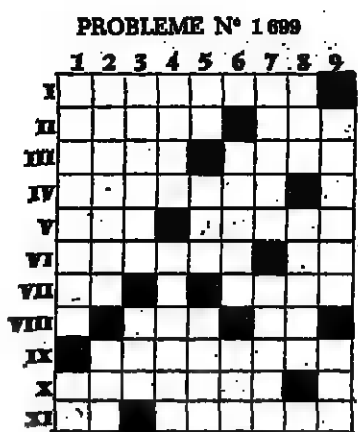
ILE MAURICE
Déjeuner et repas hors du commun
vol à 11 F à partir de 3.550 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez vos vacances sur l'île Maurice.
544-21-99 et 544-20-43

SUISSE
COLE CHANTYMERLE
CH - 1807 Blancy
Tél. : 021-53-11-93
Au bord du lac Léman
Internat pour filles et garçons âgés de 11 à 18 ans.
PROGRAMME FRANÇAIS (du C.P. au B.E.C.)
Eté : Cours de vacances Noël et Pâques : Ski
— Etudes sérieuses
— Ambiance familiale
— Vie soignée
Prospectus



AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1699

HORIZONTALEMENT

1. Source d'illusions. — II. Elle est torturée Philomène. — III. Elle est torturée Philomène. — IV. Elle est torturée Philomène. — V. Elle est torturée Philomène. — VI. Elle est torturée Philomène. — VII. Elle est torturée Philomène. — VIII. Elle est torturée Philomène. — IX. Elle est torturée Philomène. — X. Elle est torturée Philomène. — XI. Elle est torturée Philomène. — XII. Elle est torturée Philomène. — XIII. Elle est torturée Philomène. — XIV. Elle est torturée Philomène. — XV. Elle est torturée Philomène. — XVI. Elle est torturée Philomène.

VERTICALEMENT

1. Assemblée des cours. — II. Elle est torturée Philomène. — III. Elle est torturée Philomène. — IV. Elle est torturée Philomène. — V. Elle est torturée Philomène. — VI. Elle est torturée Philomène. — VII. Elle est torturée Philomène. — VIII. Elle est torturée Philomène. — IX. Elle est torturée Philomène. — X. Elle est torturée Philomène. — XI. Elle est torturée Philomène. — XII. Elle est torturée Philomène. — XIII. Elle est torturée Philomène. — XIV. Elle est torturée Philomène. — XV. Elle est torturée Philomène. — XVI. Elle est torturée Philomène.

Solution du problème n° 1698

Horizontalement

1. Monotype. — II. Matelas. — III. Olives. — IV. Détails. — V. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000. 1001. 1002. 1003. 1004. 1005. 1006. 1007. 1008. 1009. 1010. 1011. 1012. 1013. 1014. 1015. 1016. 1017. 1018. 1019. 1020. 1021. 1022. 1023. 1024. 1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1034. 1035. 1036. 1037. 1038. 1039. 1040. 1041. 1042. 1043. 1044. 1045. 1046. 1047. 1048. 1049. 1050. 1051. 1052. 1053. 1054. 1055. 1056. 1057. 1058. 1059. 1060. 1061. 1062. 1063. 1064. 1065. 1066. 1067. 1068. 1069. 1070. 1071. 1072. 1073. 1074. 1075. 1076. 1077. 1078. 1079. 1080. 1081. 1082. 1083. 1084. 1085. 1086. 1087. 1088. 1089. 1090. 1091. 1092. 1093. 1094. 1095. 1096. 1097. 1098. 1099. 1100. 1101. 1102. 1103. 1104. 1105. 1106. 1107. 1108. 1109. 1110. 1111. 1112. 1113. 1114. 1115. 1116. 1117. 1118. 1119. 1120. 1121. 1122. 1123. 1124. 1125. 1126. 1127. 1128. 1129. 1130. 1131. 1132. 1133. 1134. 1135. 1136. 1137. 1138. 1139. 1140. 1141. 1142. 1143. 1144. 1145. 1146. 1147. 1148. 1149. 1150. 1151. 1152. 1153. 1154. 1155. 1156. 1157. 1158. 1159. 1160. 1161. 1162. 1163. 1164. 1165. 1166. 1167. 1168. 1169. 1170. 1171. 1172. 1173. 1174. 1175. 1176. 1177. 1178. 1179. 1180. 1181. 1182. 1183. 1184. 1185. 1186. 1187. 1188. 1189. 1190. 1191. 1192. 1193. 1194. 1195. 1196. 1197. 1198. 1199. 1200. 1201. 1202. 1203. 1204. 1205. 1206. 1207. 1208. 1209. 1210. 1211. 1212. 1213. 1214. 1215. 1216. 1217. 1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 1226. 1227. 1228. 1229. 1230. 1231. 1232. 1233. 1234. 1235. 1236. 1237. 1238. 1239. 1240. 1241. 1242. 1243. 1244. 1245. 1246. 1247. 1248. 1249. 1250. 1251. 1252. 1253. 1254. 1255. 1256. 1257. 1258. 1259. 1260. 1261. 1262. 1263. 1264. 1265. 1266. 1267. 1268. 1269. 1270. 1271. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729. 1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741. 1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753. 1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765. 1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777. 1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789. 1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801. 1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813. 1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825. 1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837. 1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849. 1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861. 1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 1869. 1870. 1871. 1872. 1873. 1874. 1875. 1876. 1877. 1878. 1879. 1880. 1881. 1882. 1883. 1884. 1885. 1886. 1887. 1888. 1889. 1890. 1891. 1892. 1893. 1894. 1895. 1896. 1897. 1898. 1899. 1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909. 1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921. 1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120.

Les trottoirs de Paris au plus offrant

[illegible]

habituels, une animation et une publicité, une « communication » — une des règles d'or de l'urbanisme que nous préparons au conseil royal — ont été enfin introduites dans la « vie de Paris », pour reprendre le titre d'un livre récent du Louis Chavallier ; et, dans la longue L. B., on trouve, pour expliquer, pourquoi avoir si minutieusement réglé la publicité sur les routes et sur l'introduction des automobiles dans les villes ? C'est précisément parce que, dans les villes, on ne peut pas demander à une seule candidate ce qu'elle pense de ces bons vieux panneaux ; l'affaire devient une affaire de principes, et les questions doivent se pencher sur le nouveau mode de Public.

La ZAC de Bonneveine : un nouveau centre-ville pour Marseille-Sud

cière s'élève portée en 1972 à 70 hectares. L'ensemble des terrains (à l'exception de la part et d'autre d'une large avenue centrale) s'avère de l'habitat individuel. Le quartier urbain est « Mars-Sud », qui devrait comporter 35 000 mètres carrés de bureaux (représentant un potentiel de 1 600 emplois), 1500 places de parking, 1500 places de logement (cinéma, cafeteria, restaurants), des services publics (mairerie, bibliothèque, etc.), un bureau de postes, un centre de la police et un centre de sécurité sociale.

Le quartier sportif culturel, dénommé devrait s'ordonner autour du parc central à près de 3 hectares, en trois sous-quartiers, qui se situent à proximité, une piscine sportive pour commencer en 1977. L'ensemble doit être

Enfin, les logements sociaux au
prix de 120 (70 % en loge-
ments sociaux) et de 880 (50 %

réalisées, et en situation, 250 usines ont obtenu le permis de construire et 500 sont en cours de négociation. La réalisation de ces investissements prévue à partir de 1978.

« 500 emplois nouveaux, un centre de services destiné aux besoins de 120 000 habitants (180 000 dans cinq ans), est audacieux. Quant à l'écologie, soumise à la loi du bâti et la nature réussira-t-elle ? »

« Bonnevenue au milieu de toutes ces constructions ? Moins de 3 hectares de « parc » sur 11 hectares de béton. Et si l'écologie prendra-t-elle dans cette jungle, si l'on n'y prend pas garde, pourra-t-elle devenir une zone

JEAN CONTRICCI

Midi-Pyrénées

bourgeois neufs sont dans la région parisienne d'environ 500 000 mètres carrés par an. Les anciens programmes de construction de bureaux n'ont pas été achevés et il n'est pas possible de prévoir à l'avance les besoins prochainement à satisfaire. On ne peut que constater que la situation est alarmante, — il y aura bientôt, inévitablement, une pénurie de bureaux neufs.

Le programme de construction de bureaux se poursuit encore : le programme d'aménagement de La Défense s'étend sur trente ans (de 1958 à 1988). Il porte sur trois zones : la zone A, qui comprend 1 000 à 1 500 bureaux sur 14 000 mètres carrés ; la zone B, qui a été et ce sera encore pour un tiers plus de bureaux ; la zone C.

(1) Le tout Manhattan (70 000 mètres carrés, trente étages), achevé en 1960, a coûté 100 millions de dollars (80 millions de francs). Le tout de Kowloon pour 100 millions de dollars (500 millions de francs), est en train d'être achevé.

LA DIRECTION DE LA R.A.T.P. A FAIT DE NOUVELLES PROPOSITIONS SALARIALES aux syndicats, le 24 février. Le contrat national sur trois ans : pour 1977, la progression proposée du pouvoir d'achat de la masse salariale serait de 1,74 % (au lieu de 1,48 % offert précédemment), mais elle resterait au-dessous de la progression du plan anti-inflationniste. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont déclaré inacceptable cette dernière condition. Les autres syndicats estiment que les propositions de la direction méritent d'être approfondies. Prochaine réunion le 7 mars.

LA FAIM ET LE NUCLEAIRE

réacteur ; **il** comprendra **des**
conseillers généraux, trois **des**
et quatre **des**.

Corse

LA BATANIE JURIDIQUE DES BOUES ROUGES CONTINUE

Par un arrêt du 20 février la cour d'appel de Corsica a confirmé le jugement du Tribunal de première instance qui, le 5 décembre 1976, a déclaré l'habilité à exercer la plainte des pêcheurs et des autres départements de la région de Montedison.

La compagnie italienne, arguant que la seule juridiction compétente pour celle de Milan, avait fait appel de ce jugement, a maintenant devant la cour d'appel de Milan.

— (Corse) —

LA FAIM ET LE NUCLÉAIRE

Fessenden à la demande du commandant qui depuis vingt jours attendait dans une grève de la faim à Washington et à celle du général, la préfecture du Haut-Rhin a nommé qu'une commission de quatre chargée de procéder à la démission de Fessenden tiendrait sa première séance le 25 août prochain avant le démarrage du premier réacteur; on comprendra sans conseils généraux, trois maires et quatre députés.

LA BATAILLE JURIDIQUE DES BOUES ROIGES CONTINUE

Le jugement du tribunal de première instance, en date du 8 décembre 1976, a été déposé à la Cour d'appel de Milan, qui a maintenu la condamnation.

CRÉ POUR CRL...

Je ne suis pas Celte, c'est évident. Née par hasard au sein du Loir, ces grands parents paternels vivent de Vendée, d'arrière-grands-parents du Dauphiné... Et bien plus loin sans doute, lorsque je regarde les traits de mon visage ils orientent tous la Méditerranée.

Quels mélanges ne sang coulent
dans mes veines ? Juifs ? Français ?
Probablement d'autres encore. Au-
cun d'eux ne m'a jamais été étranger.
C'est pourquoi, quand je suis en France,
je me sens une âme celtique, comme
j'aimais les rêves et les légendes
de la Galles, de la Bretagne,
de l'Ecosse, de l'Irlande. Je me sens
chez moi sur ces terres
baignées de la mer, où tout semble
toujours disparaître à
rester.

par goût que le
béton, les pieds
l'asphalte et que je sens le
Pourquoi me méprises-tu
homme à crépuscule ? Plus plus
que toi je n'aime la Grande du
l'inhumainité de la grande
à lieu des autres trop
trois-niquement », tu serais mieux de
mon empereur... pour pouvoir moi
emplir nous pouvons de la
embruns océaniques.

A 1 heure de Nice 2 heures de Paris, la Tunisie, pays de culture et de vacances, vous propose :

- Toutes formules de séjours ou de [redacted] sur mesure (individuel et groupe)
- Location de villas et Hotel [redacted]
- Des prix étudiés.

**des vacances en Tunisie
préparées
par des gens du pays**

LA TUNISIE • UNE TERRE • DES HOMMES •
Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT
30, rue Richelieu - 75001 Paris - 296-02-25

Form :

Adresse :

A 661

Les économies à court terme de la Sécurité sociale

Le budget de la nation, gouffre réputé, est, en sur le point d'atteindre malgré tout un niveau supérieur au budget de l'Etat. Or, il est manifestement plus vite que le produit intérieur brut. Or le budget considérable, dont une large part renferme la salaires, trouve de plus en plus difficilement son financement par la raison technique du prix sans cesse croissant, ainsi que la proportion décroissante du nombre des actifs par rapport à celui des inactifs. Pour le seul régime général, le déficit de la Sécurité sociale en 1976 est estimé à près de 6 milliards et les prévisions, un déficit de plus de 12 milliards en 1977.

Devant cette situation difficile le gouvernement a préconisé un certain nombre de mesures destinées à freiner la croissance excessive des dépenses et à augmenter les recettes. Un plan de réformes profondes est en cours d'élaboration et ne peut être encore mis

et néanmoins supportable.
 mais en attendant cette vague de fau-
 des mesures d'urgence ont
 cours des derniers pour réaliser
 des mesures immédiates. Parmi celles-
 ci, l'augmentation d'un point de cotisa-
 tion maladie et le relèvement du ticket
 modérateur pour certains médicaments
 abondamment prescrits et pour certains
 médicaments à caractère préventif.
 La kinésithérapie, doit permettre de rem-
 blier une partie du déficit de cette année.
 Ce n'est pas un remboursement à caractère
 à l'évidence de vives protestations des
 professionnels concernés, fabricants de
 produits pharmaceutiques, pharmaciens, phy-
 siotes, médecins prescripteurs. Mais
 ces protestations ne sont pas
 qui revendiquent le droit à la santé que
 que soit son prix, et le droit à une santé
 qui n'est plus seulement une affaire de
 confort physique, mais une affaire de
 confort physique et moral.
 C'est pourquoi, au vu de ces situa-
 prises, on peut s'interroger sur les condi-

des années, voire des siècles. Pourquoi sont-ils les **seules** premières mesures d'économie ? Sont-ils inefficaces, inutiles, dangereux ? Oui, pourquoi n'a-t-on pas prescrit ? Faut-il les condamner globalement ou faire de méticuleuses discriminations ? Et par quoi peut-on les remplacer de plus avantageux sur la plan financier et du bien-être ? En définitive, était-ce médicalement la meilleure solution à prendre ?

Il paraît en fait que l'histoire qu'il y a eu de grands abus de prescriptions. Quant à l'examen rigoureux de l'offre et de la demande de ces médicaments, il est évident que cela a produit une impression de profond malaise et suggère des réflexions qui vont bien au-delà des économies de la Sécurité sociale et qui touchent même à la formation et à l'information des médecins ainsi qu'au rôle des pharmaciens, à celui des infirmiers, à l'expertise clinique et plus généralement au mal de vivre dans notre société.

M. A.-R.

Quatre points de vue sur les laxatifs, les levures et les forufiants

LE PHARMACOLOGUE : faire la preuve de l'intérêt thérapeutique **LE GÉNÉRALISTE : des cache-problèmes**

Vingt-deux pour cent des médicaments vendus en France concernent la sphère digestive et, à l'intérieur de ces 22 %, 16 % sont des cholagogues hépatoprotecteurs, 12 % des toniques et reconstituants, 10 % des anti-acides, antistomatiques, anti-ulcéreux, 10 % des vitamines. Nous avons interrogé à leur sujet le Dr Pierre Simon, professeur de pharmacologie à la Pitié-Salpêtrière.

LES hommes de l'anti-esthétisme, les hommes de la Terreur, les hommes des tactiques font, à cette époque, une grande partie de la vie quotidienne. Ils ont une grande expérience de la découle, la plupart du temps, de l'auto-prescription, le plus souvent n'intervenant, à la majorité, parce que sa signature est...

[illegible]

La kinésithérapie pour quoi faire ?

ON peut s'interroger sur le bien-fondé de la décision du ministre du Travail de ne rembourser que 50 % des salaires de certains auxiliaires embauchés au 1^{er} janvier 1982. Le 1^{er} janvier 1983, le pourcentage sera de 75 %, précédemment.

Un renforcement aurait permis de fin plus aisée d'augmenter le nombre de médecins conseils par commune : vingt-huit mille communes ; on pouvait comme il suggéré responsable syndical proliférer d'activité, tant médicaux, thérapeutes qui font un chaîne

NICOLAS BELL
(Lire ■ suite page 18.)

Face au régime général à 3 milliards de francs, l'économie de l'ordre des millions de francs paraît peu significative. Elle pourrait n'être qu'apparente : les administrateurs des assurances-maladie, consultés par le gouvernement, ont tenu à souligner les frais de gestion supplémentaires que supposent ces différences. Cette mesure surtout pourrait écarter des traitements des kinésithérapeutes, des patients aux modestes comme les âgés. L'hospitalisation serait pour elles le recours, mais un re-

**De l'exercice
en commun
à l'exercice
en groupe**

Les docteurs Polisson, président de la Fédération française des kinésithérapeutes, et Sylvester, président de la Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes de la région parisienne, affirment que « pris » la masse des kinésithérapeutes ne cesse d'être en croissance. « On permet aux jeunes kinésithérapeutes de pallier les carences de leur formation, malgré l'allongement des études de 3 à 4 ans, décidé en 1988 (1).

On les trouve pratiquement partout : kinésithérapeutes ou des massagers et des kinésithérapeutes présents de nombreux accidents de travail, facilitent les relations entre le médecin et le para-médical ou, même, les assurances (2). Les kinésithérapeutes professionnels (3) et les masseurs-kinésithérapeutes (4) sont les

cours fort coûteux pour la collectivité.

Ces abus existent certainement :
des ☐ imaginaires arrachent
☐ des médecins trop
coûteux des ☐ kinésithérapeutes,
☐ retrouver un bien-être,
une alimentation plus équilibrée
et une ☐ alimentaire et
donneront plus efficacement. Mais,
le médecin traitant... l'ordonnance
conditionne le remboursement par
la ☐ sociale, ☐ le refus par
celui de perdre une clientèle dure-
ment acquise.

Dé même ☐ kinésithérapeutes
pur scrupuleux dépassent ☐
officiels, alors ☐ la convention ne
leur accorde aucun droit d'écape-
ment, tout quelquefois signer les
feuilles de Sécurité sociale pour me-
dication, mais c'est même, car l'a-
voir un minuscule conseil de la Sé-
curité sociale, arrive à confondre
thaïlandais.

Renforcer les contrôles

pratiques
fait d'une minorité, serait-ce qu'en
raison de nombreux dispositifs
en place pour les prescriptions
: ainsi, entre autre,
détail : les jours où l'on s'écouler
prescription au début du
traitement pour permettre un contrôle
sociale, les traite-
ments « esthétiques » n'ouvrant pas
droit
même, d'activité
sont imposées pratiques, les
obligent à garder leurs patients
qu'ils ont durant,
en prendre plus de quatre

thérapeutes de la médecine d'une manière.

En somme les thérapeutes ont-ils le droit de se faire des idées sur mille choses que nous ne pouvons pas connaître ? Mais nous ne pouvons pas corriger des abus ? Mais, les jeunes kinésithérapeutes qui travaillent comme assistants dans les hôpitaux, ont-ils le droit de se faire des idées sur des choses jusqu'à 50 % de leurs honoraires au profit de leur hôpital.

Ces pratiques sont-elles respectables ? Les jeunes kinésithérapeutes ont-ils le droit de se faire des idées sur des choses, sans les connaître, mais importantes dans la vie privée ?

Pourtant, l'administration des médicaments diminue les prestations de soins, la pénalité, au lieu de récompenser la pression, perd le d'un séjour au bord de la crise de diabète ou au hypertendu, il est un régime alimentaire. leur s'il est vrai, c'est l'affaire d'un praticien. « Je n'ai jamais vu malade perdre le poids, mais perdre le muscle. » L'inséparable permet de lutter

[illegible]

PALAIS DE LA CULTURE
Samedi 19, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 20, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 21, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 22, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 23, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 24, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 25, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 26, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 27, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 28, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 29, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 30, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept
Samedi 31, à 15 h : L'exploration de l'exploration : le concept

E LA DÉCOUVERTE
Paris-Roscoff - PARIS
es en MARS les :
développement embryonnaire
de la naissance, par E. WOLFF.
du Porto-Rico au sub-
strat physique, par Charles
géographiques, de coloration en
physiques, par J.-C. FOURNIER.

LE MICROBIOLOGISTE : une microflore intestinale

Des nombreuses spécialités pharmaceutiques à base de micro-organismes vivants (bactéries ou levures) sont utilisées — journalièrement — pour but de prévenir des troubles digestifs, consécutifs à l'administration d'antibiotiques, d'améliorer un mauvais fonctionnement de l'intestin (constipation ou diarrhée), de soulager des intoxications alimentaires (gastro-entérites).

On se demande quelles sont les données scientifiques et expérimentales qui ont conduit à présenter une telle thérapeutique, remboursée par la Sécurité sociale, et largement utilisée par le corps médical.

de ceux de l'intestin (*L. acidophilus*), d'où l'emploi de ces germes en thérapeutique.

Des publications des antibiotiques, certains malades traités eurent des troubles intestinaux graves, parfois mortels, caractérisés par un déséquilibre de la microfaune intestinale, se traduisant par un développement exagéré de stures (*Candida albicans*). On imagine alors qu'un renforcement massif par voie orale de lactobacilles aboutirait à une guérison rapide. Quelques chercheurs ont, en effet, démontré que diverses souches de lactobacilles produisaient des substances antimicrobiennes, lors d'expériences de laboratoire.

A l'origine de ce type de traitement, il faut citer Metchnikov (1894-1933), ce microbiologiste russe, qui cherchait à combattre les bactéries par l'usage des bactéries. Ses observations sur les populations bactériennes dans les cultures de bactéries et les bactériocides (bactéries qui produisent de l'acide lactique) à partir du lactose, sous agitation dans le lait. Ces lactobacilles, dans l'intestin, exercent une action antagoniste vis-à-vis des autres bactéries, en particulier des bactéries qui sont responsables des pullulences intestinales, sources de toutes causes principales d'avortement. Plus tard on s'est aperçu que les lactobacilles du yoghourt (*L. bulgaricus*) appa-

D'autres constatations ont été faites avec de jeunes souris, mettant en évidence l'apparition de levures associées aux lactobacilles dans le mucus qui tapisse la paroi de l'intestin. Au cours d'un traitement avec la pénicilline, les lactobacilles disparaissent. C'est pourquoi des préparations à base de levure ont été également recommandées.

Sans raison valable, on trouve aussi dans le mucus des souris des bactéries sporulées aérobies (*Bacillus subtilis*) qui n'ont jamais été des hôtes normaux de l'intestin humain.

Dr JACQUES RIVIERE,
Professeur d'Hygiène nutritionnelle
agronomique, Paris-Grignon.

tenaient à une espèce distincte.

11-10-68

UNE MESURE ARBITRAIRE

Chaînes mesure est, pour le généraliste que je suis, des plus étranges. Elle arrive à penser que les inspirations de cette décision, tant un malade qu'un médecin, m'ont permis d'acquiescer à une connaissance profonde des activités médicales dans son sens le plus large et des problèmes de la santé publique de notre pays. C'est très regrettable et très grave. Cette mesure arbitraire et irresponsable que j'ai enchaîné trois conséquences majeures : à court terme qui vont à l'encontre des bénéfices escomptés.

psychologique indispensable à l'acte médical. Leur non-remboursement va frapper la grande masse des petits revenus dont lesquels le médecin concourt être remplacé par le steak supplémentaire. De plus, de toute évidence, dans le monde du travail, on constatera à court terme un accroissement en quantité et en durée des arrêts de travail. Pour la Sécurité sociale, le bilan sera négatif.

• Les laxistes sont pressurés dans 80 % des cas à des femmes de plus de cinquante ans et surtout à des personnes âgées. Ces

D'abord, au niveau des malades dont je m'occupe. Les médicaments en question appartiennent à des classes thérapeutiques dites de confort. On se demande d'ailleurs : pourquoi les donner à ces enfants ? Encore une déduction abusive de technocratie. Les anti-sécheresses sont prescrits dans 40 % des cas, sans grande raison. Aux vieillards, aux enfants, parce qu'ils correspondent à une constellation médicale (fatigue, inappétence, déshydratation) ou répondent à l'émiettement d'une mère incapable d'assumer son rôle. Aux enfants, parce qu'un enfant dont l'écolage est généralement de nature psychologique (relations de l'enfant avec son milieu). Aux vieillards édentés, isolés, déprimés, pour lesquels

Les jeunes et femmes lactiques voient leur milieu dans les syndromes diarrhéiques liés aux salsomiers et constituent

Des médicaments tout simplement excellent stimulant de l'appétit. Dans environ 40 % des cas, les anti-asthéniques sont prescrits à des adultes en activité professionnelle. Dans ce cas, ils représentent pour le médecin et son patient le support indispensable à un dialogue incoercible qui permettra le plus souvent d'éviter l'arrêt de travail. Les anti-asthéniques ont une activité pharmacologique

une médication de choix dans les antibiothérapies au long cours. Néanmoins, s'ils ne doivent pas être prescrits systématiquement, ils constituent un adjuvant indispensable des effets secondaires de l'antibiothérapie qui détruit la flore intestinale. Ici, aussi, il s'agit de médicaments de nécessité.

LOGGING GSA FILED MO APR 11 1966

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Palais de la Culture
Conférences
 Vendredi 24, à 15 h. : L'exploration de la conception
 Vendredi 24, à 15 h. : L'exploration de la conception
 Samedi 25, à 13 h. : L'exploration de la conception
 Samedi 25, à 15 h. : L'exploration de la conception

LA DÉCOUVERTE
 Paris-Rosny - PARIS
 es en **MARS** les :
 développement embryonnaire
 l'ou de la naissance, par E. WOLFF.
 le l'ou de Porto-Rico en sub-
 l'ou, par W. WOLFF.
 l'ou en physique, par Charles
 l'ou géographique, l'ou l'ou
 l'ou l'ou de coloration en
 l'ou, par J.-C. FOURNIER

LA KINÉSITHÉRAPIE : pour quoi faire ?

(Suite de la page 17.)

En certains cabinets, on remplace les massages par les infra-rouges, la rééducation collective d'habileté et des mouvements de gymnastique non différenciés. C'est un mauvais usage de la kinésithérapie qui a fait l'image de la profession et le déficit de la médecine sociale, obligeant le médecin à renouveler ses prescriptions de dix à vingt séances qui, bâclées, n'ont soulagé le

Mobilisations et manipulations

Durant la nuit de 1914, qui a vu la profession de cette profession, il a agité pour les infirmières rapidement sur le pied de la profession à repartir au combat.

En 1914, les textes qui ont tenté de définir la kinésithérapie ont été : « massage », « gymnastique médicale ». Cette définition est toujours en vigueur ; elle devrait, à l'heure actuelle, être respectée : la kinésithérapie est la rééducation du service au réducteur de l'homme, c'est-à-dire de l'homme dans son ensemble, c'est-à-dire de l'homme dans son ensemble, c'est-à-dire de l'homme dans son ensemble.

Cette définition devrait être élargie, ne serait-ce que pour qu'elle ne comprend pas la « rééducation », pierre de touche de nombreux traitements en rhumatologie ou en rééducation respiratoire. Un plus, un certain nombre de professionnels de la kinésithérapie ont pu se faire une idée de la pratique.

La kinésithérapie est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute. Elle est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute. Elle est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute.

La kinésithérapie est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute. Elle est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute. Elle est une prescription médicale qui ne peut pas être faite par un médecin, mais par un kinésithérapeute.

Joindre la parole au geste

Durant la nuit de 1914, qui a vu la profession de cette profession, il a agité pour les infirmières rapidement sur le pied de la profession à repartir au combat.

En fait, le problème de l'élargissement de la kinésithérapie est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession.

En fait, le problème de l'élargissement de la kinésithérapie est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession. C'est un problème de profession.

nombre de kinésithérapeutes, les difficultés majeures rencontrées chaque jour tiennent peut-être au rôle de « guérisseur d'âme » qu'ils remplissent souvent, malgré le caractère rudimentaire de la psychologie qu'ils reçoivent. Un certain nombre de maux de tête, en effet, sont d'origine psychologique : surtout les médecins, face aux maux de notre civilisation, (stress, surmenage, aridité), prescrivent sans conviction, fortifiants, laxatifs et autres tranquillisants. Les séances chez le kinésithérapeute constituent le dernier recours, cadeau empoisonné d'une médecine impuissante à résoudre les problèmes.

Face à ces dérèglements d'origine souvent psychosomatique, il est difficile, comme le souligne un praticien de la région parisienne, de dire aux patients qu'ils ne sont pas « guérisseurs d'âme ». Plus le psychologue est compétent, plus le kinésithérapeute est compétent. Plus le psychologue est compétent, plus le kinésithérapeute est compétent. Plus le psychologue est compétent, plus le kinésithérapeute est compétent.

Un lourd contentieux. Indépendamment de ces maux, qui relèvent plus de la parole du psychologue que de la main du kinésithérapeute, il y a un contentieux dans la relation tissée avec les patients : une dimension d'ordre psychologique : ainsi la vieille dame rhumatisante pour qui les séances de rééducation représentent une ouverture sur l'extérieur, ainsi le jeune homme d'une jambe ou d'un bras, qui voit dans la kinésithérapie, pendant ses séances, un monde nouveau.

« J'ai trouvé Garches et j'y reste ! » M. B. travaille à l'hôpital de Garches depuis plus de dix ans. Il est kinésithérapeute dans un service de rééducation. Son salaire est de 136 500 francs. C'est un salaire décent, mais il n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant. Il n'est pas suffisant.

De ces malades qui restent encore six à dix-huit mois à l'hôpital. Le kinésithérapeute en voit une dizaine chaque jour : des liens d'amitié durables naissent souvent entre soignants et soignés. « Je continue à voir régulièrement trois de mes anciennes malades, devenues de très bonnes amies à leur sortie de l'hôpital. Un regret, pourtant : le nombre de malades qui restent encore six à dix-huit mois à l'hôpital. »

« Mon patient, je l'examine de la tête aux pieds ! » M. L. a perdu la vue à l'âge de trente ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans.

Libéral pendant vingt ans, il a choisi, depuis trois ans, de travailler dans un hôpital pour 2500 francs par mois. « J'ai trouvé là la tranquillité d'esprit : je n'ai plus le souci du client qui doit venir à l'hôpital. »

patient plusieurs fois par semaine, peut l'aider à se prendre en charge. Par la force des choses, le kinésithérapeute se voit attribuer de nouvelles missions : or, le médecin continue souvent à le considérer comme « une voie de » et voit dans la demande de cet « auxiliaire paramédical » d'être traité un intermédiaire à part entière, les talents d'un vieux complexe. Il existe une certaine collaboration entre le médecin et le kinésithérapeute. Il existe une certaine collaboration entre le médecin et le kinésithérapeute.

Quelques kinésithérapeutes ont fait le choix de la spécialité. Ils ont fait le choix de la spécialité. Ils ont fait le choix de la spécialité. Ils ont fait le choix de la spécialité. Ils ont fait le choix de la spécialité.

Dans leur majorité, les kinésithérapeutes se sentent encore « les petits », les « sans-grade » des systèmes de santé. Ils se sentent encore « les petits », les « sans-grade » des systèmes de santé. Ils se sentent encore « les petits », les « sans-grade » des systèmes de santé.

Les relations avec les médecins sont encore difficiles. Les relations avec les médecins sont encore difficiles. Les relations avec les médecins sont encore difficiles. Les relations avec les médecins sont encore difficiles. Les relations avec les médecins sont encore difficiles.

Dans le service de kinésithérapie, on voit souvent des médecins qui ne connaissent rien de la kinésithérapie. Dans le service de kinésithérapie, on voit souvent des médecins qui ne connaissent rien de la kinésithérapie. Dans le service de kinésithérapie, on voit souvent des médecins qui ne connaissent rien de la kinésithérapie.

« Mon patient, je l'examine de la tête aux pieds ! » M. L. a perdu la vue à l'âge de trente ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans. Il est kinésithérapeute depuis dix ans.

Libéral pendant vingt ans, il a choisi, depuis trois ans, de travailler dans un hôpital pour 2500 francs par mois. « J'ai trouvé là la tranquillité d'esprit : je n'ai plus le souci du client qui doit venir à l'hôpital. »

LE PHARMACOLOGUE : faire la preuve de l'intérêt thérapeutique

(Suite de la page 17.)

En effet, une appréciation globale n'a guère de sens si elle ne tient pas compte de la dimension économique. Mais sur un plan plus général, il ne paraît absolument inadmissible de ne rembourser que les médicaments qui ont fait la preuve de leur efficacité.

« PORTIFANTS, DÉFATIGANTS, ANTI-ASTHÉNIQUES... » : ils sont probablement dangereux et très vraisemblablement inutiles ; la solution pourrait paraître à première vue la même que pour les autres médicaments : la preuve de leur efficacité. Mais il y a une différence : la preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire. La preuve de leur efficacité est difficile à faire.

Dans toutes ces réponses, je suis volontairement resté sur un plan technique, n'ayant pas de compétence dans le domaine économique. Mais sur un plan plus général, il ne paraît absolument inadmissible de ne rembourser que les médicaments qui ont fait la preuve de leur efficacité.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

établir. Quant à l'expertise clinique, elle est un peu lointaine, mais elle est nécessaire. Elle est nécessaire. Elle est nécessaire. Elle est nécessaire. Elle est nécessaire.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

LE MICROBIOLOGISTE : une microflore intestinale

(Suite de la page 17.)

La validité de ces observations, qui sont possibles à l'aide d'un microscope électronique, est évidente. La validité de ces observations, qui sont possibles à l'aide d'un microscope électronique, est évidente.

En premier lieu, il faut constater la composition de la microflore intestinale. En premier lieu, il faut constater la composition de la microflore intestinale. En premier lieu, il faut constater la composition de la microflore intestinale.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

HYGIÈNE ET DIÉTÉTIQUE

La constipation est un problème de santé. La constipation est un problème de santé. La constipation est un problème de santé. La constipation est un problème de santé. La constipation est un problème de santé.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Cachez plus vos yeux à cause de votre myopie.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

« L'expérimentation » : l'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament. L'expérimentation est une méthode scientifique qui permet de tester l'efficacité d'un médicament.

GSCX

Exposition permanente (8 h - 18 h) de CITROËN à la 2 CV à la 4 CV. Exposition permanente (8 h - 18 h) de CITROËN à la 2 CV à la 4 CV. Exposition permanente (8 h - 18 h) de CITROËN à la 2 CV à la 4 CV.



3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de seize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chariot, 15 h. : Hamlet, de L. Olivier, 18 h. 30 : Le Troc, 21 h. : Casanova, de P. Fellini (un hommage à Jean Langola).

Les exclusivités

CHACUN SON ENFER (R. V. G. C. 1973-74-75) : 14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530-2531-2532-2533-2534-2535-2536-2537-2538-2539-2540-2541-2542-2543-2544-2545-2546-2547-2548-2549-2550-2551-2552-2553-2554-2555-2556-2557-2558-2559-2560-2561-2562-2563-2564-2565-2566-2567-2568-2569-2570-2571-2572-2573-2574-2575-2576-2577-2578-2579-2580-2581-2582-2583-2584-2585-2586-2587-2588-2589-2590-2591-2592-2593-2594-2595-2596-2597-2598-2599-2600-2601-2602-2603-2604-2605-2606-2607-2608-2609-2610-2611-2612-2613-2614-2615-2616-

هناك من النحل

D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.	L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,76	"encadrés"	26,00	32,03
(la ligne "normal")	42,00	48,04	Double insertion	34,00	38,89
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,26	"Placards encadrés"	58,00	43,47
CAPITAUX OU PROPOSITIONS	70,00	77,00	"Placards encadrés"	40,00	45,76
			L'AGENDA DU	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

ANNONCES CLASSEES

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, depuis septembre, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde", concernant chacune des principales fonctions ou professions.

Le moment est donc venu d'établir un premier bilan :

L'accueil fait au nouveau service "Le Monde information-professions", la diversité des clientèles, démontrent le besoin d'information et l'intérêt de cette initiative.

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, nous avons intéressé les lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des propositions parues dans LE MONDE, c'est, pour chaque cadre, une information de valeur.

Parmi nos abonnés figurent nombre d'entreprises, de conseils et d'organismes officiels. Pour eux, bien entendu, la connaissance du marché est fondamentale. Ils ne peuvent négliger l'étude analytique des offres d'emploi : tendances, nouvelles exigences, activité de la concurrence. Nos synthèses hebdomadaires constituent un document de travail économique et sérieux.

NOUVEAUX SERVICES

Pour répondre à de nombreuses demandes, nous ajouterons désormais à nos analyses par fonction, des analyses par professions, et notamment :

- Banques - Assurances.
- Professions Médicales et Paramédicales.
- Secrétariat de Direction Traductions, Documentation.

ainsi qu'une rubrique :

- Cadres Débutants.

Bon de commande à découper Le Monde information-professions

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Informations. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Production études. | <input type="checkbox"/> Banques - Assurances. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | <input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation. |
| <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. | <input type="checkbox"/> Cadres débutants. |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité. | |

2) Entrez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1	20	22	24	26	28	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48
2	40	44	48	52	56	60	64	68	72	76	80	84	88	92	96
3	60	66	72	78	84	90	96	102	108	114	120	126	132	138	144

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de semaines et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'Abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.06, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Halles, 75005 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre de "Le Monde" ou chèque postal (CCP 4207-33 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

emplois internationaux

ETPM

LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE
PÉTROLIER
C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F.
Fort taux de croissance
Oser à l'exportation
nous recherchons pour L'ÉTRANGER des

JEUNES RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

Postes à pourvoir
Vous aurez la responsabilité administrative d'une de nos nouvelles régions d'activité (Amérique du Sud, Indonésie, U.R.S.S.). Placé sous l'autorité immédiate du Directeur résident, vous serez responsable de la comptabilité, de la trésorerie, du personnel, des questions juridiques et fiscales, etc... Vous travaillerez en liaison fonctionnelle avec les services centraux de PARIS.

Ces postes à l'étranger comportent, en sus d'une rémunération attractive, de nombreux avantages (statut familial, indemnité de résidence, logement, etc...)

La durée de formation préalable sera au minimum d'une année.
Vous travaillerez d'abord au siège à Paris dans les services comptabilité, finances, juridique, etc... Vous poursuivrez votre formation dans une de nos actuelles régions d'activité (Moyen-Orient, Afrique, Mer du Nord).

Votre profil
Vous êtes jeune diplômé HEC-ESSEC - Sciences Po (Eco. Fi) ou équivalent et vous avez complété cette formation par un DECS ou une Business School.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise écrite et parlée.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 6236 à
P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois
75002 Paris CEDEX 03 qui transmettra

**DESSINATEUR (TRICE)
DÉCORATEUR (TRICE)**
Maroc exp. exp.
BOYER J. P. Bouville Paris 20

IMPORT SOCIÉTÉ T.P.
recherche pour chantier longue durée en ARABIE SAOUDITE

ADJOINT ADMINISTRATIF CONFIRMÉ
ayant de préférence des références dans la profession. Le candidat devra avoir l'habitude de bonnes connaissances de la comptabilité de la gestion du personnel. Adresser C.V. et prétentions s/réf. 6237, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris

Un sucré sur votre table française
Lehrkraft mit guten Deutschkenntnissen für unsere Koolster Schule.

Minima
Du Well größte Sprachschulorganisation
Grat-Adolf-Strasse 24,
D-5000 Düsseldorf.

Important Etab. enseignement commercial privé recherche pour son école d'ABIDJAN

UN PROFESSEUR
de techniques comptables. - Expérience professionnelle 5 ans. - Français. - Offert par l'Etat. Adr. C.V., coordonnées et photo sous référence 6238 P. LICHAU S.A., Louvain 75002 PARIS

POUR PROJET D'HABITAT POPULAIRE EN AFRIQUE

INGÉNIEUR EN BATIMENT
Age 30 ans minimum, expérience chantier, préférence sera donnée à l'Africain. Téléphonez au : 86-31-32.

DES PLUS ENTREPRISES

D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
exercant des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays recherche

DEUX CHEFS COMPTABLES

D.E.C.S.
et ayant acquis une solide expérience en leur métier. La préférence sera donnée à la personne installée dans la même zone géographique. Age souhaité : 25 ans minimum.

Les possibilités
de promotion sont supérieures et de bon niveau. L'offre est en fait intéressante car elle permet de travailler dans un environnement dynamique.

C.V. détaillé sous référence 6239 à L.T.P., 91, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, CEDEX 02.

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

Un International employant 15 personnes recherche, pour son bureau d'ABIDJAN

JEUNES IVOIRIENS

Diplômés d'une grande école scientifique ou commerciale, débutants ou possédant un minimum d'expérience.

Ils bénéficieront d'une formation permanente sous forme de séminaires organisés aux Etats-Unis.

Ils participeront au développement de la division Conseil en Organisation et s'occuperont rapidement de larges responsabilités au sein d'une équipe jeune.

Envoyer C.V. détaillé à M. CHARRIER - BP 20282 ABIDJAN - Côte d'Ivoire

RAZEL

ENTREPRISE RAZEL FRERES TRAVAUX PUBLICS
recherche pour sa FILIALE ALGERIENNE en pleine expansion

Directeur d'Agence

Formation Supérieure souhaitée
Rémunération annuelle de départ envisagée équivalente à 185.000 F
net d'impôts et de cotisations

Directeur de chantier

Rémunération annuelle de départ envisagée équivalente à 150.000 F
net d'impôts et de cotisations

Ingenieur Travaux

Rémunération annuelle de départ envisagée équivalente à 120.000 F
net d'impôts et de cotisations

Les candidats devront être âgés au min. 30 ans et avoir l'expérience du gros génie-civil. Les nombreux avantages sont offerts, notamment : sécurité d'emploi, réintégration ultérieure possible dans Société Mère, rattachement aux caisses françaises de retraite complémentaire et de chômage, scolarité pour enfants.

Ecrire avec CV à ENTREPRISE RAZEL FRERES Christ de Seely BP 109 - 91403 ORSAY Cedex

Bureau d'études
à vocation internationale
recherche pour postes à l'ÉTRANGER

URBANISTES CONFIRMES

ayant au moins 7 ans d'expérience.

Profil souhaité :

- Formation de base d'Architecte et une expérience acquise au sein de l'équipe d'une Ville Nouvelle ou d'une agence d'urbanisme d'une ville importante.
- Complément de formation : CITY PLANNING ou URBAN DESIGN apprécié.
- Anglais parlé et écrit indispensable.
- Disponibilité rapide.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé photo et prétentions à M. BERNARDIN 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS

Ne pas prêter la main à répondre aux "ANNONCES DOMICILIEES" de bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le monde les intéressent et de vérifier l'adresse, qu'il s'agit d'une agence.

ENTREPRISE ALGERIENNE DE GENIE-CIVIL
comptant 2000 personnes
FILIALE EN PLEINE EXPANSION DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE SIDERURGIE pour son Siège à ALGER

RESPONSABLE des RELATIONS HUMAINES

Le sera confié à un candidat nationalité Algérienne dégage des obligations militaires, disposant d'une formation supérieure et d'une expérience dans une fonction, 35 ans min. et si possible familiarité avec le milieu Travaux Publics.

Ecrire avec CV détaillé à GENISIDER 12, route de l'Oued-Smar (ALGER)

هذه من النسخ

OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. + 1 ligne colonne	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CANALON OU PROPOSITIONS COMMERC.	5,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,08
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MOIS	40,00	45,76
	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional

Important Laboratoire Pharmaceutique
VILLE UNIVERSITAIRE SUD DE LA LOIRE
PHARMACIEN (NE)
ayant 3 ans d'expérience
l'industrie pharmaceutique
POUR UN POSTE D'ADMINISTRATION COMMERCIALE
comportant la gestion de
avec C.V., photo et prétentions, N° 414
Publité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. r.

Importante firme BONNETERIE FRANÇAISE
RÉGION SUD-EST, recherche :
Cadre Responsable
UNITÉ FABRICATION
environ 300 personnes
minimum 35 ans
Ce poste implique : connaissances :
expérience plusieurs années en
confiance
Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 669
CONTEXTE PUBLITE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. r.

ICARE
Sté d'Économie Mixte d'Inform. Communale
RHONE-ALPES
INGÉNIEUR
Organisation et Informatique
4 à 5 ans d'expérience.
Diplômé Grandes Écoles ou équivalent
Dans le cadre d'une petite équipe d'ingénieurs, le
candidat retenu aura à conduire des études d'orga-
nisation et d'informatique dans les domaines
les plus variés de la gestion municipale, puis à
mettre en œuvre les solutions retenues.
Env. C.V. et prétentions à ICARE,
30, bd. Vivier-Mérie, 69431 LYON CEDEX 3.

ADJOINT AU DIRECTEUR D'USINE CHIMIE
PAS DE CALAIS
La Société est spécialisée depuis création dans la
fabrication de produits chimiques de synthèse prin-
cipalement utilisés en pharmacie.
Elle recherche l'adjoint au Directeur de son usine prin-
cipale (210 pers.). Formation Ingénieur chimiste, Con-
naissance en chimie de synthèse organique. Minimum
35 ans. Habitude de la conduite des hommes.
23 rue Marbut, 75008 Paris vous adres-
sera toutes informations et dossier de
candidature sur demande.

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES BATIMENT
recherche pour poste à pourvoir
Agence Régionale de CAEN :
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
min. 5 à 6 ans d'expérience SET,
spécialisation Équipements.
Rémunération 75.000 à 90.000 F
selon expérience.
Le poste suppose l'aptitude à
servir des fonctions de conseil
substantiel dans le cadre de l'étude
de projets. Possibilités de promo-
tion à personnes dynamiques et
compétentes.
Adresser C.V. avec photo
et prétentions à S.O. CECORA,
49, r. Mars-Darmoy, 75018 Paris.

I.T.T.N.
recherche pour son agence
AIX-EN-PROVENCE
INSPECTEUR
DE MAINTENANCE
pour systèmes informatiques
temps réel.
Expérience de plusieurs années
souhaitée sur mini-ordinateurs
et leurs périphériques.
Rechercher C.V., prétentions à
I.T.T.N., Le Haras,
place Ramée-de-Villeneuve,
13100 AIX-EN-PROVENCE.

G.E.P. VAR
recherche
CHARGÉ D'ÉTUDES
pour études P.O.S. Expr. 20 ans.
Adres. C.V. + photo à D.D.E.,
B.P. 329, 83100 TOULON.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA SAVOIE
22, av. Pasteur-Dessandres,
B.P. 129, 73011 CHAMBERY,
recherche

CONSEILLER TOURISTIQUE
pour promouvoir
et suivre projets.
Bon niveau en 20 langues
étrangères.
Adresser C.V.
et références professionnelles
à l'adresse ci-dessus.

ANNONCES DOMI- CIGES
de vouloir
bien indiquer habile-
ment sur l'enveloppe
le numéro de l'annon-
ce les intéressant et
de valider l'adresse,
selon qu'il s'agit du
"Mondé Publicité"
ou d'une annonce.

etap

**IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE EQUIPE-
MENT INDUSTRIEL LOURD - RECHERCHE**
DIRECTEUR USINE
GRANDE VILLE PROVINCE
IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT
PEUT CONVENIR A CADRE DE HAUT NIVEAU
Ce poste implique :
- formation ingénieur
- E.C.P. ou équivalente
- expérience en gestionnaire
- qualité marquée d'organi-
sateur et gestionnaire
**SITUATION ÉVOLUTIVE SOCIÉTÉ EN
TRÈS LARGE DÉVELOPPEMENT.**
200.000 F +
E.C.P. ou équivalente
O.W. ou C.M.

**CONSTRUCTION D'ÉQUIPE-
MENT GÉNIE CHIMIQUE - FILIALE PUISSANT
GROUPE - RECHERCHE**

**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**
RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
Il aura la responsabilité du développement
des ventes de la société (C.A. 400
millions de francs).
Ce poste nécessite :
- une bonne formation technique
(en chimie ou en génie chimique)
- une expérience commerciale
- plusieurs années d'expérience
commerciale auprès d'un client
industriel chimique, pétrolier, ou
dynamique.
Poste basé à PARIS.
Rechercher sous référence EX 405 AM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE NÉGOCE
PRODUITS SIDÉRURGiques - RECHERCHE**

**DIRECTEUR DE
SON DÉPÔT CENTRAL**
région parisienne
IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT QUI
PEUT CONVENIR À INGÉNIEUR OU NIVEAU
ÉQUIVALENT, 30 ANS MINIMUM.
capable organiser, diriger et gérer
150 personnes : préparation commandes et
parallèlement, transport, gestion, entre-
tien.
Une bonne expérience pratique de la
direction d'un entrepôt et d'un service
livraison est indispensable, ainsi que des
qualités marquées de chef et d'organisateur.
Rechercher sous référence EX 405 AM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
RENFORÇANT RÉSEAU DE VENTES
RECHERCHE POUR PARIS**
**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**
RESPONSABLE D'UN GRAND SECTEUR DE
VENTES, RATTACHÉ AU DIRECTEUR
GÉNÉRAL.
Ce poste peut convenir à un candi-
dat ayant une bonne formation technique
une solide expérience en la vente de
dites matériels aux
mécaniques
**POSTE SUSCEPTIBLE D'ÉVOLUTION RÉELLE
ET RAPIDE POUR CANDIDAT DYNAMIQUE
ET VENDEUR.**
Rechercher sous référence AX 405 AM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
RENFORÇANT RÉSEAU DE VENTES
RECHERCHE POUR PARIS**
**INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL**
RESPONSABLE D'UN GRAND SECTEUR DE
VENTES, RATTACHÉ AU DIRECTEUR
GÉNÉRAL.
Ce poste peut convenir à un candi-
dat ayant une bonne formation technique
une solide expérience en la vente de
dites matériels aux
mécaniques
**POSTE SUSCEPTIBLE D'ÉVOLUTION RÉELLE
ET RAPIDE POUR CANDIDAT DYNAMIQUE
ET VENDEUR.**
Rechercher sous référence AX 405 AM.

DIRECTION FINANCIÈRE

PARIS F 130 000 +
C.E.C. CHIMIE, laboratoire pharmaceutique de
création récente, filiale française du groupe JOR-
SON & JOHNSON, pour faire face au développe-
ment rapide de ses activités, recherche un ADJOINT
qui doit progressivement accéder à la position de
Directeur Financier.
La fonction consiste à :
- superviser et contrôler la comptabilité générale et analytique, les déclara-
tions fiscales et sociales, à structurer, organiser et
coordonner les activités des services et développer
l'efficacité des procédures comptables et élaborer
les différents états nécessaires au "reporting" pour la
Direction, correspondance et élaborer les prévisions
de trésorerie à court terme et en assurer le suivi
- assister la Direction Générale lors de l'élabo-
ration des plans à moyen et long terme, et la
conseiller sur les moyens à mettre en œuvre.
Ce poste requiert les qualités d'un véritable
manager, âgé de 30 ans environ, diplômé d'une
grande école commerciale complétée par un
D.E.C.S. ou d'une formation équivalente, sensi-
bilisé à l'écrit et possédant une expérience
législative.
Les personnes intéressées
doivent envoyer C.V., lettre
motivée, photo (récuse),
et recommandation soumise
sous pli, 30-30X à C.E.C.
3, rue de Valenciennes 75005 Paris.



**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
INGÉNIEURIE ET CONSTRUCTEUR NUCLEAIRE
PARIS - RECHERCHE**

**INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
RESPONSABLE
ÉQUIPE CALCUL**
Ce poste implique :
- acquies à 3 ans d'expérience calcul
- maîtrise des méthodes d'application indif-
férentes, capable d'encadrer une équipe
étendue d'ingénieurs chargés de
calculs et de la mise en œuvre et de la mise en œuvre
des calculs importants
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Rechercher sous référence LT 405 AM.

**UN DES PREMIERS GROUPE INDUSTRIELS
FRANÇAIS (PRODUCTEUR D'ÉNERGIE)**

**RECHERCHE AU SEIN DE LA
DIRECTION COMMERCIALE À PARIS**
**RESPONSABLE
HAUT NIVEAU
DU SERVICE THERMIQUE**
ayant :
- une pratique éprouvée de la thermique
classique ;
- l'habitude des études de rentabilité
de financement ;
- la possibilité des connaissances dans le
domaine des énergies nouvelles.
Il aura la responsabilité de promouvoir,
coordonner, animer des études techno-
économiques, des expertises, des expé-
riences de techniques nouvelles.
**SITUATION TRÈS ÉVOLUTIVE POUR
CANDIDAT ENTREPRENANT ET D'EXCEL-
LENT CARACTÈRE.**
Rechercher sous référence EX 405 AM.

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
FRANÇAISE - SIÈGE BANLIEUE IMMÉDIATE
NORD PARIS - OFFRE IMMÉDIATE DÉVE-
LOPPEMENT DE CARRIÈRE AU SEIN DE SA
DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE**
**ASSISTANTS
DE GESTION**
Ces jeunes cadres polyvalents E.S.E.C.,
E.C.P. (MATHS FINANCES COMPTABILITÉ)
OU ÉQUIVALENT,
après une période stage, pourront voir
couler des postes d'assistants de
direction d'une des directions régionales
ou de la direction parisienne.
Ces postes impliquent des solides connais-
sances comptables et recouvrent une activi-
té variée : secrétaire général (per-
sonnel, gestion, comptabilité, juridique)
**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
FRANÇAISE - SIÈGE BANLIEUE IMMÉDIATE
NORD PARIS - OFFRE IMMÉDIATE DÉVE-
LOPPEMENT DE CARRIÈRE AU SEIN DE SA
DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE**
**ASSISTANTS
DE GESTION**
Ces jeunes cadres polyvalents E.S.E.C.,
E.C.P. (MATHS FINANCES COMPTABILITÉ)
OU ÉQUIVALENT,
après une période stage, pourront voir
couler des postes d'assistants de
direction d'une des directions régionales
ou de la direction parisienne.
Ces postes impliquent des solides connais-
sances comptables et recouvrent une activi-
té variée : secrétaire général (per-
sonnel, gestion, comptabilité, juridique)
**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ULTÉ-
RIEURE VERS**
des responsabilités financières, contrôle
de gestion ou d'organisation peuvent être
envisagées au sein du groupe pour can-
dats dynamiques et réalistes.
Rechercher sous référence MTU 405 AM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
BANLIEUE SUD-OUEST PARIS**
recherche

Pour son Service FORMATION

INGÉNIEUR POSITION II

Il sera chargé de :
- l'élaboration des programmes de formation à l'infor-
matique formulés par les chefs de service
- la définition des programmes
- la mise en œuvre éventuelle d'installations
- la préparation et la mise à jour des cours

Ce poste conviendrait à un ingénieur de
formation informatique, possédant quelques
années d'expérience en analyse et progra-
mation plus particulièrement en
applications sur temps réel et en langage
assembleur sur mini-calculateurs.

Anglais souhaités.

Pour détachement à BERNE (Suisse)

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Niveau DUT informatique ou équivalent.
Disponible rapidement.

Il sera chargé de :
- la programmation des systèmes temps
réel sur mini-calculateurs (langage
ou Fortran).

Anglais souhaités.

Envoyer C.V. et prétentions (avec photo)
à N° 719, CONTEXTE PUBLITE, 20, av.
de l'Opéra, Paris-1^{er} Cedex 01 q.r.

**RESPONSABLE COMMERCIAL
EXPORT**

Le candidat : Ce poste implique un homme
jeune, la formation commerciale supé-
rieure, parlant Anglais (notions de
appréciation), ayant vu des
des biens d'équipement industriels, de
préférence à l'étranger, il aura
- la possibilité de s'intéresser aux
- la maîtrise de la technique.
La société : Société d'équipement
axée sur les installations de sécurité,
au tout premier rang sur le marché
français (filiale d'un important groupe
international), et qui désire exploiter
rationnellement ses premiers succès à
l'exportation, en intensifiant son action.
Le poste : Collaborateur immédiat du
Directeur commercial :
- 50 % du temps à l'étranger, pour
prospection et négociation des
- 50 % à Paris, pour l'appui logistique
importante des bureaux d'études de la Société ;
- 30 % à Paris, pour les phases
administratives et les finan-
cières des affaires traitées.

Si vous êtes intéressé, veuillez envoyer
avant le 15 mars 1977, votre
CANDIDAT, accompagné d'une documen-
tation sur :
- N° 4, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour

DIRECTION DES ACHATS

à Paris

JEUNES INGÉNIEURS

déboutants ou quelques années de pratique

**FORMATION GRANDES ÉCOLES
EXIGÉE IMPÉRATIVEMENT**

X, Mines Paris, E.C.P., AM, Sup. Adm., ENSTA.

Nous recherchons ces ingénieurs une formation
à la fonction Achats qui leur permette des activités
très variées : technique, commercial, gestion,
organisation.

Les conditions de travail sont très nombreuses
les services Directions de la Société.

Cette fonction prépare à un large développement
au sein du Groupe.

Les candidatures sous pli, N° 4, rue de Valenciennes,
75005 Paris, qui

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche

CADRE COMPTABLE

Pour l'ADJOINT au CHEF des SERVICES
COMPTABLES

- postuler un emploi, est indispensable :
- être titulaire d'E.C.S. complet ;
- avoir une expérience professionnelle min. 3 ans

Lieu de travail :
Banlieue NORD-OUEST de PARIS

Env. C.V., photo (reçue) et prét. n° 1078
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Réponse assurée

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

marketing

Le MARKETING c'est votre métier. Vous le pratiquez depuis 3 à 6 ans dans une des véritables universités du marketing que sont quelques grandes entreprises internationales.

Le SPORT c'est votre passion : pêche, voile, chasse...

ANIMER des vendeurs, vous vous en savez capable bien que vous n'en ayez guère l'opportunité.

Nous vous proposons de réaliser chez nous une harmonieuse synthèse de vos goûts et de vos compétences.

Nous sommes une société française aux activités largement diversifiées. Les productions d'une de nos divisions intéressent le marché de l'équipement. Son organisation commerciale est d'être renforcée par l'arrivée d'un spécialiste marketing comme vous. Etude des marchés et produits nouveaux, publicité, promotion, définition de la politique commerciale mais aussi animation de la force de vente et participation à des manifestations sportives de votre loi.

Nous sommes à Paris, vous êtes à l'étranger, vous avez des déplacements à l'étranger : vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Envoyez leur sous référence 10-21-M en précisant le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Nanterre

Après une formation, école supérieure de commerce, vous avez abordé l'informatique dans la filiale française d'une entreprise anglo-saxonne.

Vous êtes familiarisé avec le CCP ou le BOMP pour un développement, sur matériel de la gamme SYSTEMS d'IBM, des applications de gestion ou de production.

Vous souhaitez : devenir

responsable informatique

Nous vous offrons ce poste à EUREQUIP, si vous acceptez de faire vos preuves comme ADJOINT.

Vous travaillerez en grande banlieue ouest de Paris, en contact avec notre siège parisien et dialoguez en anglais avec nos partenaires.

Envoyez votre application à J. THILLY en réf. 3151 L.L.

Carrière de l'Informatique

ALEXANDRETTIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

Groupe Industriel
d'environ 6.000 personnes
un poste d'

AUDIT COMPTABLE

— Directeur régional de la direction régionale. Il est responsable du service de comptabilité des filiales (P.M.E.) implantées essentiellement en région parisienne.

— Le candidat retenu aura une formation supérieure mais surtout une solide pratique de la comptabilité, si possible anglo-saxonne. Une expérience des missions de P.M.E. est indispensable.

Adresser CV, rémunération sous n° 4477 à

PARFRANCE P.A.

4, rue Robert Esnault 75008 Paris

qui transmettra

Attaché au Chef du Service Commercial

INGENIEUR

PARIS

75.000 F + Une société française pour son domaine énergétique en expansion un ingénieur diplômé, 30 ans minimum. Il aura pour mission d'assister dans l'exercice de ses fonctions le Chef du Service Commercial.

Le poste implique une expérience de la gestion commerciale : préparation et négociation de services et suivi d'affaires (gestion - statistiques - problèmes objectifs...) ainsi qu'une parfaite maîtrise des problèmes techniques et économiques. L'entreprise est par sa dimension et la nature de ses activités offre stabilité et développement de carrière.

Envoyer lettre man. + CV détaillé et photo sous référence 5048/M à F. ROUSSEAU, S&L-CEDEX 1, 10, rue Gaillien 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche pour son établissement de la banlieue Nord de Paris

son chef comptable

pour lui confier :
— la gestion de la comptabilité (générale - analytique)
— la gestion de la trésorerie
— la gestion des contrats d'exportation.

Il aura le profil suivant :
— niveau de formation : DECS
— maîtrise des problèmes financiers à l'exportation
— autorité et capacité d'animation d'un groupe de collaborateurs : 60 personnes
— anglais indispensable
— minimum : 35 ans

Adresser lettre man. + C.V. et photo à M. CONTESSÉ

Publ. 20, av. Opéra PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOTRAM S.A.

27, avenue de Saint-Mandé - 75012 PARIS
SSCI spécialisée dans la mise au point de systèmes de gestion sur mini-ordinateur nous unifie la recherche de

1 ingénieur recherches et méthodes réf. 307

qui sera chargé :
— d'étudier les matériels et logiciels existant sur le marché
— de mettre au point les équipes Système et l'installation
— de diriger les équipes des différents projets de la SOTRAM.
C'est un technicien de haut niveau, diplômé d'études supérieures, ayant une expérience de responsabilité de projets importants d'informatisation. (réseau de données, base de données décentralisée...). Une formation complémentaire en organisation est souhaitée.

1 ingénieur système réf. 308

qui sera intégré à l'équipe système dont la mission consiste à :
— développer des outils complétant les logiciels de gestion fournis par le client
— diffuser la documentation aux équipes de réalisation
— intervenir en tant que conseil technique.
Un ingénieur informaticien (ENSIMAG, SUPLECC...) possédant une très bonne expérience de la réalisation partielle ou totale de moniteurs temps réel, compilateurs, systèmes de gestion de fichiers conviendrait parfaitement. Une compétence en communications est appréciée.

2 supports techniques de vente réf. 310

dont la mission consistera à :
— compléter l'action commerciale pour les systèmes basés sur mini-ordinateurs
— diriger les équipes des différents projets de la SOTRAM
— installer ces systèmes en clientèle et en assurer le suivi et les adaptations éventuelles.
Pour ces postes qui nécessitent une bonne connaissance des problèmes de gestion, une expérience en programmation et le goût des contacts en clientèle, nous recherchons volontiers des analystes-programmeurs compétents en matière de diffusion de packages travaillant avec des constructeurs de petits systèmes de gestion.

4 analystes-programmeurs réf. 311

dont la mission est de réaliser, sous la responsabilité de chefs de projets, des systèmes de gestion sur mini-ordinateurs. Nous engagerons des candidats titulaires d'un DUT ou d'une MIAGE ou d'un diplôme supérieur (SUPLECC...) possédant une année d'expérience de la programmation. Une formation complémentaire aux mini-ordinateurs sera appréciée. La fonction évoluera vers l'analyse.

2 ingénieurs commerciaux réf. 315

ayant l'expérience de la vente de matériels informatiques (études, réalisations, traitement à façon, petits systèmes de gestion).

1 responsable du département service bureau réf. 317

— pour assurer la liaison avec la clientèle
— superviser et contrôler l'activité du département.
Une expérience analogue dans une société de services est indispensable.

Nous recherchons des informaticiens qui voudront bien nous adresser leur candidature (CV manuscrit plus photo et salaire actuel) en précisant la référence à Jean PORRACCIA



CARRIERES INFORMATIQUE
conseil en recrutement
149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

1 INGENIEUR STRUCTURE

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

Avant une solide pratique de la physique appliquée : mécanique des fluides, machines tournantes, matériaux composites, soudure, machines spéciales... introduits auprès des administrations et de quelques branches industrielles.

Les personnes intéressées envoient leur C.V. et leur lettre de motivation sous le n° 522 à :
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

« L'USINE NOUVELLE ET LA TECHNIQUE »

recherche

CHEF DE PUBLICITE JUNIOR

— Il sera chargé des moteurs machines-outils et outillage.

— Il lui sera confiée la gestion, la prospection et le suivi d'une clientèle et des Agences de Publicité. Une promotion rapide est possible.

Adresser une lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions sous la référence 153 à la Société

PERSE 49, rue du Foin 75006 Paris 544.24.36

MATRA

recherche pour sa Division fabrication

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il assure le suivi technique de la production en coordination avec les équipes de la fabrication série. Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien formation, intéressé par les problèmes de fabrication et une responsabilité de différents services.

CV + rémunération souhaitée à Monsieur FERT MATRA du 52 - 54 avenue Dutasta 78150 La Chesnay

Burroughs

recherche pour support logiciel de télécommunications

ANALYSTES

— diplômés d'études supérieures
— en informatique (équivalent)
— O.M. - Anglais souhaité

Envoyer C.V. + prétentions à J. Pierre RICHARD, S.A. BUREAUX 20, av. Laurent-Cely, Grunewald

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE DE REPUTATION NATIONALE DANS L'ALIMENTAIRE (1 200 personnes, 3 établissements).

Nous recherchons pour notre siège en banlieue parisienne

le chef du personnel

— l'autorité du secrétaire général, il doit :

— formuler, proposer, appliquer la politique

— gérer l'emploi et les salaires ;

— intégrer recrutement, formation promotion ;

— assister et conseiller la hiérarchie pour les questions sociales.

C'est un cadre formation supérieure ayant acquis un niveau équivalent, de 35 ans minimum, 5 ans moins d'expérience, la fonction en milieu industriel ; la connaissance de la distribution un anglais supplémentaire.

Ecrire à G. BARDOU en réf. 3180 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

SOCIETE FRANCAISE A VOCATION INTERNATIONALE

2 milliards de C.A. recherche pour

SA DIRECTION FINANCIERE

jeunes responsables-comptables

25 ans minimum

Expérience de 2 à 3 ans indispensable.

DEI ou équivalent.

Missions ou affectations Outre-Mer

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo

prétentions à No 99.829 Contesse

20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 q. 1

directeur général

350 000 F

Le président d'un organisme financier spécialisé dans la conception et la mise en œuvre de montages financiers et immobiliers, au niveau international, recherche un homme de premier plan, capable de diriger la fonction Direction Générale. Responsable du développement et de la gestion d'une unité en rapide croissance, le candidat, d'origine bancaire ou financière, doit pouvoir faire la preuve de sa créativité et de son succès dans l'exercice antérieur de fonctions de haut niveau. Compte tenu du caractère international de son activité, il doit posséder une parfaite maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 1029/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75003 PARIS

HOLDING recherche pour sa plus importante filiale (200 millions de C.A.)

NÉGOCIATEURS

Descriptifs des postes :
— mise en place d'un réseau commercial et des tâches administratives qui en découlent ;
— recherche de clientèle et de fournisseurs ;
— négociation des contrats d'exploitation de la filiale ;
— suivi et de maintenance ;
— postes à responsabilité ;
— position d'élite ;
— très grandes écoles.

Envoyer C.V. en le n° 0325 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

HYPERMARCHÉS AUCHAN

20 hypermarchés
40 % de progression annuelle C.A.
depuis 10 ans

recherche pour son magasin de MANTES - BUCHELAY

RESPONSABLES COMMERCIAUX

H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C., SCIENCES ECO
débutant ou ayant quelques années d'expérience.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- d'apprendre un métier qui vous passionnera ;
- de ne pas attendre 5 ans pour prendre d'importantes responsabilités.

VOUS DEVEZ AVOIR

- le sens du concret ;
- le goût des contacts humains (et être meneur d'hommes).

Si notre proposition vous intéresse,

attendons et serons heureux de vous recevoir.

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à

Daniel WAILLIEZ - AUCHAN

C.D. 110, BUCHELAY

78200 MANTES-LA-JOLIE

مكتبة الامم المتحدة

SPORTS

FOOTBALL

RENCONTRES DE FEMMES

France et Angleterre 0-0

Cela s'est passé, dans l'intimité d'un stade de banlieue, devant une centaine de spectateurs frileusement rassemblés à Longjumeau (Essonne). Les joueuses et l'arbitre s'étaient alignés à cette rencontre internationale, l'absence de la sous-équipe féminine de l'Angleterre, l'attente d'un contexte.

Il y a encore à peine huit ans, l'Angleterre pouvait se permettre de se vanter d'être la première équipe européenne. Aujourd'hui, il n'en est plus rien, et il n'est pas facile de dire, ce jour-là, que l'équipe de France ne présente pas de progrès. Elle a gagné, mais au point de vue technique, elle n'a rien gagné. Elle a même perdu. Elle a perdu ce jour-là, car tout le monde attendait son succès. Individuelle et collective, ne fut pas véritablement la supériorité de son adversaire.

Au jeu, à la technique, les Françaises ont montré des progrès, des courtes et dévotions de belles répliques. Les juges d'apparence des Anglaises plus directes, sinon plus précises. La victoire ne permit pas aux Françaises de leur adversaire. Les Anglaises ont montré de belles répliques, de belles répliques, de belles répliques.

Le public, avant, a été, un samedi 26 février, une fois de plus, et heureusement, laissé à la merci de l'arbitre d'arbitre. L'arbitre a été, un samedi 26 février, une fois de plus, et heureusement, laissé à la merci de l'arbitre d'arbitre.

d'inviter les joueuses à retourner à leur tournoi ou au reposage des chaussettes, alors qu'il n'y avait pas de spectacle de très haute qualité.

« Cela n'est pas mal du tout »

Venu cependant avec ce sens de prévention pour protéger toute l'équipe, il ne manque pas de technique. Les joueuses des deux équipes, la France et l'Angleterre, ont montré de belles répliques. Les juges d'apparence des Anglaises plus directes, sinon plus précises. La victoire ne permit pas aux Françaises de leur adversaire. Les Anglaises ont montré de belles répliques, de belles répliques, de belles répliques.

Il y a encore à peine huit ans, l'Angleterre pouvait se permettre de se vanter d'être la première équipe européenne. Aujourd'hui, il n'en est plus rien, et il n'est pas facile de dire, ce jour-là, que l'équipe de France ne présente pas de progrès. Elle a gagné, mais au point de vue technique, elle n'a rien gagné. Elle a même perdu. Elle a perdu ce jour-là, car tout le monde attendait son succès. Individuelle et collective, ne fut pas véritablement la supériorité de son adversaire.

FRANÇOIS SIMON.

BASKET-BALL : UNE RÉGLEMENTATION NOUVELLE POUR LES JOUEURS NATURALISÉS

A partir de la saison prochaine, les joueurs naturalisés pourront jouer dans les clubs comme tout joueur étranger. Le règlement en vigueur pour la saison prochaine, en vigueur pour la saison prochaine, en vigueur pour la saison prochaine.

basket n'est valable que pour les étrangers s'étant fait naturaliser avant le 1er janvier 1977. Les joueurs naturalisés la saison prochaine, en vigueur pour la saison prochaine, en vigueur pour la saison prochaine.

JUSTICE

Faits et jugements

Un notaire devant les assises de Haute-Garonne.

Le procès de M. Pierre Clavier, âgé de soixante-huit ans, qui fut notaire à Toulouse, a été ouvert, lundi 28 février, devant la cour d'assises de Haute-Garonne (les faits qui lui sont reprochés étant un crime du regard de la loi). Le procès devait durer une semaine. M. Clavier, qui est inculpé depuis le 5 janvier 1976, est accusé de détournement de fonds, de détournement de 10 millions de francs.

L'auteur d'un double rapt en Alsace : un repris de justice.

Un repris de justice, M. René Basy, cinquante et un ans, a été reconnu, lundi 28 février, avoir enlevé cinq jours plus tôt à Sainte-Odile (Bas-Rhin) deux jeunes filles, Nathalie et Agnès Sarau, âgées respectivement de seize et huit ans, filles du chef de service d'ophtalmologie à l'hôpital Trousseau, à Paris. Après avoir enlevé les deux jeunes filles, M. Basy avait tenté de les vendre à des parents. Il a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour la meurtre, le 26 octobre 1968, près de Toulon (Var), de sa femme et de la fille de cette dernière. M. Basy avait été mis en liberté conditionnelle en octobre 1975.

Les deux jeunes filles, Nathalie et Agnès Sarau, âgées respectivement de seize et huit ans, filles du chef de service d'ophtalmologie à l'hôpital Trousseau, à Paris. Après avoir enlevé les deux jeunes filles, M. Basy avait tenté de les vendre à des parents. Il a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour la meurtre, le 26 octobre 1968, près de Toulon (Var), de sa femme et de la fille de cette dernière. M. Basy avait été mis en liberté conditionnelle en octobre 1975.

A COLMAR

Trois cents manifestants contre l'extradition de M. Detlev Schultz

De notre correspondant

Colmar. — Répondant à l'appel du comité de soutien de M. Detlev Schultz, trois cents manifestants ont participé, samedi après-midi 26 février, à la marche sur Colmar qui devait conduire jusqu'à la mairie d'après lequel est actuellement détenu le jeune Allemand qui fait l'objet d'une demande d'extradition de la R.F.A.

Arrêtés au mois de juin dernier à Strasbourg pour un vol de 100 millions de francs, M. Detlev Schultz a été condamné à six mois d'emprisonnement ferme. Il a purgé cette peine, depuis trois mois, à la prison de Colmar. Après la condamnation, M. Schultz a été libéré. Les autorités allemandes ont demandé l'extradition de M. Schultz. Les autorités françaises ont refusé. M. Schultz a été libéré.

Les manifestants ont été arrêtés par la police. Ils ont été libérés après avoir été interrogés. Les manifestants ont été libérés après avoir été interrogés. Les manifestants ont été libérés après avoir été interrogés.

Sans incident

C'est donc pour protester contre cette extradition que les manifestants ont été arrêtés. Ils ont été libérés après avoir été interrogés. Les manifestants ont été libérés après avoir été interrogés.

soutien à proximité de la prison. Ils se sont heurtés à un escadron de gendarmes mobiles et ont alors demandé qu'une délégation puisse aller porter leurs messages. Cette demande a été rejetée. Malgré ce refus, les manifestants s'en sont retournés sans incident pour réunir un meeting. Ils y ont affirmé que leur combat continuait. Ils ont demandé l'extradition de M. Schultz.

LE DRAME DU C.E.S. PAILLERON

Les avocats des familles des victimes ne plaideront pas lors du procès des jeunes incendiaires

Les avocats de l'association des victimes des incendies de la rue de la Pailleron viennent de décider de ne pas plaider lors du procès des jeunes incendiaires. Ils ont décidé de ne pas plaider lors du procès des jeunes incendiaires.

Un communiqué diffusé lundi 27 février après-midi, par M. Annie Volzin, Jules Borker, avocat de la famille de la victime, explique leur décision : « Les jeunes incendiaires ne sont pas responsables de la mort de la victime. Ils ne sont pas responsables de la mort de la victime. Ils ne sont pas responsables de la mort de la victime. »

Si le parquet ne fait pas appel de la décision de M. Floch

M. DE RIBEMONT POURRAIT ÊTRE LIBÉRÉ CE MARDI

M. Guy Floch, premier juge d'instruction, a fait droit, le 26 février, au début de l'après-midi, à la demande de mise en liberté présentée par M. Raymond de Ribemont, avocat de M. Patrick Allenet de Ribemont, que le magistrat avait placé sous mandat de dépôt le 29 décembre pour l'incendie de la rue de la Pailleron et le 11 janvier pour complicité dans le meurtre de M. Jean de Broglie.

Mais le parquet — qui avait donné au préalable un avis défavorable à cette libération — n'avait pas encore fait appel. Ce n'est qu'en fin de matinée qu'il interjetait appel des ordonnances du juge. Il dispose, à cet effet, d'un délai de vingt-quatre heures. M. de Ribemont ne doit donc pas aller à la prison de Paris.

Son défenseur, M. de Geouffre de la Pradelle, a, de son côté, déclaré à Europe 1 : « M. de Ribemont n'est pas inculpé de ce meurtre. Il n'est pas inculpé de ce meurtre. Il n'est pas inculpé de ce meurtre. »

NE NOUS CROYEZ PAS SUR PAROLE.

Pour l'affirmer, il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.

Nous avons déclaré ces dernières semaines dans la presse : « Digital Equipment produit une gamme très complète. » « Digital Equipment propose une approche différente pour l'informatique. » « Nos systèmes sont de véritables outils modulaires et compatibles. »

« Digital Equipment occupe l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec ses 70.000 ordinateurs installés. » et ainsi de suite... Mais, vous n'êtes pas obligés de nous croire... Aussi devriez-vous peut-être vérifier nos affirmations.

Faites remplir le questionnaire ci-dessous par votre responsable de l'informatique. S'il confirme nos messages, nous aimerions pouvoir vous le dire plus. En personne. Cela, la prochaine fois que vous consulterez des constructeurs d'ordinateurs. Sinon, contactez-nous. Nous vous apporterons la preuve de nos affirmations.

Nom

Connaissiez-vous Digital Equipment? Avons-nous un dossier sur cette Société? Tenez-moi informé s.v.p.

Digital Equipment produit une gamme très complète.

Oui ☐ Non ☐

Digital Equipment propose des outils pour construire le système informatique le mieux adapté au projet de son client.

Oui ☐ Non ☐

Service

Signature

Les produits de Digital Equipment sont, dans leur grande majorité, compatibles entre eux.

Oui ☐ Non ☐

Les systèmes construits à partir des produits Digital Equipment sont modulaires et peuvent être étendus à mesure des besoins.

Oui ☐ Non ☐

Digital Equipment occupe l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec ses 70.000 ordinateurs installés.

Oui ☐ Non ☐

digital

Digital Equipment France, 18, rue Saarinen, Silio 225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33. Genève Tél. (022) 20 40 20; Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

الهيئة العامة للغذاء والدواء

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE D'EATON-MANIL DANS LES ARDENNES Des O.S. « privilégiés » contre le plan Barre

Vivier-au-Court (Ardennes). — D'un côté, la C.G.T. De l'autre, F.O. et C.G.C. Les deux courants, se sont croisés. Le premier, composé presque uniquement d'O.S., en grande majorité des immigrés, se dirigeait vers la place de la République. Le second, constitué surtout de cadres, mais aussi de quelques ouvriers français ou étrangers, se rassemblait place de l'Église. Pas d'incident.

C'est vers 1 h. 30 du matin, lundi 28 février, que les premières voitures ont investi la fonderie Eaton-Manil occupée depuis une semaine par des O.S. en grève depuis début février, pour le maintien des avantages acquis en 1976. Les délégués syndicaux avaient reçu la consigne d'éviter tout affrontement. L'opération s'est déroulée sans coup férir, et chacun, à Vivier-au-Court, a pu se coucher.

Car dans le petit village on craignait le pire. Les Ardennais, il est vrai, ne voient pas d'un très bon œil cette grève qu'ils ne comprennent pas. Non point qu'ils soient racistes. L'adjectif ne leur vient à l'esprit qu'après un moment de réflexion. Mais les choses ne sont pas si simples. La vérité, c'est que les gens d'ici considèrent que les O.S. d'Eaton-Manil sont des « privilégiés » : les salaires sont parmi les plus élevés du département ; c'est une usine qui tourne bien ; elle produit un temps normal 3 800 tonnes de fonte grise ; chaque mois et la vend sans problème à son principal client, la Société D.B.A. de Beauvais, dans l'Oise ; à force d'avoir les dents longues, ne va-t-on pas compromettre l'avenir d'une des rares entreprises sauvegardées dans ce pays perdu ?

Eaton-Manil Société anonyme : c'est la nouvelle nom de baptême d'une vieille entreprise de sept cent quatre-vingt salariés (six cent cinquante ouvriers, cent 40 % d'immigrés), fondée au dix-huitième siècle par les maîtres de forges et vendue, il y a quatre ans, au groupement multinational Eaton, venu d'outre-Atlantique investir en Europe. Dès lors, les nouveaux patrons ont demandé à leurs collègues français d'aligner autant que possible la productivité de l'usine sur les normes américaines.

« Or, depuis quelques années, reconnaît M. Girard, directeur de

De notre envoyé spécial

l'unité de Vivier-au-Court, les choses ne vont plus très bien. La productivité est en baisse. Nous avons travaillé à perte l'an dernier. » La faute en revient, selon lui, au manque de discipline du personnel. « Nous payons aujourd'hui, explique-t-il, le prix d'un monopole que nous nous étions assuré pour la production de la fonte grise. »

En un quart de siècle, Manil était devenue pratiquement la seule fonderie de France où l'on pratiquait cette industrie spécialisée pour les systèmes de freinage hydraulique. C'est le procédé Eaton qui permet un usage public. « Du fait de ce monopole, poursuit M. Girard, on ne pouvait pas s'arrêter de produire. Pas question pour nous de résister à une grève. D'où la dictature de la C.G.T. nettement majoritaire dans l'entreprise. À force de concessions, nous finissons par perdre toute autorité sur le personnel et le travail s'en ressent. »

En 1976, affirme la direction, la productivité a baissé d'un tiers par rapport à l'année 1975. Quant aux salaires, ils étaient, selon M. Girard, de 50 % supérieurs au minimum régional et de 30 % supérieurs aux salaires payés dans les autres fonderies françaises. Grâce aux heures supplémentaires, certains O.S. à l'embauche, s'assuraient même des fins de mois supérieures à 5 000 F.

« Et ici, ajoute le directeur, le travail est moins pénible que chez nos concurrents. »

Les ouvriers insistent, eux, sur la vétusté des locaux et la pénibilité du travail. On étire la fonte à 1 400 degrés. Toutes les deux heures, on nettoie les moules à la soufflette, c'est-à-dire à l'aide d'un jet d'air comprimé. « Les poussières d'émeri, les carbures, les ébrouures, on avale tout, on respire tout les gaz. » Obéissant sans doute aux consi-

gnes venues d'en haut, la direction de l'unité de Vivier-au-Court a mis au début de cette année ses dernières revendications des salariés. Bien plus, elle a mis fin à divers avantages et notamment au salaire de principe de l'indexation des salaires sur l'indice Manil, obtenu en 1974 après trois semaines de grève, et qui est calculé sur la moyenne des indices des prix INSEE, C.G.T., C.F.D.T., U.N.A.F. et B.E.N. La référence à cet indice composite, utilisée dans plusieurs autres entreprises de la région, notamment Electro-lux, n'a pas été remise en cause pour le moment par Eaton-Manil.

Les O.S. ont manifesté leur mécontentement des négociations. La C.G.T., pour sa part, flattrait le piège du C.N.P.F. qui leur a permis de porter le plan Barre, entrant à son tour dans l'action. La « grève thrombose » était née.

À l'autre bout de la chaîne, l'usine D.B.A. (Ducellier, Bendix, Air-Equipement), filiale de Bendix, un autre groupe américain, à Beauvais, qui fabrique des systèmes de freinage hydraulique, annongait bientôt qu'elle était « contrainte » de mettre en chômage technique sept cent vingt-neuf salariés sur deux mille deux cents. Mais la semaine dernière, des travailleurs de l'usine D.B.A. ont été des « ours » et se sont rendus dans les Ardennes pour exprimer leur solidarité aux « jusqu'au-boutistes » de Vivier-au-Court.

JEAN BENOÎT.

À GRAVELINES (Nord) : poursuite de la grève des ouvriers nord-africains au chantier de la centrale nucléaire. — Après la décision du tribunal des référés de Dunkerque, ordonnant le 25 février, la dispersion des pickets de grève, les grévistes se sont prononcés pour le libre accès au chantier des ouvriers des autres entreprises, mais aussi pour la poursuite de leur action, entamée le 23 février.

SYNDICATS

Pour non-respect d'un accord salarial

F.O. INTENTE UN PROCÈS AU PATRONAT DE LA CHAUSSURE

La Fédération F.O. des chausseurs et souliers a annoncé, lundi 28 février, en présence de M. Bergeron, qu'elle venait d'intenter un procès au patronat de la chaussure pour non-respect d'un accord salarial signé en juin pour un an. Cet accord prévoyait notamment un accroissement du pouvoir d'achat de 2 % et une indexation sur l'indice national des prix de salaires publié par le ministère du travail.

Selon M. Bidégain, délégué général de la Fédération patronale de la chaussure, il s'agit d'une suspension d'un contrat afin d'appliquer les recommandations du gouvernement « dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation ». Selon F.O. il s'agit d'une grave violation de la politique contractuelle et d'un mépris pour les salariés, puisque M. Barre a signé en 1976 des accords jusqu'à leur terme, du moins dans le secteur public et nationalisé.

L'affaire sera jugée par les tribunaux le 18 mars et pourrait servir de référence.

FAMILLES

Revue à l'Élysée

L'UNAF RÉCLAME DES MESURES CONCRÈTES

M. Giscard d'Estaing a reçu, lundi après-midi 28 février, pendant plus d'une heure, les membres du bureau de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). « Nous avons expliqué qu'il existait un certain déséquilibre dans les familles », a déclaré, à l'issue de cette rencontre, M. Roger Burnel, président de l'UNAF. « Nous avons affirmé que, si nous ne prenons pas des mesures concrètes, nous allons voir se multiplier les familles monoparentales, les familles recomposées, les familles à charge, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

« Nous avons demandé que l'État prenne des mesures concrètes, des mesures de soutien, des mesures de protection, des mesures de prévention, etc. »

FISCALITÉ

La réforme du ministère de l'économie et des finances

« Les contribuables vérifiés doivent être clairement informés de leurs droits »

écrit le président de la République ■ M. Barre

M. Giscard d'Estaing a adressé à M. Raymond Barre, en date du 28 février, une lettre dans laquelle il lui expose sa mission confiée par le gouvernement de « rénover » le ministère de l'économie et des finances. « L'opinion publique », écrit le président de la République, « s'attend à ce que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour améliorer l'efficacité de l'administration. L'adaptation de la France aux réalités de notre temps sera incomplète, si elle ignore le secteur essentiel et le plus dynamique de notre économie : la fiscalité. De cet effort de rénovation, le ministère des finances doit être l'exemple. Je lui dis d'autant plus volontiers que je compte sur l'efficacité de son action, la compétence et l'intégrité de son administration. »

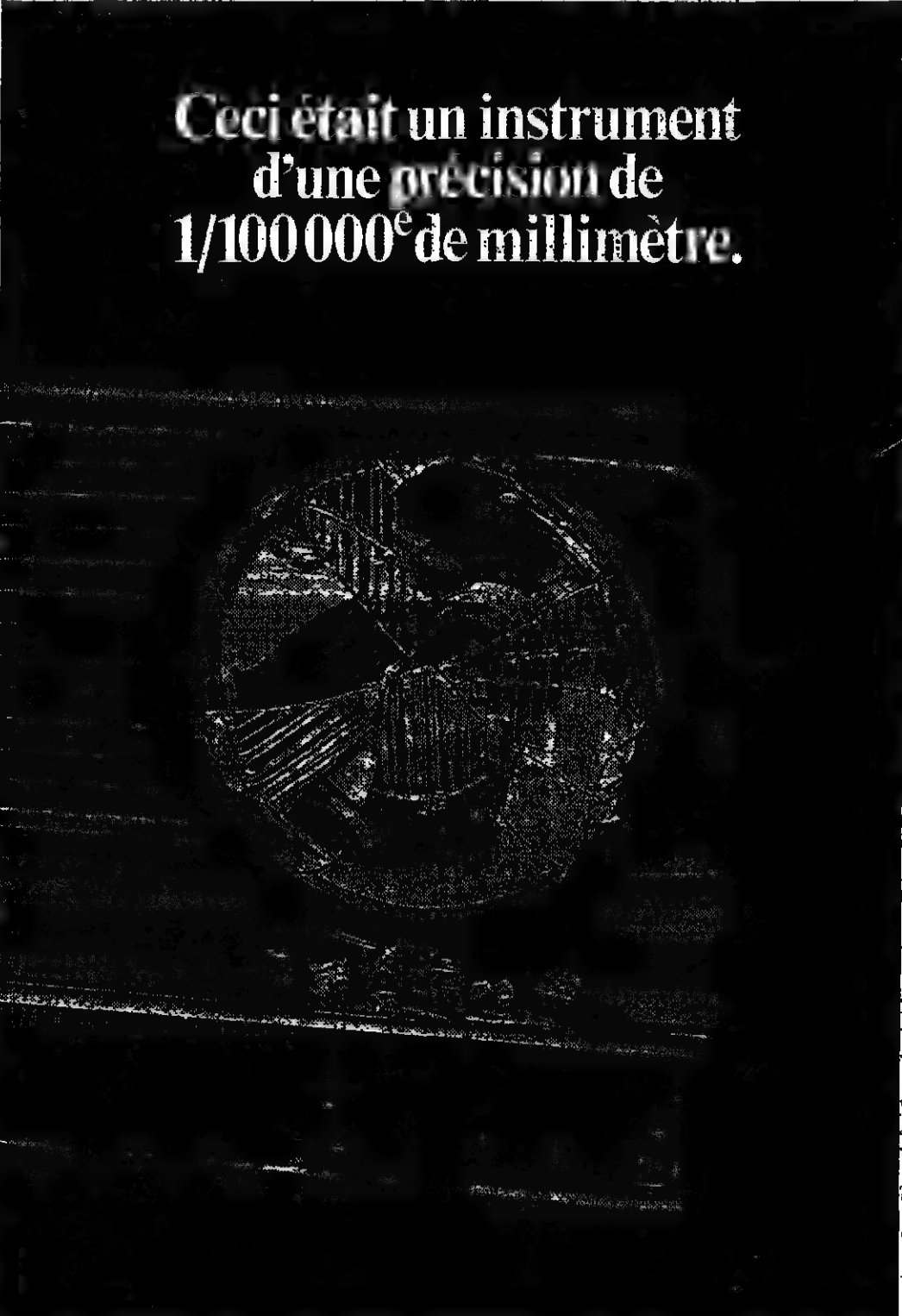
« Deux problèmes doivent être considérés : les relations avec le public, d'une part, et la confiance que le public a en la gestion des finances de l'État, d'autre part. Les relations doivent être améliorées sur la base de la transparence et de la responsabilité des fonctionnaires et des citoyens. Cela signifie notamment qu'en matière fiscale, les contribuables vérifiés doivent être clairement informés de

leurs droits, et que les moyens de recours qu'ils disposent doivent être facilement accessibles. Cela signifie également que la décision d'entreprendre des poursuites judiciaires doit être prise selon des procédures offrant toutes garanties aux contribuables. (...) Le second problème est celui de l'efficacité de l'administration. Cette efficacité suppose des unités administratives de dimension humaine, ainsi que la séparation souhaitable des tâches de gestion et de gestion. (...) Je vous demande, conclut le président de la République, de bien vouloir mettre à l'étude les dispositions qui permettront l'administration des finances à répondre plus complètement à ces préoccupations. »

DÉCLARATION DES REVENUS DE 1976

En raison du report au jeudi 3 mars, à 14 heures, du dépôt des déclarations de revenus de l'année 1976, le ministère de l'économie et des finances rappelle que les contribuables doivent déposer leur déclaration de revenus avant le 3 mars 1977. Les contribuables qui ne peuvent pas déposer leur déclaration avant ce délai, doivent se présenter à leur bureau de recensement le 3 mars, à 14 heures, pour faire leur déclaration. Les contribuables qui ne peuvent pas déposer leur déclaration avant ce délai, doivent se présenter à leur bureau de recensement le 3 mars, à 14 heures, pour faire leur déclaration.

Le ministère de l'économie et des finances rappelle que les contribuables doivent déposer leur déclaration de revenus avant le 3 mars 1977. Les contribuables qui ne peuvent pas déposer leur déclaration avant ce délai, doivent se présenter à leur bureau de recensement le 3 mars, à 14 heures, pour faire leur déclaration.



Ceci était un instrument d'une précision de 1/100 000^e de millimètre.

Ce qui n'est qu'un projecteur pour un automobiliste est pour nous une optique de précision de l'ordre de 1/100 000^e de millimètre. Cette précision est nécessaire pour obtenir le faisceau optimal d'un projecteur BOSCH.

À l'aide d'un appareil de contrôle à laser réalisé par BOSCH nous pouvons maintenant garantir avec une exactitude de 1/100 000^e de millimètre l'épaisseur de la couche de protection du réflecteur.

Au début, le futur réflecteur n'est qu'un tronçon de bande d'acier. En un seul étirage contre une pression d'eau sur une presse, il est amené à sa forme définitive : un paraboloïde dont les écarts sont les plus minimes par rapport à la forme mathématiquement exacte. L'état de surface d'une rugosité de 3/1000^e de millimètre est déjà d'une bonne qualité, mais notre réflecteur n'est pas lisse. Nous ne sommes satisfaits qu'après la projection de trois laques différentes, extrêmement brillantes. Les aspérités n'atteignent plus alors que 1/10 000^e de millimètre.

La véritable couche réflectorisante est réalisée par métallisation d'une couche vaporisée d'aluminium sous vide profond (qui correspond aux conditions spatiales à 100 km d'altitude). Le réflecteur pourrait à ce moment remplir son rôle si l'aluminium n'avait pas la désagréable caractéristique de devenir mat avec le temps.

Nous devons donc le protéger. C'est pourquoi nous vaporisons, de nouveau sous vide profond, une couche de protection faite d'un composé de silicium. Son épaisseur doit être exactement de 1/100 000^e de millimètre. Si elle n'est que de 5/100 000^e de millimètre plus épaisse, il se produit une perte de lumière de 10 %. Si elle est plus mince, l'aluminium se corrode à la déperdition de lumière est encore plus forte. C'est la raison pour laquelle l'épaisseur de cette couche de protection est surveillée en permanence chez nous au moyen d'appareils de contrôle à laser.

Comment fonctionne l'appareil de contrôle à laser. Avant sa mise en application, le contrôle de la couche de protection du réflecteur était très coûteuse. Les échantillons de réflecteurs devaient être apportés au laboratoire, coupés et examinés au moyen d'un procédé très compliqué. La perte de temps était considérable.

Aujourd'hui, les appareils de contrôle à laser sont placés directement dans la chaîne de fabrication. Chaque collaborateur peut s'en servir et le contrôle est effectué en quelques secondes.

Cet appareil utilise un faisceau laser. Sa lumière polarisée palpe l'état de surface du réflecteur. Au cours de la réflexion le faisceau laser est partiellement dépolarisé. Le degré de dépolarisation donne la mesure de l'épaisseur de la couche. Elle est lue directement sur le cadran.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée de produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH.

Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens dans bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par des machines ; vous les préparez peut-être dans votre machine à café BOSCH, vous les réchauffez dans votre réfrigérateur BOSCH.

Peut-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER. C'est d'ailleurs vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques ; beaucoup d'épreuves ont été retransmises par nos caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines : on utilise l'outillage BOSCH pour construire des appartements ; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH, et grâce aux réchauffeurs à sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Pour toutes informations : Robert (France) S.A. 32, Avenue Michelet 92 Saint-Ouen

177

BOSCH

177

دعوات للتحول

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La politique dans l'entreprise

II. — L'apprentissage socialiste sur le tas

par JOANINE ROY

Le parti communiste déclare avoir créé neuf mille cellules dans les entreprises. Ces implantations sont souvent réalisées dans une complexe imbrication de l'activité syndicale et des revendications sociales. On en est au stade où le parti socialiste de son effort de pénétration dans les entreprises ? (« Le Monde » du 1^{er} mars.)

Longtemps, l'action politique dans l'entreprise a été la chasse gardée du P.C.F. Les trotskistes et autres « gauchistes » qui ont voulu s'y aventurer étaient dénomés comme des ennemis encore plus dangereux pour la classe ouvrière que ses adversaires « bourgeois ».

Lorsque le parti socialiste, après le congrès d'Épinay, a entrepris lui aussi de s'implanter à l'intérieur des usines, la tâche ne lui a pas été facilitée par son nouvel allié. Il n'est guère de tract où le P.C.F. ne s'exprime comme « le parti de la classe ouvrière, le seul parti de France qui compte dans sa direction nationale une majorité d'ouvriers. Les seuls ouvriers qui siègent à l'Assemblée et au Sénat, il en est encore, sont les communistes ».

Un million d'implantations

A cela, M. Edmond Maire avait répondu que les cégétistes étaient « imprégnés de cléricisme marxiste, de cette sorte de foi insensée en une vérité qu'ils considèrent, sans, égar nature ».

Non nombre de socialistes ne sont pas moins ironiques. Mais reconnaissant que les querelles « au sommet » ont stimulé la compétition entre les militants de base.

Le retard du P.S. était considérable. Il n'avait que cinquante et une sections d'entreprises en 1971 et trois cent quatre-vingt-sept lors du congrès de Pau en janvier 1974. Il y avait 968 sections au 31 décembre 1976. Pour l'ensemble de la France et des TOM-OM, le P.S. déclare environ 4 500 sections locales et 180 000 adhérents.

Selon M. Alain Rannou, délégué général aux entreprises qui donne ces chiffres, les 188 implantations (il n'y a qu'une section ou groupe par entreprise) représentent environ 20 000 adhérents. Elles

Plus d'un socialiste a fait l'expérience d'une obstruction insidieuse. Et l'éclosion des sections socialistes est difficile lorsque la controverse bat publiquement son plein entre MM. Mitterrand et Marchais.

Les socialistes proposent en vain des initiatives communes dans les entreprises où leurs sections ont vu le jour à côté des cellules : le P.C. les ignore. Derrière la façade unitaire, le militant de base communiste, poussé dans ses retranchements, fait la moue devant l'attitude des nouveaux venus. Il finit par dire que seul son parti est authentiquement prolétarien et totalement engagé dans la lutte des classes. Ce que, d'ailleurs, ont maintes fois proclamés les dirigeants communistes, ces derniers temps.

De la sorte, on retrouve entre le P.C.F. et le P.S. le même climat, fait de méfiance et de condescendance, qu'entre la C.G.T. et la C.F.D.T. quand MM. Waricholac ou Frischmann, dirigeants cégétistes, affirment que cette dernière est « réformiste par nature ».

« correspondent à peu près à 2 800 cellules du P.C.F. ».

D'abord importante dans la fonction publique et les entreprises nationales, l'influence du P.S. s'est peu à peu fait sentir dans le secteur privé, en particulier dans la métallurgie, la sidérurgie, l'information, la chimie, les P.T.T., l'information, l'imprimerie, etc.

Une liste a été dressée des secteurs-clés de l'économie où le contrôle des travailleurs est nécessaire à l'avantage de la gauche. Les socialistes entendent, grâce à cette action, ne plus être accusés de constituer seulement « un parti d'élites ».

Comme la cellule communiste, la section socialiste, lors de sa constitution — même si ses promoteurs ne sont pas des syndicalistes — est approuvée par la présence syndicale dans l'entreprise. Mais tandis que la première est aidée par certains éléments de la C.G.T., la seconde

trouve des points d'ancrage parmi les militants syndicaux dans différentes centrales. Ceux-ci appartiennent à la C.F.D.T. pour le plus grand nombre, dans une plus faible proportion à la C.G.T., à F.O. et quelquefois à des organisations autonomes. Par la suite, la section socialiste doit tenir compte du poids relatif de chaque syndicat.

Cette préoccupation est inconsciente dans la cellule communiste, dont tous les membres sont pratiquement syndiqués à la C.G.T. Si la C.F.D.T. compte maintenant quelques dizaines de communistes dans ses rangs, on déclare nettement, à la direction du P.C.F. que jamais un membre du parti n'a délibérément adhéré à la centrale cégétiste ; il s'agit simplement de

Les rapports partis-syndicats

Le style d'action de la section d'entreprise socialiste s'en ressent. Les syndicates des diverses orientations syndicales ne se font pas sans difficultés. Les militants socialistes qui se sont heurtés un jour ou l'autre aux tendances légionnaires du P.C.F. n'en ont pas tous tiré les mêmes conséquences, les uns pratiquant une certaine tolérance, d'autres étant poussés à se montrer plus doctrinaires que quiconque. Souvent, semble-t-il, le militant de base moyen n'est pas aussi roté au débat politique que son homologues communiste.

La manière aussi diffère : « Quand le parti communiste décide de s'occuper d'une affaire, déclare un ouvrier parisien, il met les pieds dans le plat. Rien de semblable avec le parti socialiste, dont l'attitude peut être

quelques éléments qui se sont d'abord inscrits à la C.F.D.T. et que leur évolution politique a ensuite conduits à prendre leur carte au « parti ».

Au contraire, il n'est pas rare qu'à côté des cégétistes ayant adhéré au P.S. un militant socialiste entre à son tour à la C.F.D.T. avec parfois le désir d'y apporter le point de vue de son parti. Ce qui ne va pas sans soulever des réactions. Le P.S. peut en tout cas se flatter d'un large pluralisme syndical. Pour prendre un exemple, M. Gérard Desaigne, secrétaire national des groupes socialistes d'entreprise dans la métallurgie, est cégétiste, tandis que M. Gérard Compein, cédésiste, est secrétaire de la section socialiste de la C.I.L.-Honeywell-Bull.

plus nuancée. Toute une génération qui a pris goût à la politique pendant ou après mai 68 s'empare en tout cas à combler les lacunes d'une organisation qui, dans son renouveau, ne s'est pas encore dotée d'une véritable école de formation politique des futurs cadres. Le parti socialiste bénéficie souvent à cet égard de l'aide d'un personnel d'encadrement qui convient d'accorder aux sections d'entreprise dans l'expansion du parti. Leur développement soulève des appréhensions mitigées parmi les dirigeants du P.S., afin Mitterrand a semble-t-il soupçonné, un temps, la C.F.D.T. de vouloir investir un peu trop massivement ces sections : « Je ne laisserai pas faire », avait-il dit lors de plusieurs mois.

Certaines fédérations, comme celle du Nord — présente désormais dans cent soixante-quinze firmes, où elle dispose de quarante groupes ou sections d'entreprise, — préfèrent combiner le développement des sections locales avec celui des groupes socialistes d'entreprise (G.S.E.). Selon elles, dans les communes fortement industrialisées (villes minières, zones industrielles ou textiles), l'usine forme, en effet, un tout

L'importance des sections d'entreprise

Majoritaire dans la plupart des sections d'entreprise, le C.E.R.E.S. estime que cette forme de présence doit l'emporter sur les autres. M. Rannou pense, lui aussi, que c'est sur le lieu de travail que les salariés sont le plus sensibles aux effets du régime capitaliste ; c'est donc là qu'il est plus aisé de les mobiliser sur des

prise demeure la seule structure adaptée pour les travailleurs à un apprentissage du pouvoir », concluait, en avril 1976, la Fédération de Paris dans sa « contribution » à la troisième conférence nationale des sections et groupes socialistes d'entreprise, tenue à Massy. Faisant leur autocritique, les militants parisiens constataient que l'implantation du P.S. « est souvent fragmentaire », que les sections d'entreprise ont fréquemment une activité de type syndical (pas d'élargissement suffisant aux choix politiques globaux), technique (réflexion axée sur ce que pourrait être l'entreprise sous le programme commun de gouvernement) ou propagandiste (diffusion de matériaux fournis par le parti, sans que les militants se préoccupent assez de savoir s'ils correspondent aux problèmes des travailleurs). La section d'entreprise devrait pourtant, estiment-ils, avoir pour rôle fondamental de « s'occuper de l'entreprise » et de « mettre en œuvre pour développer et expliquer la signification du contrôle des travailleurs dans la stratégie du P.S. et au niveau de l'entreprise (...) ». Le débat et peut entraîner des divergences entre militants sur la façon d'agir dans les ateliers et les bureaux.

Si le P.S. évalue à vingt mille le nombre de ses adhérents rassemblés dans des sections d'entreprise, le R.P.R. cite, lui, les mêmes effectifs pour ses sections d'action ouvrière et professionnelle placées sous la responsabilité de M. Philippe Dechartre, ancien secrétaire d'Etat au travail. M. Chirac, après avoir, en 1973, condamné l'action

QUI ET OU SONT LES SOCIALISTES ?

Qui et où sont les socialistes de la nouvelle vague qui constituent les sections d'entreprise ? Les statistiques nationales de la direction du parti socialiste donnent les précisions que voici :

● LA RÉGION PARISIENNE est celle de la plus dense implantation du parti socialiste, qui y compte 23,1 % de ses sections. Viennent ensuite : Nord-Pas-de-Calais (16,2 %), Rhône-Alpes (9,8 %), Midi-Pyrénées (5 %), Provence-Côte-d'Azur (4,6 %), Centre (3,5 %), Aquitaine (3,2 %), Bourgogne (2,8 %).

● DANS LES BRANCHES D'ACTIVITÉ, la métallurgie représente 23 % des sections ou groupes ; les P.T.T. : 11,5 % ; l'enseignement : 11 % ; la santé : 7,5 % ; P.E.G.F. (agriculture) : 7,5 % ; les transports : 7 % ; la fonction publique : 6 % ; la chimie : 5,5 % ; les banques-assurances-crédit : 4,4 % ; la presse information : 3,5 %.

● PROFESSIONNELLEMENT, il y a 22 % des cadres ; 18,3 % d'ouvriers ; 18,1 % d'employés, 17,7 % de techniciens ; 9,4 % d'agents de maîtrise ; 9,4 % d'enseignants et 4,6 % de chercheurs-étudiants et infirmiers.

● SYNDICALEMENT, la C.F.D.T. recueille le plus d'adhésions : 49,5 % ; la C.G.T. : 24,7 % ; la F.E.N. : 7,2 % ; F.O. : 7 % et divers : 11,0 %.

● PAR FRANCHES D'ÂGE, enfin, 45,7 % des socialistes militant dans l'entreprise ont de vingt-cinq à trente-quatre ans ; 32,4 % de trente-cinq à quarante-quatre ans ; 19,6 % de quarante-cinq à cinquante-quatre ans ; 9,6 % moins de vingt-cinq ans et 1,2 % plus de cinquante-cinq ans.

Ces trois derniers paragraphes résument de l'analyse faite sur sept cent vingt-huit délégués à la conférence des sections et groupes d'entreprise de Massy, en mai 1976, qui avait rassemblé plus de huit cents délégués.

avec la ville, où les militants sont à la fois salariés et habitants. Les statuts nationaux du P.S. prévoient d'ailleurs que, lors de la désignation des candidats aux élections, les membres des sections d'entreprise (autonomes dans les autres domaines) votent avec la section de leur domicile.

Cette formule permet, selon ses partisans, de mieux coordonner l'action politique territoriale — dans la municipalité ou le département — et celle des parlementaires avec le travail des militants dans les entreprises de la localité et de la région. Le G.S.E. et la section locale constituent des lieux de structures complémentaires, qui permettent de ne pas couper les militants d'entreprise des responsables locaux — souvent maires, conseillers généraux, députés — dont l'influence est importante.

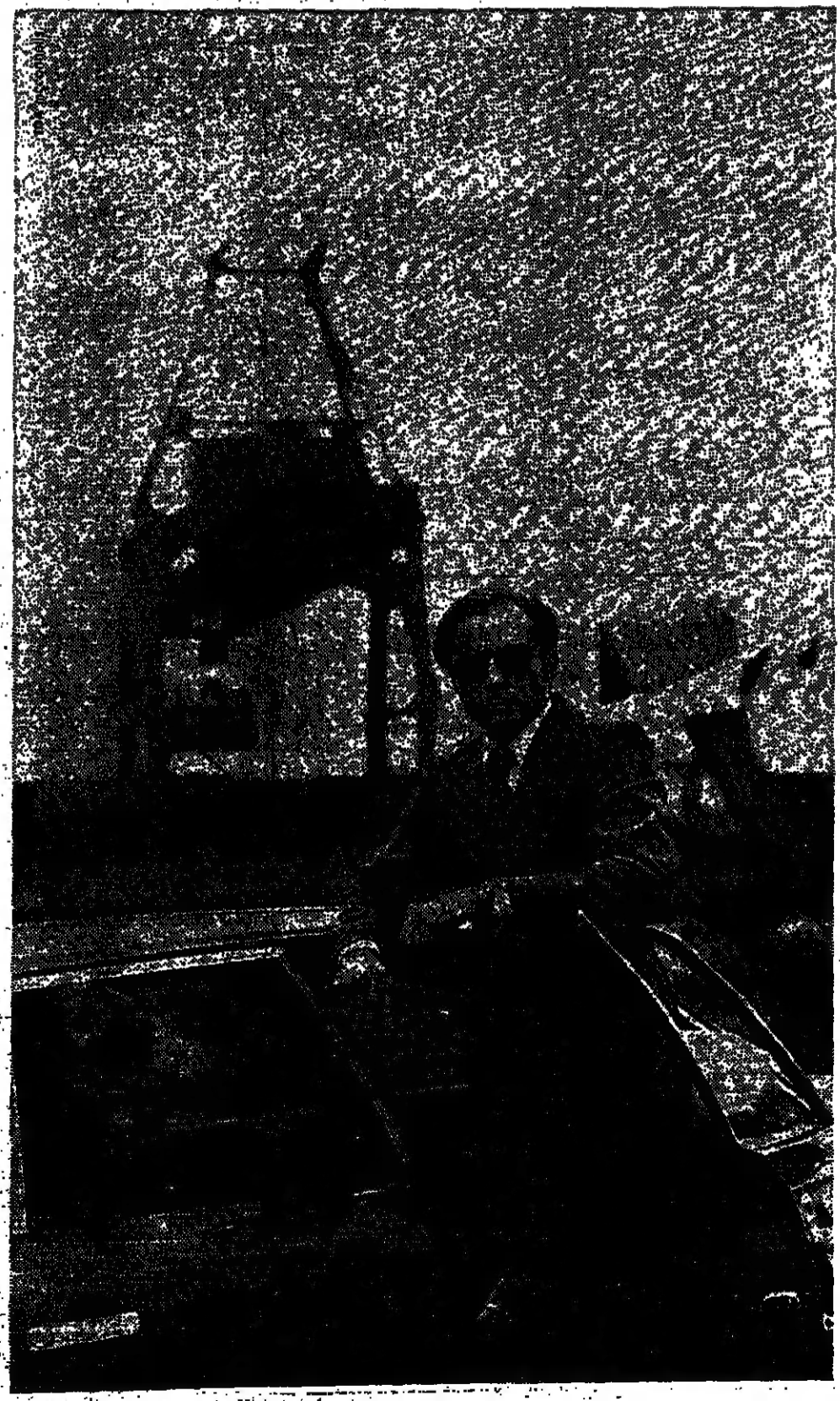
Ajoutons que la distinction — de plus en plus délicate — des tâches respectives des partis et des syndicats dans l'entreprise complique le débat et peut entraîner des divergences entre militants sur la façon d'agir dans les ateliers et les bureaux.

Si le P.S. évalue à vingt mille le nombre de ses adhérents rassemblés dans des sections d'entreprise, le R.P.R. cite, lui, les mêmes effectifs pour ses sections d'action ouvrière et professionnelle placées sous la responsabilité de M. Philippe Dechartre, ancien secrétaire d'Etat au travail. M. Chirac, après avoir, en 1973, condamné l'action

100%

A VOTRE AVIS, QUELLE PART DE BENEFICE NET D'IMPOT PEUT-ON TRANSFÉRER LIBREMENT HORS DE LA REPUBLIQUE D'IRLANDE?

100%



Non seulement l'Irlande exempte de tout impôt vos bénéfices à l'exportation et vos plus-values en capital mais elle vous laisse entièrement libre de les transférer à votre guise.

Cette mesure ne constitue qu'une des nombreuses incitations dont bénéficient les entreprises installées en Irlande.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique: l'I.D.A. (Irish Development Authority) l'Office Gouvernemental de Développement Industriel de la République d'Irlande.

En dix ans, l'I.D.A. a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Prenez contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence I.D.A. de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

I.D.A. 45, rue Pierre-Charon 75008 PARIS. Tél. 358 77 87.

REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

politique dans l'entreprise, s'avisa ensuite de lancer l'O.D.R. dans la compétition, spécifiant toutefois que son activité politique s'exercerait hors des grilles des usines. Sous cette réserve, le R.P.R. est présent chez Peugeot, Berliet, Renault, Kodak, C.I.L. dans les P.T.T., la S.N.I.A.S., etc.

A l'extrême gauche, la faiblesse des effectifs n'empêche pas l'efficacité des militants. Les « socialistes unifiés » ont souvent été l'âme de conflits spectaculaires et significatifs : Lip à Besençon, Rehaut à Pongères ou Caron-Osane à Caen. Le P.S.U. fait état de quarante sections d'entreprise (contre quatre cent cinquante sections locales) regroupant chacune au moins cinq personnes, espérant qu'il se déclare présent dans cent quatre-vingt-dix entreprises. Sans grand changement par rapport à 1973, il dénombre moins de dix mille adhérents, dont presque-on, 40 % d'ouvriers et 33 % de cadres moyens et supérieurs. Deux sur trois des socialistes unifiés sont syndiqués ; parmi eux 70 % sont à la C.F.D.T., 12 % à la F.E.N. 9 % à la C.G.T.

Trotskistes et manifestes se sont, de leur côté, fréquemment trouvés à l'origine de la révolte des immigrés ou d'autres catégories d'ouvriers particulièrement victimes de l'exploitation industrielle. A la Ligue communiste révolutionnaire, M. Krivine, avec trois mille adhérents ou sympathisants, annonce deux cents groupes « tanches » et autant de cellules, présentes dans trois cents entreprises. Ses militants se partagent à peu près également entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Prochain article : VRAI OU FAUX PROBLÈME

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Le réveil des classes moyennes ?

(Suite de la première page.)

Jusqu'à ce jour, les classes moyennes ne sont jamais parvenues à s'organiser durablement, sinon en syndicats professionnels dont les intérêts particuliers s'opposaient (la récente querelle des cadres et des agriculteurs, à propos de l'impôt-solidaire, en est le dernier exemple). Les initiatives pourtant n'ont pas manqué, le regroupement de ces catégories — pour artificiel qu'il paraisse — présentant une cohérence sinon un intérêt certain au niveau politique. Point commun le plus évident : le choix par les « classes moyennes » d'une société de type libéral se fondant sur la liberté d'entreprendre, la responsabilité personnelle, la légitimité du profit, la hiérarchie, choix qui les oppose aux syndicats ouvriers comme à la technocratie.

Est-ce l'effet du hasard ? La seule vague de regroupement que l'on ait constatée en France autour de l'équivalent « classes moyennes » se situe à la veille de l'arrivée au pouvoir du Front populaire : « Comité d'organisation des états généraux des classes moyennes », « Comité central des classes moyennes », etc. En 1939 on ne comptait pas moins de seize rassemblements de ce type. Tous disparaissent pendant la seconde guerre mondiale. A l'issue de celle-ci le « Comité national de liaison et d'action des classes moyennes » est créé (en 1947) par M. Roger Millot. Ce comité reste, pendant un quart de siècle, la seule organisation représentative des classes moyennes. Rassemblant six grands syndicats professionnels (petites et moyennes entreprises, artisans de la C.N.A.M., propriétaires agricoles, exploitants de la F.F.A., Union des professions libérales, C.G.C.) et un certain nombre de petites associations, sa tâche principale consistait pendant cette période à tenter de nouer un dialogue avec les pouvoirs publics. En dépit de ces efforts, le gouvernement ne consent qu'à créer en 1950 une « Commission nationale technique », organisme de tutelle relevant du ministère des finances et qui n'a pas fonctionné.

Depuis un an, les initiatives se multiplient à nouveau pour regrouper, par-delà les querelles professionnelles, les membres de ces classes moyennes, et même fin au « face à face » entre MM. Séguin et Maitre, d'une part, et Ceyrac, d'autre part. Constatant une promesse de M. Ceyrac d'élargir le rôle du « Comité technique », le gouvernement crée, le 20 novembre 1975, un « Conseil supérieur des classes moyennes ». Placé sous la tutelle du ministère du commerce et de l'artisanat, il est dirigé par M. Maitre, ancien républicain indépendant. Réunissant vingt-six membres désignés pour trois ans, ce Conseil doit s'efforcer de conduire une réflexion, d'assurer la coordination entre les différentes administrations et d'informer les différentes parties prenantes des classes moyennes.

En décembre 1975, M. Guy Heninot, commerçant en porcelaine, président du syndicat des P.M.E. de Paris, crée un « Syn-

dicat national des classes moyennes », avec l'appui discret et bref de MM. Marcelin et Maitre.

Quelques semaines plus tard M. Jean-Pierre Froureau, ancien grand maître du Grand-Orient de France, ancien président des Jeunes Indes, d'Inde et d'Inde, chargé de mission à la Caisse nationale du Crédit agricole, crée le « Centre national de coopération interprofessionnelle ». Enfin, au cours de l'été dernier, alors que l'industrialisme des régions provoqué par de la sécheresse oppose les agriculteurs aux autres catégories socio-professionnelles, M. Michel Debassie, président de la P.N.S.E.A., prend langue avec ses collègues, représentant les P.M.E., les artisans, les cadres et les professions libérales. Cette initiative aboutit, en janvier 1977, à l'envoi d'une lettre commune, dans laquelle MM. Debassie (P.N.S.E.A.), Ginguère (C.G.F.M.E.), Combe (président de l'Assemblée des chambres de métiers), Charpentier (C.G.C.) et Monier (président de la Confédération des syndicats médicaux français) annoncent aux responsables départementaux de leurs syndicats respectifs la création des G.I.R. (Groupes « initiative et responsabilité ») afin d'entreprendre ensemble l'étude d'un certain nombre de problèmes communs.

Trois pôles

Comment se retrouver dans la jungle de ces regroupements qui s'interpénètrent, s'appuient ou s'opposent ? Au-delà des intrigues de couloirs et des rivalités individuelles — inévitables dans ce milieu — trois pôles se dégagent :

● Le Syndicat national des classes moyennes de M. Heninot. — Il est d'audience fort limitée, ainsi que la montre la manifestation organisée en décembre à Paris, qui ne rassembla qu'une centaine de personnes (le Monde du 15 décembre).

● Le Syndicat national de coopération interprofessionnelle lancé par M. Froureau. Il revendique des comités dans chaque département. Il entend de lui-même, et cherche également le traditionnel Comité national de liaison et d'action (fondé par M. Millot, aujourd'hui présidé par M. Habart. Les deux organisations ont conclu un accord de « non déshérence » et s'apprêtent, notamment aux

plans régional et départemental. Et leurs modes de recrutement sont différents (individuel pour la première, alors que la seconde coordonne les représentants de syndicats professionnels). Les hommes concernés sont souvent les mêmes. Ces deux mouvements bénéficient par ailleurs de la bienveillance des pouvoirs publics, par l'intermédiaire notamment du Conseil supérieur des classes moyennes, dont les membres désignés ont été recrutés pour l'essentiel au sein des deux organisations.

Derniers venus, les G.I.R. s'appuient sur l'engagement « à titre individuel » de leurs cinq leaders, et tentent de s'imposer solidement en province. Refusant de se « laisser enfermer dans le cadre d'un seul parti », M. Debassie a indiqué que ce mouvement propose « une certaine conception de la société » mais « n'est pas

Quelles sont les particularités de ces trois initiatives ? Elles ont la même clientèle ; elles sont toutes dirigées contre le programme commun de la gauche, accusé de porter atteinte aux « libertés individuelles » ; aussi bien que contre les technocrates. Finalement, des communications ont déjà été promues de part et d'autre.

« Certaines initiatives, [sous-entendu celles de MM. Froureau et Heninot] sont le fait de personnalités non représentatives de nos professions », ont écrit les fondateurs des G.I.R. en demandant à leurs adhérents « de ne pas se laisser entraîner par les rivalités personnelles ». Peut-être, car on ne ferait pas que MM. Debassie et Robin (agriculture), Charpentier et Calvez (commerce), Combe (artisans), Monier et Habart (professions libérales) entreprennent les meilleures relations. Rivalités politiques. Ces mouvements sont dédoublés. Le jeu des amitiés passe secret. Seul M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a publiquement félicité M. Debassie pour son initiative (le Monde du 13-14 février).

Quel sera l'avenir de ces mouvements. Les réactions de la « base » à la création des G.I.R. semblent pour l'instant positives. Les plus violents à avoir été des cadres, hostiles à toute alliance avec les petits patrons. M. Marchall, président de la fédération C.G.C., a déclaré que la « base » attendait le lancement officiel des G.I.R. pour déclarer que « les or-

ganisations de la C.G.C. ne sont pas engagées par la décision de M. Yvon Charpentier, président de cette centrale, de s'associer aux G.I.R. » (le Monde du 24 février). Au sein des P.M.E. et des artisans, bien qu'aucune protestation n'ait encore été publiquement émise, l'initiative des deux leaders a provoqué quelques remous. Quant aux milieux paysans, ils restent pour l'instant dans l'expectative.

S'appuyant sur le mécontentement, souvent diffus mais réel, de leurs membres, les classes moyennes parviendront-elles à assoir leur organisation sur des bases solides ? Il faudra, pour en juger, attendre que soient passés le cap des échéances électorales.

VERONIQUE MAURUS.
ALAIN GIRAUD.

BUDGET

Camouflage ou dérapage ?

(Suite de la première page.)

Cela est d'autant plus inquiétant que, au cours de la même discussion du 13 octobre dernier, le premier ministre déclarait : « Si l'on aborde un exercice budgétaire avec un découvert, on peut être sûr que le résultat ira bien au-delà du découvert envisagé, quel que soit le sentiment que l'on ait du contrôle que l'on peut exercer sur les dépenses publiques. »

Nous voilà prévenus, le dérapage n'est qu'un jeu, on n'en restera pas aux 10 milliards du collectif annoncé en février !

Ce laudisme dans la gestion des finances publiques, allant de pair avec l'accroissement de l'endettement en devises, paraît difficilement compatible avec la vaste orchestration faite autour du prétendu succès de la politique économique compte tenu de ce que le gouvernement a indiqué que toutes les circonstances imprévues pourraient mettre en cause l'équilibre budgétaire, on ne voit pas pourquoi l'affiche d'ores et déjà un déficit aussi important.

Si, par contre, ce déficit à des causes récentes, cela signifie que le succès du plan Barre est davantage un argument de propagande qu'une réalité économique.

En fait, ce que le premier ministre préfère ne pas dire, c'est que, ayant donné la priorité au côté spectaculaire d'un freinage de l'indice des prix programmé sur les élections, et à la recherche de l'amélioration d'une balance extérieure qu'il semble d'ailleurs mal maîtriser, cette priorité le conduit à sacrifier l'emploi et les finances publiques, tout en comptant d'ailleurs que toutes les circonstances imprévues pourraient mettre en cause l'équilibre budgétaire, on ne voit pas pourquoi l'affiche d'ores et déjà un déficit aussi important.

ANDRÉ BOULLOCHÉ.

RÉPUBLIQUE ARABE DU YEMEN YEMEN GENERAL GRAIN CORPORATION

Candidature des soumissionnaires d'offres
pour le contrat YGCC1

CONSTRUCTION D'UN SILO A GRAINS ET D'EQUIPEMENT D'ENSACHAGE AU PORT DE HODEIDAH

Dans le cadre d'un projet du Ministère de l'Agriculture de la République Arabe du Yémen, la construction d'un silo de 20 000 tonnes est prévue. Le silo sera construit à côté du silo existant.

- Les transporteurs pour manutention le long d'un quai existant.
- Le silo lui-même, qui doit être en béton armé fondé sur pieux, d'après la technique du « coffrage glissant », avec élévateurs et poussoirs dans une tour, et bâtiment pour l'ensachage.
- Les équipements nécessaires de manutention dans la tour d'élévateur et l'usine d'ensachage : transporteurs de transfert, machines de mise en sac, poussoirs, plates de recharge avec tréteaux de stockage, équipements de laboratoire et installations de chargement de camions, etc. Le tout sera système de commande et moteurs électriques.

Toujours dans le cadre de ce contrat, il est prévu la construction d'un local de service de 500 m², d'un bureau, d'un laboratoire, d'une cuisine et d'une chambre avec toilettes. La distribution électrique, l'accès à la route et l'alimentation en eau sont également compris dans ce contrat, depuis les points concrets au lieu d'implantation des équipements jusqu'à la manutention nationale. Le soumissionnaire choisi aura pour mission de livrer l'installation et la mise en service de tout le matériel. L'installation et la mise en service de tout le matériel. L'installation et la mise en service de tout le matériel.

Les soumissionnaires désireux poser leur candidature doivent remplir et soumettre un questionnaire de préqualification. Le questionnaire (et tous les documents afférents au contrat) sont en anglais et disponibles chez :

Oscar Feber et Partners, Consulting Engineers,
Upper Macdonald Road, St. Albans, Herts., Grande-Bretagne.
Les demandes pour questionnaire doivent porter la réf. YGCC1.
Seules les entreprises ayant une solide expérience dans ce domaine, tant du point de vue du type que de l'ampleur des travaux, peuvent soumettre leur candidature. Une copie de la demande doit être envoyée à :

YEMEN GENERAL GRAIN CORPORATION,
P.O. Box 710, Sana'a, Yemen Arab Republic,
à l'attention du « Project Manager ».

Le questionnaire doit être rempli et renvoyé à l'adresse indiquée sur les documents de pré-qualification avant le 30 avril 1977.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DU NORD

Réuni, le 24 février 1977, sous la présidence de M. Alain de Robichaud, le conseil d'administration a pris connaissance des résultats provisoires de l'exercice 1976, dont les comptes définitifs seront arrêtés ultérieurement. Sous réserve d'ajustements, il apparaît que l'exercice se solde par un bénéfice net d'environ 23 millions de francs, contre 14 millions en 1975.

Cette amélioration correspond pour une large part à la progression des ventes de 22,1 à 31,2 millions de francs ; pour le surplus, elle résulte de l'importance des plus-values de cession qui, s'ajoutant aux provisions pour risques existantes, ont compensé les pertes du secteur immobilier et les provisions nouvelles, contrairement à ce qui s'était produit en 1975.

Le conseil d'administration envisage de proposer la distribution d'un dividende net de 1,50 F par action, contre 1,40 F en titre de l'exercice 1975.

ALSTHOM - ATLANTIQUE

La Société franco-belge de matériel de chemins de fer et la Société Alsthom-Atlantique ont depuis quelques années pris conjointement et solidairement un certain nombre de commandes importantes de voitures de chemin de fer métropolitain et autocorridors.

Parallèlement, que les investissements réalisés au cours de ces dernières années sont dans une large mesure complémentaires.

Les deux sociétés ont en conséquence convenu de signer ce jour une convention de coopération dans les trois domaines de l'utilisation optimale de leurs investissements, de la recherche technique et de la coopération commerciale dans le domaine de l'exportation.

Les deux sociétés ont estimé, d'autre part, qu'un lien financier renforcerait leur coopération dans ces différents domaines. A cette fin, la Société Alsthom-Atlantique a pris une participation de 12,5 % dans le capital de la Société franco-belge de matériel de chemins de fer.

CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE

Dividende global de 10,05 F (contre 9,45 F)

Augmentation de capital : 1 action nouvelle gratuite
pour 10 anciennes

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Emile Spielmann, a examiné les comptes et les résultats de l'exercice 1976.

Le total du bilan s'élève à 9 milliards 303 millions de francs et les fonds consacrés par les clients particuliers et entreprises à 5 milliards 528 millions de francs, en augmentation respectivement de 13,45 % et de 10,71 % par rapport à l'année écoulée.

Après déduction de toutes charges, amortissements, provisions et impôts, le compte de profits et pertes fait ressortir un solde bénéficiaire de 27 794 480 F. Un montant de 10 millions de francs de provisions ayant supporté l'impôt et devenu disponibles a été conformément aux règles comptables inclus dans le bénéfice net, qui se trouve ainsi porté à 27 794 480 F.

Le conseil propose à l'assemblée ordinaire des actionnaires convoquée pour le 23 avril 1977, de fixer le dividende par action de 50 F, sur un capital augmenté en cours d'exercice par souscription en numéraire, à 5 700 F, assorti d'un avoir fiscal de 325 F (impôt déjà payé au 1^{er} janvier 1977) et d'affecter aux réserves 18 millions de francs.

GROUPE DARTY

Les ventes de marchandises hors taxes de la société mère pour les onze premiers mois de l'exercice 1976-1977 (mars 1976 à janvier 1977), ont été de 644 515 000 F, en progression de 30,6 % sur les ventes de la même période de l'exercice précédent.

Pour le groupe, les ventes hors taxes de marchandises et de prestations de service après-vente pour la même période (mars 1976 à janvier 1977) ont été de 785 967 000 F, contre 575 794 000 F pendant les onze premiers mois de l'exercice précédent. La tendance des ventes du groupe pour le mois de février 1977 reste bonne et l'objectif du C.A. annoncé pour l'année 1976-1977 (845 millions de francs) sera en fait légèrement supérieur à 860 millions de francs.

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

Le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte, réuni le 23 février 1977, sous la présidence de M. René Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Après amortissements et constitution de 12 millions de francs de provisions hors exploitation ayant servi à l'impôt sur les sociétés, les bénéfices nets de l'exercice atteignent 30 093 511 francs, en nouvelle progression par rapport aux années antérieures.

Compte tenu des recommandations gouvernementales tendant à limiter en 1977 les augmentations de dividendes, le conseil proposera à l'assemblée générale du 27 avril prochain de porter le dividende de 8 F à 8,5 F, soit 5 % d'accroissement et 2,5 % supplémentaire par action, une somme de 1 500 000 francs sera inscrite en sus des dividendes pour l'exercice 1976-1977, en compensation de la possibilité d'un dividende complémentaire que les résultats de l'exercice autoriseraient d'ores et déjà à distribuer.

Il est enfin rappelé qu'au cours de l'année 1976 le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte a pu, en application des résolutions adoptées par la dernière assemblée, verser aux réserves plus de 35 millions de F de plus hors exploitation. Le total de ces réserves atteint ainsi 70 millions de francs pour un capital de 100 millions de francs.

RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN SEMRY

Société pour l'Expansion et la Modernisation
de la Riziculture à Yaoundé
au Capital de 1 milliard de francs C.F.A.

sous tutelle du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Le SEMRY invite les soumissionnaires aux appels d'offres internationaux à présenter leur candidature pour l'exécution des travaux suivants :

Digue barrage de 27 km de long et de 3 à 7 m de hauteur (1 million de m³), confortement d'une digue (300.000 m³), creusement d'un chenal (700.000 m³) et ouvrages annexes en béton.

Période d'exécution prévue : janvier 78 à juillet 79.

Sur demande adressée à :

SOGREAH - Ingénieur Conseil de la SEMRY
B.P. 172 - Cadex - 38042 GRENOBLE FRANCE
Tél. 980876 SOGREAH GRENOBLE

Les sociétés intéressées recevront une note sur les clauses de la présélection.

Les dossiers de candidature devront être remis à SOGREAH ou plus tard le

12 AVRIL 1977

SOCIÉTÉ DES GRANDS TRAVAUX DE L'EST

Le chiffre d'affaires, taxes comprises, a été de 570 millions de francs, dont 49 % ont été réalisés en France métropolitaine et 51 % à l'étranger. La progression par rapport à celui réalisé en 1975 est de 8 %.

Le bilan au 31 décembre 1976, en cours d'établissement, fera apparaître un cash flow de 45 millions de francs, dont 20 % en progression de plus de 20 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat après impôt devrait être également en hausse, à un niveau supérieur à celui enregistré l'an dernier (12 847 000 F).

Malgré la stagnation prévisible de l'activité en France, la solidité et l'ancienneté de l'implantation des agences de l'entreprise dans les pays francophones d'Afrique et de l'Océan indien ont permis de programmer pour 1977 un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard, marquant ainsi une progression de 20 %. Les résultats devraient également être favorables et au moins égaux à ceux de 1976.

177

Un livre est
quelque chose